

Université de Montréal

**Le cadrage de la tarification du carbone chez les élites politiques
en Australie et au Canada**

Études Internationales
Faculté des Arts et Sciences

Mémoire présenté
en vue de l'obtention du grade de M.Sc.
En Études Internationales
Option Coopération, développement et économie

Août 2020

© Clémence Pavic

RÉSUMÉ

À travers le monde, des juridictions ont cherché — certaines avec plus de succès que d'autres — à implanter des systèmes de tarification du carbone. Même si ce système est appuyé par les experts comme étant le moyen le plus efficace de réduire les émissions de gaz à effet de serre, ce type de politique peine à recueillir l'appui du public. Or, dans la mesure où l'opinion publique est influencée par le discours des élites, la façon dont les politiciens parlent de la tarification carbone peut modifier les perceptions de l'électorat à son endroit. Grâce à l'étude des stratégies de cadrage et à une méthode quantitative, on identifie les cadres utilisés par l'élite politique australienne (sous le gouvernement de Julia Gillard) et l'élite politique canadienne (sous le 1er gouvernement de Justin Trudeau) pour dépeindre cette politique. Dans cette étude, on analyse les allocutions en chambre des premiers ministres Julia Gillard et Justin Trudeau, ainsi que celles des chefs d'opposition Tony Abbott et Andrew Scheer. À la lumière des résultats obtenus dans notre étude, on s'aperçoit que les stratégies de cadrage de l'élite politique peuvent varier selon le contexte national d'implantation. On remarque toutefois plusieurs tendances qui se dégagent des allocutions des promoteurs (Gillard et Trudeau) et de celles des opposants (Abbott et Scheer). Les promoteurs de cette politique privilégient les étiquettes « tarification carbone » ou « prix sur le carbone » tandis que les opposants la décrivent comme une « taxe ». Les promoteurs de cette politique font plus souvent appel à des cadres environnementaux que leurs opposants — même s'ils utilisent principalement des cadres économiques. On remarque également que lorsqu'ils utilisent des cadres économiques, les promoteurs utilisent plus souvent que les opposants des cadres qui touchent *l'économie nationale, les entreprises et l'industrie*. De leur côté, les opposants privilégient largement les cadres économiques reliés aux *individus, aux emplois et aux prix*.

Mots-clés : Cadrage, élite politique, tarification du carbone, taxe carbone, Australie, Canada

ABSTRACT

Jurisdictions around the world have sought — some more successfully than others — to implement carbon pricing systems. While this system is supported by experts as the most effective way to reduce greenhouse gas emissions, this type of policy is struggling to garner public support. Considering the fact that public opinion is influenced by elite discourse, the way politicians talk about carbon pricing can change the way people perceive this system. Through the study of framing strategies and a quantitative method, we identify the frames used by the Australian political elite (under the government of Julia Gillard) and the Canadian political elite (under the 1st government of Justin Trudeau) to portray this policy. In this study, we analyse the speeches pronounced in parliament by prime ministers Julia Gillard and Justin Trudeau, as well as those of the leaders of opposition Tony Abbott and Andrew Scheer. In light of the results obtained in our study, we realize that the framing strategies of the political elite can vary depending on the national context. However, we have identified several trends in the framing strategies of promoters (Gillard and Trudeau) and those of opponents (Abbott and Scheer). The promoters of this policy use the labels "carbon pricing" or "price on carbon" while opponents describe it as a "tax". The promoters of this policy more often use environmental frames than their opponents — even though they mainly use economic frames. When they use economic frames, promoters use more often than opponents frames related to *the national economy, businesses and industry* — and when opponents use economic frames, they widely use frames linked to *individuals, jobs and prices*.

Key words : Framing, political elite, carbon pricing, carbon tax, Australia, Canada

« Letting the facts speak for themselves is so last century. Every complex public policy endeavour will only break through to public acceptance, including action on climate change, if the facts are trumpeted loudly.

I have every confidence that we, alongside others, who respect facts and reason can better find our voice. I also have every confidence that we, people of progressive ideals, can be better persuaders and campaigners. »

— Julia Gillard, ancienne première ministre de l'Australie

« Scientists observe and publish findings for the public, but then often fail to recognize the emotional toll this takes on the recipient and the challenge to their core values. »

— Kim Cobb, climatologue américaine

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	8
Contexte.....	8
Question de recherche.....	11
État de la connaissance actuelle.....	11
Hypothèses.....	13
Chapitre 1. Ancrage théorique	16
1.1. La théorie du cadrage.....	17
1.2. Le cadrage des changements climatiques.....	21
1.3. Les attributs d'une politique qui divise.....	24
1.3.1. Avantages de la tarification du carbone.....	25
1.3.2. Limites de la tarification du carbone.....	27
Chapitre 2. Méthodologie de recherche	31
2.1. Étude de cas comparative.....	31
2.2. Analyse de contenu.....	33
2.3. Grille de codage.....	38
2.3.1. Cadres reliés à l'économie.....	38
2.3.2. Cadres reliés à l'environnement.....	39
2.3.3. Cadres reliés à la légitimité de l'État.....	40
2.4. Contraintes et limites de l'étude.....	41
Chapitre 3. Le prix du carbone en Australie	42
3.1. La pollution atmosphérique en Australie.....	42
3.2. Canberra et la lutte aux changements climatiques.....	43
3.3. Le cadrage de la tarification du carbone en Australie.....	47
3.3.1. Les cadres de Julia Gillard.....	49
3.3.2. Les cadres de Tony Abbott.....	57
3.3.3. Comparaison du contenu des allocutions.....	64
Chapitre 4. Le prix du carbone au Canada	69
4.1. La pollution atmosphérique au Canada.....	70
4.2. Ottawa et la lutte aux changements climatiques.....	71
4.3. Cadrage de la tarification carbone sous le gouvernement Trudeau.....	77
4.3.1. Les cadres de Justin Trudeau.....	79
4.3.2. Les cadres d'Andrew Scheer.....	88
4.3.3. Comparaison du contenu des allocutions.....	94

Conclusion	99
Vérification des hypothèses	100
Interprétation des résultats croisés	104
Limites de notre étude.....	107
Avenues de recherche	108
Bibliographie	111
Annexe 1	124
Annexe 2	125
Annexe 3	126
Annexe 4	127
Annexe 5	128
Annexe 6	129
Annexe 7	130
Annexe 8	131
Annexe 9	132
Annexe 10	133
Annexe 11	134
Annexe 12	135
Annexe 13	136
Annexe 14	137

Remerciements

La rédaction de ce mémoire n'aurait jamais été possible sans certaines personnes à qui je veux adresser mes remerciements les plus sincères. Par vos petites ou grandes contributions, vous m'avez aidée et poussée à rédiger ces pages et je vous en suis entièrement reconnaissante.

Merci à mon directeur de recherche Erick Lachapelle pour sa contribution essentielle à la rédaction de cette recherche. Vos conseils et vos recommandations de lecture ont été une aide précieuse.

Merci à Alexis de Lancer et Marie-Odile Marcoux, mes collègues de Radio-Canada, pour m'avoir offert l'opportunité incroyable d'enregistrer un *podcast* portant sur la tarification du carbone sur les ondes d'ICI Première avec Ça s'explique.

Merci à ma famille, à mes sœurs Adèle et Lucie, à mon père Michel — mais surtout à ma mère Sabine, pour sa capacité d'écoute infinie et son soutien sans faille.

Merci à ma très chère amie Marianne Brisson, un puits d'inspiration sans fin et une source d'énergie incroyable (et renouvelable). Ton amitié et tes encouragements ont été un pilier pour moi.

Merci à François Delorme, dont les cours à l'Université de Sherbrooke m'ont donné la piqûre pour l'économie. Vous m'avez fait découvrir que les instruments de marché, comme la tarification du carbone, peuvent contribuer au mieux-être de notre société.

Et enfin, merci à toutes celles et ceux qui m'ont épaulée et encouragée de près ou de loin dans ce long processus. En particulier, je veux remercier Manon, Elisabeth, Mia, Marie, Laurence, Stella et Emmanuel de toujours avoir cru en moi.

Introduction

Il existe un consensus de plus en plus large au sein des experts sur l'efficacité de la tarification carbone pour réduire les émissions de gaz à effets de serre (FMI 2019). Le 16 janvier 2019, 45 économistes américains¹ — d'allégeance démocrate et républicaine — ont signé une lettre dans le Wall Street Journal, dans laquelle ils affirment qu'une taxe sur le carbone est la politique la plus efficace pour contrer les changements climatiques. D'ailleurs, dans son dernier rapport, le programme des Nations Unies pour l'environnement (2019) alertait l'élite politique sur l'urgence d'agir pour limiter le réchauffement de la planète à 1,5° C — ambition idéale de l'Accord de Paris — et suggérait des avenues pour y parvenir, parmi lesquelles figurait l'instauration d'un prix sur le carbone.

En plus des Nations Unies, d'autres institutions internationales se sont portées en faveur de mettre un prix sur le carbone (Banque mondiale 2014b; OCDE 2016; Fonds monétaire international 2019; Climate Leadership Council 2019), permettant ainsi de diffuser, à l'échelle mondiale, les arguments en faveur de la tarification du carbone. Plusieurs économistes de renommée internationale — parmi lesquels Martin Weitzman, William Nordhaus², Paul Krugman ou encore Joseph Stiglitz, pour n'en nommer que quelques-uns — ont publiquement plaidé pour ce type d'instruments, légitimant ainsi leur utilisation. Désormais, même certains acteurs de l'industrie — tels que les pétrolières Shell, Exxon Mobil, Total ou encore le constructeur automobile General Motors — prêtent leur voix à cette coalition d'appuis (Climate Leadership Council 2017). Pourtant, même si la communauté scientifique et

¹ Parmi les 45 économistes qui ont signé la lettre dans le Wall Street Journal (17 janvier 2019), on retrouve : les 4 anciens présidents de la Réserve fédérale américaine, 27 lauréats du prix Nobel d'économie, 15 anciens présidents du Council of Economic Advisers (groupe chargé de conseiller le président des États-Unis en matière de politique économique) ainsi que 3 anciens secrétaires au Trésor américain. En voici la liste complète par ordre alphabétique : George Akerlof, Robert Aumann, Martin Baily, Ben Bernanke, Michael Boskin, Angus Deaton, Peter Diamond, Robert Engle, Eugene Fama, Martin Feldstein, Jason Furman, Alan Greenspan, Austan Goolsbee, Lars Peter Hansen, Oliver Hart, Bengt Holmström, Glenn Hubbard, Daniel Kahneman, Alan Krueger, Finn Kydland, Edward Lazear, Robert Lucas, Gregory Mankiw, Eric Maskin, Daniel McFadden, Robert Merton, Roger Myerson, Edmund Phelps, Christina Romer, Harvey Rosen, Alvin Roth, Thomas Sargent, Myron Scholes, Amartya Sen, William Sharpe, Robert Shiller, George Shultz, Christopher Sims, Robert Solow, Michael Spence, Lawrence Summers, Richard Thaler, Laura Tyson, Paul Volcker, Janet Yellen.

² William Nordhaus a été co-récepteur (avec Paul Romer) du 50e prix Nobel d'économie (2018) pour ses travaux sur la tarification du carbone. Les deux économistes américains ont été récompensés pour leurs recherches sur l'intégration du changement climatique et de l'innovation technologique dans l'analyse macro-économique.

de gros joueurs du secteur privé s'entendent sur l'efficacité de la tarification du carbone, cette politique publique fait l'objet de résistances, puisque la population est peu encline à soutenir de nouveaux prélèvements de taxes (Dion 2013; MacNeil 2016; Lachapelle 2017; Rabe 2018; Carattini et al. 2018). Pour ces raisons, les politiciens — qui sont motivés par leur survie électorale — sont frileux à aller de l'avant avec ce type de solution.

L'expérience montre qu'il existe un important coût politique à l'instauration d'un prix sur le carbone. Récemment, en France, le mouvement des « gilets jaunes » a été l'illustration du tollé que peuvent soulever les nouveaux prélèvements de taxation. Face à l'indignation populaire, le gouvernement a renoncé à augmenter la taxe carbone³, tel qu'il prévoyait de le faire le 1er janvier 2019. Ladite taxe aurait dû passer de 44,60 à 55 euros la tonne — soit d'environ 65,80 à 81 dollars canadiens la tonne. Pourtant, selon les données recensées lors du « Grand débat » mené par le président Emmanuel Macron auprès de la population française, 69 % des sondés estimaient que « le financement de la transition écologique doit concerner tout le monde et donc inclure entreprises, administrations et particuliers. » Il n'empêche que 55% des interrogés « ne pensent pas que les taxes sur le diesel et l'essence peuvent permettre de modifier les comportements des utilisateurs » (Le Grand débat 2019).

Autre exemple : l'Australie a elle aussi connu des ratés avec l'application d'un prix sur le carbone. En 2011, la première ministre Julia Gillard instaurait la taxe carbone comme composante d'un plan global pour la réduction des gaz à effet de serre (Clean Energy Act 2011). La taxe est entrée en vigueur le 1er juillet 2012 avec un prix de départ fixé à 23 dollars australiens la tonne — l'équivalent d'environ 21 dollars canadiens. Mais cette politique a rapidement suscité la controverse au sein de la population et de l'industrie (Crowley 2013a et 2013b et 2017; Pearse 2017; Copland 2019). Le leader de l'opposition John Abbott, un climato-négationniste convaincu militant contre la taxe, a remporté l'élection fédérale en 2013. Dès 2014, soit deux ans seulement après l'instauration d'un prix sur le carbone en Australie, le nouveau premier ministre Abbott a mis à exécution sa promesse de l'enrayer.

Le Canada, lui non plus, n'est pas étranger aux réticences à l'égard de la tarification du carbone. À l'échelle fédérale, lors de l'élection de 2008, le plan du candidat libéral Stéphane

³ En France, la taxe carbone a été instaurée en 2014 et devait augmenter chaque année. Cette taxe a peine à se mettre en place. Elle a vu le jour en 2014, après deux tentatives ratées — en 2000 sous le gouvernement de Lionel Jospin et en 2009 sous la présidence de Nicolas Sarkozy. (Le Monde, 2018)

Dion pour mettre un prix sur le carbone avait été fortement critiqué. Son principal opposant, le chef du Parti conservateur Stephen Harper était parvenu à se maintenir au pouvoir après avoir mené une féroce campagne contre le plan environnemental des libéraux, à coups de « *job killing tax* ». Plus récemment, à l'échelle provinciale, les premiers ministres Doug Ford en Ontario et Jason Kenney en Alberta, se sont eux aussi servi d'une rhétorique anti-taxe carbone pour convaincre leur base et se hisser au pouvoir — et ce avec succès⁴. L'Alberta et l'Ontario font depuis ce temps partie d'une coalition de provinces qui conteste le système de tarification carbone instauré par le premier ministre fédéral Justin Trudeau, et entré en vigueur au début de l'année 2019.

Comme en attestent ces expériences, l'expression « *good policy, bad politics* » est fortement à propos pour décrire la bipolarité qui caractérise la tarification du carbone. Comme le rappelle Dion (2013), il serait difficile de trouver une politique qui suscite autant de louanges au sein des experts, et qui soit — dans le même temps — si étroitement identifiée à un « suicide politique ». Comme le soulignent Stefano Carattini, Maria Carvalho et Sam Fankhauser, l'un des principaux obstacles à la mise en place de la tarification du carbone est l'opposition du public (2018). Or dans les démocraties représentatives, la survie des politiciens dépend du nombre de votes qu'ils parviennent à rallier, ce qui les pousse à éviter les politiques impopulaires auprès des électeurs. En ce sens, les politiciens ont peu d'incitatif à instaurer un prix sur le carbone. S'ils décident d'aller de l'avant avec cette politique, ils la « diluent » considérablement en l'appliquant des niveaux modestes (voire insuffisants), en limitant sa portée (ex : proportion des émissions ciblées restreinte) et/ou en reversant les sommes récoltées (ex : aide financière aux entreprises ou retour d'impôts pour les ménages) (Lachapelle 2017). Si la tarification du carbone est une bonne politique (*good policy*), comment se fait-il qu'elle soit également associée à un suicide politique (*bad politics*) ? Selon Leigh Raymond (2016) et Stéphane Dion (2013), il s'agit d'un problème de communication et de *cadrage*. En effet, quelle que soit leur idéologie, les politiciens font appel à des *cadres* spécifiques lorsqu'ils présentent la tarification du carbone — c'est-à-dire qu'ils insistent sur certains aspects particuliers de cette politique afin d'orienter les perceptions du public. En ce sens, il ne s'agit pas d'une *mauvaise* politique publique — mais elle est *mal vendue* par l'élite

⁴ Doug Ford est devenu premier ministre de l'Ontario le 29 juin 2018. Jason Kenney est devenu premier ministre de l'Alberta le 30 avril 2019.

politique (Raymond 2016 ; Dion 2013). Or les systèmes de tarification du carbone sont des outils complexes qu'il importe de bien communiquer, dans la mesure où l'opinion publique est forgée par le discours des élites (Zaller 1992 ; Nisbet et Kotcher 2009). Ainsi, lorsque des politiciens s'aventurent à proposer des systèmes de tarification du carbone, il est intéressant d'étudier la façon par laquelle ils présentent cette mesure ainsi que la rhétorique utilisée par leurs opposants pour la mettre à terre.

En prenant les exemples du gouvernement Gillard en Australie et du gouvernement Trudeau au Canada, comment les principales parties de l'élite politique ont-elles cadré leur message sur la tarification carbone ? Le but de cette recherche est d'identifier — de façon descriptive — les cadres utilisés par les politiciens australiens et canadiens pour influencer les perceptions de leur électorat en ce qui a trait à cette politique publique.

Selon Hajer et Versteef (2005), le cadrage dominant qui circule chez les promoteurs de politiques de lutte contre les changements climatiques — tels que la tarification du carbone — met de l'avant les connaissances des scientifiques, des ingénieurs et d'autres experts tels que les économistes. Ce cadre fournit une histoire facilement identifiable : le phénomène anthropogénique des changements climatiques est spécifiquement lié aux émissions de GES (principalement celles de CO₂) et justifie ainsi une réponse politique impliquant des changements technologiques, l'implémentation de solutions de marché et la transformation de nos comportements (Hanson et al. 2018). Or l'une des raisons pour lesquelles la tarification du carbone est considérée comme étant si controversée est que les termes « taxe », « prix », « coûts », si souvent utilisés par les économistes pour justifier sa pertinence, activent par inadvertance les cadres de « l'intérêt personnel » et du « sacrifice » dans l'esprit des individus (Stoknes 2014). De plus, comme les individus ont tendance à éprouver de l'aversion pour la perte (Kahneman et Tversky 1984) et à négliger l'avenir (Green et al. 1994), il devient difficile de convaincre les individus de la nécessité de faire des sacrifices personnels à court terme (ex : payer de nouvelles taxes et devoir renoncer à un certain confort matériel) pour des avantages incertains qui s'étalent sur le long terme (ex : maintenir un climat stable pour les générations futures) (Lachapelle 2017). Cette réticence à payer pour des retombées qui ne sont pas immédiates est exacerbée par la rhétorique « anti-taxe » adoptée par certains politiciens. Selon Jacob Hacker et Paul Pierson (2006), le succès des partis de droite — ou conservateurs

— dans les économies néolibérales n'est pas tant dû à leur programme politique mais plutôt à leur rhétorique anti-taxation. Dans la même veine, Robert MacNeil ajoute que l'échec ou la difficulté d'instaurer un prix sur le carbone dans ce type d'économie s'explique par l'aversion des électeurs à être prélevés davantage (2016, 24). Il explique cette forte réticence par le fait que les travailleurs sont moins bien protégés des effets de la mondialisation dans les économies néolibérales, et que le mode de vie des ménages dans ces économies est à haute intensité carbone (2016, 21) En somme, les électeurs seraient peu enclins à soutenir la tarification du carbone car ils adoptent une stratégie de « survie économique » (2016, 24). Ainsi selon MacNeil, les politiciens conservateurs cadrent leur opposition à la tarification du carbone comme un service public rendu aux travailleurs, aux familles et aux petites entreprises — qui souffriraient « prétendument » de cette nouvelle taxe. (2016) Pour contrer cette rhétorique des opposants, tous les auteurs ne s'entendent pas sur le type de cadrage à privilégier. Anikka Arnold met d'ailleurs de l'avant que cette diversité de cadrages chez les défenseurs du climat crée une compétition entre ces différentes approches pour attirer l'attention du public, ce qui affaiblit leur portée et les rend vulnérables aux attaques (2018, 129-130). Par exemple, plusieurs auteurs privilégient l'utilisation de *cadres environnementaux* (Gunster 2010; 2018), faisant de la lutte contre les changements climatiques un impératif moral (Arnold 2018 ; Wilson 2006). Selon Arnold, ce type de cadrage rend l'action climatique obligatoire tandis que le cadrage *économique* en fait un choix — le premier récit appelle à une action urgente, le second se limite à une analyse coûts-bénéfices. (2018) Pourtant, d'autres auteurs estiment que la meilleure façon de contrer les cadres économiques des opposants aux politiques climatiques est de transformer le cadrage économique en faveur de l'action, faisant des changements climatiques une opportunité de croissance (Nordhaus et Shellenberger 2007) et mettant de l'avant les bénéfices publics pour les individus et la société dans son ensemble (Raymond 2016; 2019). Les environnementalistes Nordhaus et Shellenberger soutiennent d'ailleurs que ce n'est qu'en recentrant le message pour encourager les « technologies énergétiques innovantes » et la « prospérité économique durable » que des changements significatifs sont possibles. Avec cette stratégie de cadrage, ils cherchent notamment à mobiliser les conservateurs, qui pensent principalement en termes d'opportunités de marché, de croissance et d'emplois (Nordhaus et Shellenberger 2007). La Banque mondiale, quant à elle, recommandait dans un rapport publié en 2018 de privilégier des cadres

mettant de l'avant le caractère « juste » et « flexible » de cette mesure, ainsi que le « virage » qu'elle permet « vers les énergies propres. » L'institution préconisait également que les promoteurs de la tarification du carbone évitent d'utiliser des termes économiques ou scientifiques trop techniques, et ne cadrent pas cette politique en termes de « coûts » (Banque mondiale 2018).

En tenant compte de ces éléments, on s'intéresse à la stratégie rhétorique des opposants et des promoteurs de la tarification du carbone au sein des élites politiques australienne et canadienne. Pour mener à bien cette étude, on articule notre recherche autour des hypothèses déductives qui suivent.

(H1) Selon Hardisty et al. (2017), les consommateurs sont influencés non seulement par les prix, mais aussi par la façon dont ces prix sont étiquetés et par le type de politiques qui justifient ces prix. En général, les individus sont davantage favorables à une politique de tarification du carbone si elle est étiquetée comme étant un « offset » (compensation carbone) plutôt qu'une « taxe » (Hardisty et al. 2017). De plus, l'effet d'un tel étiquetage peut avoir une différente puissance selon l'affiliation politique des individus. En effet, l'aversion pour l'étiquette « taxe » est encore plus importante chez les individus d'idéologie conservatrice (Hardisty 2010; Hardisty et al 2017). Pour cette raison, les promoteurs de la tarification du carbone ont tendance à modifier stratégiquement l'étiquetage de cette politique, en évitant le terme « taxe » (Rabe et Borick 2012). On formule ainsi une première hypothèse selon laquelle les promoteurs évitent l'utilisation du mot « taxe » et lui préfèrent des étiquettes alternatives (comme « tarification carbone » ou « prix sur le carbone » ou « prix sur la pollution ») alors que les opposants emploient presque exclusivement le terme « taxe » pour décrire cette politique publique.

(H2) Par ailleurs, tel que mentionné plus tôt, le cadrage dominant chez les promoteurs de politiques climatiques met l'emphase sur les connaissances des scientifiques, des ingénieurs et d'autres experts (Hajer et Versteef 2005). De ce point de vue, les changements climatiques sont généralement cadrés comme un enjeu *technique* qui peut être mesuré, compris et résolu par des moyens scientifiques et technologiques (Demerit 2006; Hanson et al. 2018). Gwendoline Blue et Jacquie Dale ajoutent que le cadrage le plus courant chez les promoteurs de politiques climatiques est le suivant : les humains sont à l'origine des changements climatiques car ils libèrent des GES dans l'atmosphère, ce qui conduit au

réchauffement progressif de la planète. Ainsi, en réduisant les émissions de GES grâce à la technologie ou à des mécanismes basés sur le marché, les effets « dangereux » des changements climatiques pourraient être évités (Blue et Dale 2016). À l’opposé, les opposants aux politiques climatiques mettent l’emphase sur les coûts économiques que celles-ci génèrent. Dans les économies néolibérales, où les modes de vie sont à forte intensité de carbone et où les intérêts de l’industrie des combustibles fossiles sont puissants, les opposants à la tarification du carbone cadrent cette politique comme une « taxe onéreuse » pour les travailleurs et les familles (MacNeil 2016). Il s’installe alors une compétition entre deux cadrages dominants : celui de la *sécurité climatique* et celui de la *sécurité économique* (MacDonald 2015). Ainsi, on soumet une seconde hypothèse selon laquelle les cadres les plus utilisés par les opposants de la tarification carbone sont reliés à l’économie — tandis que du côté des promoteurs, les cadres les plus employés sont ceux reliés à l’environnement (ex : menace des changements climatiques, bénéfices de la tarification du carbone pour réduire les émissions de GES).

(H3) Selon Matthew Nisbet, bien que les opposants aux politiques climatiques utilisent principalement les cadres économiques pour justifier leur contestation envers ces réformes, de plus en plus de promoteurs de ce type de politiques utilisent les cadres économiques en leur faveur, en mettant l’emphase sur l’opportunité de revitaliser l’économie grâce à des investissements dans les technologies propres (2009, 18) Notamment, les promoteurs de la tarification carbone mettent de l’avant les arguments promouvant le développement économique vert à long terme pour la société, par exemple grâce aux investissements dans les énergies vertes. Toutefois, ces arguments échouent à répondre aux préoccupations du public concernant la hausse des prix de l’énergie ou les pertes d’emplois à court terme ⁵ (Raymond 2019, 5). C’est précisément sur ces aspects — qui impactent directement les individus — que les opposants à la tarification carbone insistent. Ils attisent les craintes de la population en mettant l’accent sur les risques pour le portefeuille des ménages ainsi que sur les dommages pour l’emploi (MacNeil 2016; 2015). On émet ainsi une dernière hypothèse selon laquelle, lorsque les politiciens font appel à des cadres économiques, les opposants

⁵ C’est d’ailleurs pour cette raison que Raymond (2019) recommande que les systèmes de tarification du carbone génèrent aussi des bénéfices publics qui soient répartis entre les citoyens d’une manière qui soit largement perçue comme équitable et qui réponde aux préoccupations potentielles par rapport à la hausse des coûts de l’énergie.

insistent sur les impacts négatifs pour les individus, les emplois et les prix (ex : baisse de pouvoir d'achat ou pertes d'emplois) alors que les promoteurs mettent plutôt de l'avant les impacts positifs pour l'économie, l'industrie et les entreprises (ex : investissement dans les énergies renouvelables ou création de nouveaux marchés).

Pour vérifier nos hypothèses, nous nous baserons sur la théorie du cadrage et nous procéderons à une analyse de contenu des allocutions prononcées par les élites politiques australienne et canadienne, en utilisant une méthode quantitative de recension des différents cadres utilisés. Dans les prochains chapitres nous expliquerons les détails de notre démarche.

Chapitre 1. Ancrage théorique

Le succès d'une politique publique ne peut pas uniquement reposer sur le principe de sa rationalité, c'est-à-dire sur le fait qu'elle soit appuyée par les experts. Si tel était le cas, la tarification carbone aurait été mise en place par davantage de gouvernements et à des niveaux bien supérieurs à ceux actuellement en vigueur dans les pays qui l'appliquent. L'instauration et la viabilité d'une politique publique dépendent en grande partie de la capacité des politiciens à générer un large soutien auprès du public (Stoknes 2014, 2), tout en contrant efficacement les efforts de communication des opposants à ces réformes — qui cherchent à provoquer la récalcitance de la population (Nisbet 2009, 14). Ainsi les politiciens développent des stratégies de *marketing politique* et adaptent leur message selon l'effet qu'ils veulent engendrer au sein de l'électorat. Pour comprendre ces stratégies et avoir une meilleure compréhension d'une communication efficace, Susanne Moser rappelle qu'il faut tenir compte de plusieurs questions fondamentales (2010, 37). Quels sont les objectifs de la communication? Quel est le public (individus, sous-populations spécifiques, groupes d'intérêt particuliers ou secteurs socio-économiques) ? Comment l'enjeu problème est-il cadré? Quel langage, métaphores, ou images sont utilisés? Quelles informations sont véhiculées et comment rendre le contenu plus accessible? Qui sont les messagers (élite politique, scientifiques, activistes, gens d'affaires, célébrités, etc.) ? Par quels canaux et par quels modes la communication se produit-elle? Toutes ces questions sont autant de variables primordiales à prendre en considération afin de véhiculer correctement un message.

L'américain Frank Lutz, consultant en communication renommé, met en garde à cet égard. Il rappelle que les plus grands défenseurs d'une cause, peu importe laquelle soit-elle, sont souvent ses pires communicateurs car ils tendent à oublier que les personnes qu'ils doivent chercher à convaincre ne sont ni eux-mêmes, ni leurs amis (Zak 2019). En d'autres termes, le contenu de leur message est mal adapté aux personnes qu'ils veulent convaincre — et ils manquent ainsi leur objectif. Par exemple, il est peu probable de parvenir à convaincre des gens d'affaires du bien-fondé d'une tarification carbone en leur brandissant le spectre des dérèglements climatiques et les risques pour l'écosystème. Insister sur les opportunités d'affaires induites par le « virage vert » pourrait s'avérer une stratégie beaucoup plus efficace. Comme l'explique Jacques Mirenowicz, co-directeur de l'association Artisans de la Transition :

Les récits conçus par les militants ou à forte teneur politique pour inciter à tempérer le réchauffement du climat par l'action individuelle et/ou collective sont en général trop fortement associés à des valeurs écologistes et de gauche dans lesquelles l'essentiel du public ne se reconnaît absolument pas et auxquelles il reste donc insensible (Marshall 2017).

Ainsi, afin de susciter l'adhésion ou le rejet de leur auditoire par rapport à un certain enjeu, les politiciens doivent adapter leur message en mettant l'accent sur des arguments spécifiques. De cette façon, ils *cadrent* et *orientent* les perceptions du public.

1.1. La théorie du cadrage

Le principe sous-jacent à la théorie du cadrage est qu'un enjeu peut être considéré sous différentes perspectives et interprété sous l'angle de plusieurs valeurs ou considérations (Chong et Druckman 2007a). Le cadrage est ainsi le processus par lequel les gens développent une conceptualisation particulière d'un enjeu ou réorientent leur façon de concevoir un enjeu en fonction des cadres qu'on leur propose (Chong et Druckman 2007a). Dans ce contexte, le cadrage s'inscrit dans le processus démocratique plus large reliant l'élite politique (ou les autres leaders d'opinion) au public (Chong et Druckman 2007a).

La notion de cadrage (ou *framing theory* en anglais) est introduite par le sociologue canadien Erving Goffman en 1974. On distingue deux grandes approches théoriques du cadrage : l'une sociologique, l'autre psychologique (Lemarier-Saulnier 2016). L'approche sociologique du cadrage est au cœur des travaux de Goffman (1974), Entman (1993), Benford et Snow (2000) et Reese (2003). Pour Goffman, les cadrages sont des schémas d'interprétation (*schemata of interpretation*) utilisés pour donner un sens aux divers événements survenant dans l'environnement immédiat des récepteurs. Chaque individu comprend ce qui l'entoure grâce à un schéma primaire (*primary framework*) qui peut être modifié par divers degrés d'interaction avec d'autres membres de la société (de façon directe avec l'entourage, ou de façon indirecte avec les médias par exemple). Selon Entman, « cadrer un concept consiste à en sélectionner certains aspects afin de les mettre en relief — et ainsi promouvoir une certaine définition du problème, une interprétation causale, un jugement moral et/ou une recommandation de traitement pour l'objet décrit » (Traduction libre : Entman 1993,

52). L'approche psychologique du cadrage est celle étudiée par des auteurs tels que Kahneman et Tversky (1984), Nelson et coll. (1997), Price, Tewsbury et Powers (1997), Cappella et Jamieson (1997). Selon cette dernière approche, le cadrage oriente le message de façon à susciter certaines émotions ou à mobiliser certaines valeurs chez le récepteur — pour ainsi influencer ses chaînes de pensée et ses actions. La recherche sur le cadrage a été propulsée par les expériences classiques de Daniel Kahneman, lauréat du prix Nobel, et de son collaborateur Amos Tversky dans les années 1980. Leurs recherches ont renversé l'hypothèse selon laquelle les humains se comportent de manière rationnelle — une hypothèse sur laquelle reposaient un certain nombre de modèles économiques. Au lieu de cela, ils ont montré que nous sommes souvent systématiquement irrationnels et que nous comptons sur un certain nombre de raccourcis mentaux pour accélérer notre raisonnement, ce qui peut nous rendre remarquablement sensibles à la manière dont les enjeux sont cadrés (Tversky et Kahneman 1986; Rathje 2017).

Les spécialistes de la communication et les politologues utilisent généralement le terme « cadre » dans deux contextes distincts (Chong et Druckman 2007a). Ils différencient les *frames in thoughts* (cadres de pensée) des *frames in communication* (cadres en communication). Un cadre de pensée désigne la compréhension cognitive d'un individu par rapport à une situation donnée (Goffman 1974) — tandis qu'un cadre en communication fait référence aux mots, images, phrases et styles de présentation utilisés par un orateur (par exemple, un politicien ou un média) cherchant à relayer des informations à un public cible à propos d'un enjeu spécifique (Gamson et Modigliani 1987; 1989). Le cadre choisi révèle ainsi ce que le locuteur considère comme pertinent pour le sujet traité. Contrairement aux cadres de pensée, qui reflètent ce que les membres de l'audience estiment être l'aspect le plus saillant d'un enjeu, les cadres en communication renvoient aux éléments sur lesquels les locuteurs veulent mettre l'accent (Chong et Druckman 2007a).

Souvent, la théorie du cadrage est utilisée pour étudier le rôle des médias dans le traitement de la nouvelle qui peut orienter les perceptions des auditeurs (entre autres, Entman 1993). Cependant, l'élite politique fait elle aussi appel aux cadres. Par exemple, comme le rappelle l'écologiste britannique George Marshall (2017) :

À la fin des années 1980, les Etats-Unis et l'Arabie Saoudite [ont fait] pression pendant les négociations mondiales sur le climat pour que la formulation des résolutions initiales soit amendée et que la *global warming*, « réchauffement planétaire », devienne *climate change*, « changement climatique », considérant que cette dernière expression faisait moins appel à l'émotion et, surtout qu'elle était moins liée à l'idée de combustion de sources d'énergies fossiles. (188)

Dans la même veine, le célèbre consultant en communication Frank Lutz affirmait, dans un mémo interne adressé aux républicains en 2003, que la notion de « changement climatique » paraissait plus modérée et gérable. Sur la base de ce conseil, le président Bush opta dès lors pour le terme « changement climatique » dans tous ses discours (Marshall 2017).

De la même façon, lorsque vient le temps de mettre en place une politique publique spécifique, les politiciens tentent de mobiliser les électeurs et d'obtenir leur appui en les encourageant à réfléchir à la politique qu'ils mettent de l'avant selon des axes particuliers. Pour s'y prendre, ils mettent en évidence certaines caractéristiques de cette politique, telles que ses effets probables ou sa relation avec des valeurs importantes (Chong et Druckman 2007a). De cette manière, les élites cherchent à faire appel aux valeurs partisans et idéologiques de leur audience en insistant sur certains cadres plutôt que d'autres (Chong et Druckman 2007a).

La politique étant un domaine particulièrement compétitif, les différentes parties d'une élite politique se livrent une concurrence afin de cadrer les enjeux (c'est-à-dire en établir le sens et l'interprétation) de la façon qui sied le mieux leurs objectifs. Ainsi les citoyens, qui sont exposés à toutes ces perspectives d'un même enjeu, doivent composer avec des cadres opposés. Les auteurs Sniderman et Theriault (2004) ont testé l'effet chez les individus d'être exposé simultanément à des cadres opposés. Leur constat est que, dans un tel contexte, les individus favorisent un cadre qui soit conforme à leurs valeurs. Ainsi, selon eux, le cadrage pourrait avoir moins d'influence en politique que ne le suggèrent les études expérimentales, car les cadres en concurrence peuvent s'annuler et ne pas influencer l'opinion publique (Chong et Druckman 2007b).

Toutefois, comme le rappellent Chong et Druckman, bien que la concurrence augmente la probabilité que les citoyens résistent aux stratégies de cadrage — tel que le suggèrent Sniderman et Theriault, cela ne signifie pas pour autant que les parties opposées sont des adversaires de même calibre, ni que l'audience sera exposée de façon égale et simultanée à

des cadres alternatifs tout aussi convaincants (Chong et Druckman 2007b). Par exemple, les campagnes qui disposent de plus de ressources afin de mener des recherches sur l'opinion publique peuvent être plus à même d'identifier les cadres qui mobilisent le mieux le public. Des ressources inégales peuvent également permettre à des parties de véhiculer leurs cadres plus fréquemment et auprès d'un plus large public (Chong et Wolinsky-Nahmias 2003). Par conséquent, l'efficacité de toute stratégie de cadrage dépend de sa conception et de sa mise en œuvre dans un environnement concurrentiel particulier (Chong et Druckman 2007b). Selon George Lakoff, linguiste cognitif à l'université de Berkley, l'objectif d'une bonne communication doit être d'utiliser « les mots qui mettent en branle vos cadres et font obstacles aux cadres de vos adversaires » (Marshall 2017).

Dans un contexte concurrentiel, toutes les stratégies de cadrage n'ont pas la même efficacité. Comme le rappellent Chong et Druckman, la puissance des cadres repose souvent sur des symboles, sur des formes d'approbation, et sur des liens avec la partisanerie et l'idéologie politique. Souvent, l'efficacité des cadres à forger l'opinion s'appuie sur des méthodes heuristiques⁶ plutôt que par la transmission d'informations directement liées à la substance d'une politique (Chong et Druckman 2007a). Même si ces caractéristiques permettent de distinguer les cadres puissants de ceux qui le sont moins, l'efficacité d'un cadre dépend d'un ensemble de facteurs — comme sa force, mais aussi sa répétition, l'environnement concurrentiel dans lequel il s'inscrit et les motivations des individus (Chong et Druckman 2007a). Toutefois, il n'existe pas une stratégie universelle de (contre-)cadrage efficace, car les citoyens réagissent différemment aux (contre-)cadres en communication, en fonction de leurs propres cadres de pensée. En bref, selon Chong et Druckman, c'est l'hétérogénéité de la population qui rend l'universalité de ce type de stratégie peu probable, voire impossible (Chong et Druckman 2013).

⁶ Les individus sont constamment amenés à faire des choix — malgré un degré d'incertitude par rapport aux conséquences de leurs décisions. Pour naviguer dans cette incertitude, les individus reposent sur des *heuristics* (cf. Tversky et Kahneman 1974). Il s'agit des mécanismes de simplification d'un problème qui permettent d'en venir à une conclusion rapide et efficace. Selon Tversky et Kahneman (1974), les *heuristics* sont extrêmement utiles mais nous renvoient à nos propres biais et peuvent nous induire en erreur. En communication, les cadres reposent souvent sur ces mécanismes, afin que l'auditoire emprunte des raccourcis cognitifs et en viennent à la conclusion souhaitée par le communicant.

1.2. Le cadrage des changements climatiques

Les changements climatiques constituent un domaine privilégié pour l'étude des stratégies de cadrage. Les tentatives de recadrer cet enjeu se déclinent tant au niveau de la terminologie utilisée (ex : Taxe carbone ou tarification carbone?⁷ Changements climatiques ou réchauffement planétaire?⁸), qu'aux différentes implications de cet enjeu que l'on choisit de mettre de l'avant (ex : aspects environnementaux, économiques, culturels ou juridiques, etc.⁹). Depuis l'émergence des changements climatiques dans le débat public vers la fin des années 1980, les scientifiques et les politiciens ont pensé que fournir plus de données et d'informations sur les changements climatiques (par rapport à ses causes, ses conséquences et aux solutions pour y remédier) permettrait d'améliorer la conscientisation et la compréhension du public par rapport à cet enjeu, augmentant ainsi le support pour les politiques climatiques. Toutefois, cette approche a échoué et de nombreux auteurs soulèvent les limites de l'approche du *déficit d'informations* pour expliquer le manque d'action climatique (Hulme 2009; Lakoff 2010; Moser 2010; Norgaard 2011; Stoknes 2014 et 2015; Marshall 2017; Gunster 2018). Pour être bien communiqués, les faits doivent être cadrés stratégiquement (Lakoff 2010). Comme le rappelle George Lakoff, les experts en politique publique, en science, en économie ou en droit pensent souvent qu'il suffit d'exposer les individus aux faits pour leur permettre d'en arriver à la bonne conclusion — or, les faits doivent résonner avec les *cadres de pensées* de ces individus, sinon les faits seront ignorés. Ainsi, comprendre les attitudes des individus envers les changements climatiques (pour développer des stratégies de communication efficaces) est tout aussi important que comprendre la science climatique en elle-même, selon Stoknes (2014, 2).

Matthew Nisbet (2009) explique qu'il est primordial de recadrer la pertinence des changements climatiques de manière à mobiliser une plus vaste coalition de citoyens — et de marteler ces nouveaux cadrages à travers une variété de sources médiatiques et de *leaders* d'opinion — pour générer le niveau d'engagement public requis pour l'action politique. Pour parvenir à recadrer efficacement les changements climatiques, Nisbet rappelle qu'il importe de rester fidèle à la science sous-jacente à cet enjeu, tout en s'appuyant sur la recherche en

⁷ Voir : Hardisty et al. (2010) ; Rabe et Borick (2012)

⁸ Voir : Schuldt et al. (2011)

⁹ Voir : Nisbet (2009)

communication (et dans les autres domaines des sciences sociales, comme la psychologie cognitive ou la science politique) pour adapter les messages aux attitudes, valeurs et perceptions existantes au sein des différents publics (Nisbet 2009). À cet égard, Espen Stoknes (2014) rappelle qu'il est important de prendre en considération 5 *barrières psychologiques* qui limitent l'action climatique, en empêchant les faits scientifiques d'être intériorisés par les individus de façon à influencer leurs comportements (voir aussi Moser 2010) :

1. Les changements climatiques sont perçus comme *éloignés* (temps/espace) ;
2. Ils sont souvent cadrés comme une *fatalité*, un *coût* et un *sacrifice* ;
3. Le manque d'opportunités d'action affaiblit les attitudes par la *dissonance* ;
4. La peur et la culpabilité renforcent le *déni* ;
5. Les messages climatiques sont filtrés/confrontés à *l'identité culturelle*.

Dans cette même veine, Espen Stoknes recense 5 prérequis pour une communication climatique réussie (2014) :

1. Faire ressentir l'enjeu comme personnel, proche et urgent
2. Utiliser des cadres qui ne renvoient pas l'enjeu climatique à ses effets négatifs
3. Réduire la dissonance en offrant des opportunités d'actions
4. Éviter de déclencher le besoin émotionnel du déni
5. Réduire la polarisation culturelle et politique sur l'enjeu

Or souvent, le champ sémantique utilisé pour parler des changements climatiques invite peu à l'action collective dans le sens qu'il évoque les concepts de *restriction* et de *réduction* des standards de vie actuels dans les économies développées. Par exemple, pour parler des modes de vie, des économies ou des technologies polluantes, on fait souvent référence à l'expression *high carbon* (à hautes émissions de carbone) — tandis que pour parler de standards respectueux de l'environnement, on utilise l'expression *low carbon* (à basses émissions de carbone). Or, comme le rappelle Marshall (2017) :

High (haut, élevé, supérieur) est en effet un cadre universel de stature et de pouvoir. On dit ainsi high-class (classe supérieure), high-end (haut de gamme), high quality (de première qualité), high achievement (performance de haut

niveau). Low (bas, inférieur), en revanche, est le cadre universel de l'infériorité et de l'échec social. Peu importe la manière de l'amener, high-carbon living (mode de vie à fortes émissions de carbone) évoque le verre de champagne dans un penthouse tandis que le low-carbon living (mode de vie à basses émissions de carbone) renvoie à la tasse de thé froide dans un sous-sol humide. (190)

La connotation du terme carbone a elle-même évolué au fil du temps. Ce n'est qu'en 2007, que la Cour suprême des États-Unis a décidé que le dioxyde de carbone entrait dans la catégorie des polluants et devait être réglementé par l'*Environment Protection Agency*. Par la suite, le président américain Barack Obama s'est mis à utiliser un nouveau terme composé, celui de *carbon pollution* (pollution par le carbone). Selon Marshall (2017) :

cette nouvelle expression s'inscrit dans un effort délibéré et intelligent de recadrer le changement climatique sur les plans de la santé, de la pureté et du progrès. L'expression "pollution par le carbone" évoque des cadres puissants de saleté, de corruption et de maladie ; en comparaison, les "énergies renouvelables", promues comme des énergies "propres", renvoient à la propreté, à la fraîcheur et à la vive lumière du soleil. (190)

Si le terme carbone a désormais une connotation négative dans l'imaginaire collectif, le CO₂ n'est pourtant pas un « polluant » idéal puisqu'il est invisible, sans odeur, sans incidence [directe] sur notre santé, et qu'il est nécessaire à la vie sur terre (Marshall 2017). C'est d'ailleurs sur ce dernier aspect que certains politiciens climatosceptiques ont cherché à recadrer le terme. Au Canada, par exemple, le chef du Parti populaire Maxime Bernier, écrivait sur son compte *Twitter*, le 23 octobre 2018 : « Le CO₂ n'est PAS de la pollution. C'est ce qui sort de votre bouche quand vous respirez et ce qui nourrit les plantes. » Face au tollé suscité par son *tweet*, celui-ci ajoutait le lendemain :

On peut débattre de l'impact [d'avoir] trop de CO₂ dans l'atmosphère sur le climat. Ça ne fait pas du CO₂ de la "pollution". Le CO₂ est essentiel pour la vie sur terre. Vendre une taxe carbone comme un moyen d'éliminer la pollution est de la manipulation.

Ainsi, si l'on reconnaît que l'enjeu des changements climatiques peut être soumis à des stratégies de cadrage, il importe que les politiciens qui souhaitent mettre en branle des politiques pour protéger l'environnement, comprennent qu'ils ne peuvent pas se contenter

d'énoncer des *faits* et promouvoir la *science*. Ces derniers doivent aussi interpeller les valeurs des individus par l'utilisation de cadres en communication efficaces. Car si les experts et les chercheurs interprètent la science pour le commun des mortels, leur dialecte reste peu accessible à la plupart des individus. C'est d'ailleurs ce que reconnaît Branda Ekwurzel, directrice du *Climate Science for the Union of Concerned Scientists* (Zak 2019) :

I didn't realize that pointing to a climate graph I think is the Rosetta stone — people don't see it the way I see it. We as humans don't experience an exponential curve viscerally, in our gut.

Dans la même veine, Richard Buttny, professeur au département de communication et d'études rhétoriques à l'Université de Syracuse ajoute que « les faits ne parlent pas par eux-mêmes » et que les individus prennent leurs décisions en fonction de leurs valeurs (Zak 2019).

Ainsi, les données sur les changements climatiques et les informations sur les politiques pour y faire face sont soumises à des stratégies de cadrage de la part des politiciens — quel que soit le parti auquel ils appartiennent. C'est pour cette raison qu'il est intéressant d'analyser les stratégies de cadrage utilisées par l'élite politique pour dépeindre les politiques climatiques — et plus particulièrement dans le cadre de notre étude la tarification du carbone. Avant d'expliquer notre méthode et d'exposer nos études de cas de l'Australie et du Canada, il est important d'étudier ce que la science dit par rapport à la tarification du carbone (c'est-à-dire quels sont ses avantages et ses limites) afin de mieux cibler et comprendre les cadres utilisés par les promoteurs et les opposants à cette réforme.

1.3. Les attributs d'une politique qui divise

Depuis les trente dernières années, la tarification du carbone suscite un intérêt croissant chez les décideurs publics. L'expression *tarification carbone* (ou *prix sur le carbone*) est le terme général pour désigner l'ensemble des mécanismes instaurant un coût sur les émissions de GES. Les deux principaux systèmes de tarification du carbone sont la *taxe sur le*

carbone et le *système de plafonnement et d'échange* (ou *marché carbone*)¹⁰ (Aldy et Stavins 2011). On s'intéresse ici aux avantages et aux limites de cet outil afin de mieux comprendre la palette de cadres utilisés par les politiciens qui en font la promotion et par ceux qui s'y opposent.

1.3.1. Avantages de la tarification du carbone

Dans un contexte où les changements climatiques sont reconnus comme étant de nature anthropogénique, c'est-à-dire causés par l'activité humaine, la tarification du carbone cherche à pénaliser les activités nuisibles en s'attaquant directement aux comportements polluants des individus et des entreprises. En effet, si les agents économiques sont responsables du réchauffement de la planète, leur façon de consommer et de produire doit être modifiée. En ce sens, la tarification carbone peut contribuer à la préservation de notre écosystème, en réduisant la quantité de GES émis dans l'atmosphère.

Selon Barry Field et Nancy Olewiler, la tarification environnementale – et donc la tarification carbone – attaque le problème de la pollution à sa source en instaurant un prix sur quelque chose qui était jusqu'alors gratuit, et donc surutilisé (Field et Olewiler 2011). De ce point de vue, la protection de l'environnement est interprétée selon le concept de la tragédie des biens communs¹¹ (en anglais *tragedy of the commons*) — un concept développé par Garrett Hardin (1968) pour mettre en lumière les conséquences néfastes du mélange de la recherche du profit individuel et de l'utilisation de ressources communes gratuites. Cette interprétation du rapport entre marché et environnement rend ainsi légitime l'intervention étatique puisque les lois *naturelles* du marché ne prennent pas en compte la protection de

¹⁰ En somme, on utilise l'expression *tarification carbone* pour désigner l'ensemble des mécanismes. On utilise les termes de *taxe*, *système de plafonnement et d'échange* ou *marché* si l'on veut souligner les spécificités d'un système.

¹¹ L'expression « tragédie des biens communs » est tirée d'un article de Garrett Hardin (1968). Dans cet article, il démontre les effets néfastes de la surexploitation d'une ressource commune en prenant l'exemple des terres communales partagées par les bergers pour faire paître leurs vaches (en anglais, ces terres sont appelées les *commons*). Selon cet exemple, chaque berger veut maximiser son nombre de vaches, car chaque nouvelle vache génère des revenus supplémentaires, sans nécessiter de nouvelles dépenses en nourriture — puisque le coût de celle-ci est partagé entre tous les bergers qui utilisent la terre communale. Toutefois, si chaque berger cherche à maximiser son intérêt de la sorte, ils ne réalisent pas qu'ils courent à leur propre perte. Bientôt l'herbe ne pourra pousser assez vite, et la terre communale ne pourra plus nourrir adéquatement les vaches. Grâce à cet exemple, Hardin met en garde contre l'accès gratuit à des ressources communes limitées alors que les acteurs individuels sont poussés à l'accumulation sans limite. (Tremblay-Pepin, 2013)

l'environnement. En augmentant le coût des activités polluantes, la tarification carbone modifie les prix relatifs des biens et services « sales » et « propres ». Par cette altération des signaux de prix, les consommateurs sont ainsi incités à adopter des choix de consommation plus respectueux de l'environnement. Dans cet esprit, les productions polluantes sont pénalisées mais celles qui adoptent des pratiques respectueuses de l'environnement sont avantagées.

Par rapport aux autres instruments régulateurs, tels que les normes d'émissions ou les interdictions de produits, l'avantage de la tarification est son efficacité sur les marchés (Kosonen et Nicodème 2009, 3). Comme le rappellent Cremer, Gahvari et Ladoux (1999, 34) :

« L'intervention publique peut prendre de multiples formes et le choix des instruments appropriés est un problème complexe. Cependant, beaucoup d'économistes s'accordent sur l'idée que, s'il doit y avoir intervention publique, des mesures incitatives sont généralement préférables à des contrôles directs, tels que des quotas individuels. »

En effet, puisque les taxes environnementales incitent chaque pollueur à réduire leur pollution jusqu'au point où le coût marginal de réduction de la pollution est égal à la taxe, cela fait en sorte que les coûts d'atteinte d'un objectif environnemental donné sont minimisés. Cet aspect correspond à l'efficacité statique de la taxe environnementale (Kosonen et Nicodème 2009, 3).

Les individus et les entreprises conservent une flexibilité dans leurs choix consommation et de production, puisque ces agents peuvent décider du niveau et de la méthode de réduction de leur pollution. Ils peuvent décider de réduire leur empreinte environnementale afin d'éviter les frais (par exemple : les individus peuvent limiter leurs déplacements en voiture superflus, et se tourner progressivement vers des alternatives comme le transport en commun ou le covoiturage) ; ou ils peuvent maintenir leur rythme de pollution antérieur mais avec les coûts à défrayer qui y sont associés.

La tarification carbone est aussi un incitatif à l'innovation, ce qui encourage le virage de l'industrie vers des énergies plus propres et des procédés de production plus écoénergétiques. En imposant des frais aux activités polluantes, les entreprises sont amenées « à rechercher constamment de nouvelles possibilités de réduction de la pollution et à investir dans des technologies moins polluantes ». On parle alors ici d'efficacité dynamique (Kosonen et Nicodème 2009, 3). En effet, dans un contexte de marché concurrentiel, les entreprises

cherchent à tirer leur épingle du jeu en baissant leur prix ou en se démarquant par leur valeur ajoutée (ex : produits écoresponsables).

Le virage vert, induit par la tarification carbone, débouche ainsi à la création de nouvelles opportunités de marché pour l'industrie, comme le développement des énergies propres et renouvelables (ex : hydroélectricité, énergie solaire, énergie éolienne) ou la création de nouveaux produits (ex : voitures électriques, maisons écoénergétiques). Ce sont alors autant de nouvelles opportunités d'investissements et de possibilités de création d'emplois qui sont reliés à ces secteurs. La transition énergétique étant inévitable, les entreprises qui mettent en place les moyens nécessaires pour réduire leurs émissions de GES posséderont un avantage comparatif dans *l'économie de demain* par rapport à celles qui tardent à s'adapter.

Par ailleurs, la tarification carbone – et plus particulièrement la taxe carbone – constitue un instrument peu coûteux pour l'appareil étatique. Contrairement aux autres politiques environnementales (comme les normes environnementales ou les subventions), la taxe génère moins de coûts administratifs – de surveillance et de mises en place – (Kosonen et Nicodème 2009, 3) et n'implique pas de nouvelles dépenses de programmes. En fait, loin d'impliquer de nouvelles dépenses, la taxation carbone génère un double dividende. En plus de donner un prix aux dommages environnementaux, elle génère des revenus qui peuvent être utilisés pour réduire les impôts ailleurs (The Economist 2017). La neutralité des réformes de tarification carbone est souvent un argument utilisé pour faire adhérer le corps social à l'adoption de telles mesures.

1.3.2. Limites de la tarification du carbone

Si la tarification carbone présente des atouts certains, il n'en demeure pas moins que cette politique comporte également ses limites. Stefano Carattini, Maria Carvalho et Samuel Fankhauser (2018) identifient cinq perceptions du public qui expliquent son aversion envers cette politique : les coûts individuels sont perçus comme trop élevés ; la tarification du carbone défavorise les plus pauvres (effet régressif) ; elle crée des dommages pour l'économie dans son ensemble ; elle ne décourage pas les comportements très polluants ; et les gouvernements s'en servent pour accroître leurs revenus. Il est important de souligner que

certaines de ces perceptions peuvent être incorrectes — or, du point de vue de l'acceptabilité publique : l'exactitude des perceptions du public importe moins que le fait qu'elles soient largement répandues et qu'elles puissent ainsi entraver l'adoption de la tarification du carbone (Carattini et al. 2018). Comprendre ce qui « entrave » l'acceptabilité du public est un premier pas pour résoudre cet enjeu. Pour cette raison, on détaille ici les cinq entraves recensées par les auteurs.

D'abord, les coûts de la tarification pour les individus sont perçus comme trop élevés. En effet, les individus ont tendance à surestimer le coût de la tarification environnementale et à sous-estimer ses bénéfices (Carattini et al. 2018; Odeck et Bråthen 2002; Schuitema, Steg et Forward 2010). Dans la même veine, la littérature en psychologie sociale suggère que les individus préfèrent les subventions environnementales (comme politique alternative) plutôt que les taxes car elles sont perçues comme moins coercitives. Les taxes sont « imposées » aux pollueurs — donc leur coût est obligatoire, tandis que les subventions sont perçues comme des mesures « incitatives » — donc sont censées récompenser les comportements respectueux de l'environnement (de Groot et Schuitema 2012; Rosentrater et al. 2012; Steg et al. 2006). Il est important de noter que les individus sont enclins à ignorer les coûts indirects des subventions qui sont souvent financées par une augmentation des taxes sur le revenu ou des factures d'électricité plus élevées (Jagers et Hammar 2009; Kallbekken et Aasen 2010).

Par ailleurs, de nombreux électeurs s'opposent à la nature régressive des taxes sur le carbone. Ils perçoivent, à juste titre, que sans mesures de redistribution, les taxes sur le carbone peuvent avoir un impact négatif disproportionné sur les faibles revenus ménages — notamment à cause de l'augmentation des factures en énergie, de la hausse du prix à la pompe et du coût de la vie en général — (Hamilton et Cameron 1994 ; Callan et al. 2009) mais aussi sur les ménages ruraux qui dépendent davantage de la voiture pour leurs déplacements (Wier et al. 2005). Cependant, des mesures de redistribution peuvent compenser les effets négatifs des taxes sur le carbone (Bureau 2011). À cet égard, il est bon de rappeler que d'autres instruments (ex : subventions pour les énergies renouvelables) peuvent également avoir des effets régressifs similaires sans générer de revenus pour les balancer (Baranzini et al. 2017).

D'autre part, les individus sont préoccupés par l'impact économique plus large de la tarification du carbone. Le secteur industriel s'oppose généralement à la tarification du carbone au motif qu'elle entraîne une perte de compétitivité pour les secteurs ciblés (Barde et Cournède 2002, 121), créant ainsi des risques de délocalisation et de pertes d'emplois. Selon cette logique, la tarification du carbone pénaliserait les entreprises du pays où elle est imposée et encouragerait les importations étrangères – puisque ces dernières deviendraient relativement moins coûteuses (The Economist 2017). Ainsi, dans un contexte d'économies ouvertes où les différentes productions de chaque pays se livrent à une compétition internationale, la tarification carbone attise les réticences de ceux qui dénoncent le *dumping environnemental* exercé par les entreprises de certains pays¹². Les craintes par rapport à la compétitivité et aux pertes d'emplois peuvent être attisées par des campagnes de *lobbying* menées par des entreprises à forte intensité énergétique, comme c'est le cas en Australie (Spash et Lo 2012). Toutefois, si ces préoccupations sont en partie justifiées, les individus ont tendance à surestimer les effets sur la compétitivité et sur l'emploi (Carattini et al. 2018).

D'autre part, les individus ne perçoivent pas l'instauration d'un prix sur le carbone comme un moyen efficace de décourager les comportements à haute intensité carbone (Klok, Larsen, Dahl et Hansen 2006; Steg et al. 2006). Les individus considèrent que les subventions pour encourager les comportements écoresponsables sont plus efficaces pour réduire les émissions de GES (Carattini et al. 2018). Ainsi, la perception que la tarification du carbone n'atteint pas ses objectifs de réduction des émissions de GES est l'une des principales raisons de son rejet des individus lors de sondages et de scrutins réels (Baranzini et Carattini 2017; Carattini et al. 2017; Hsu, Walters et Purgas 2008; Kallbekken et Aasen, 2010; Kallbekken et Sælen 2011). Cela peut notamment se justifier car aux niveaux actuels auxquels elle est imposée, la tarification carbone n'est pas suffisante pour avoir un impact significatif sur la réduction des émissions de GES.

Enfin, les individus estiment que les gouvernements utilisent la tarification carbone pour accroître leurs revenus. À cet égard, il est pertinent de soulever que les

¹² La réduction des émissions de GES à l'échelle mondiale crée un « dilemme du prisonnier » : compte tenu du coût de l'atténuation des changements climatiques et de la nature du bien public mondial du climat de la Terre, les pays sont encouragés à laisser échapper les efforts des autres (Olson 1965). Pour surmonter ce dilemme, un certain degré de coordination internationale est nécessaire. (Lachapelle 2017)

nouveaux prélèvements fiscaux découlant de la tarification du carbone peuvent être compensés par des réductions de taxes ailleurs. Barde et Cournède notent d'ailleurs que « les réformes fiscales environnementales sont généralement mises en œuvre dans un contexte de neutralité budgétaire, c'est-à-dire à pression fiscale constante » (2002, 124). Pourtant, les individus se méfient souvent des motivations des gouvernements et craignent que la tarification ne serve pas à réduire les gaz à effet de serre mais plutôt à augmenter les recettes publiques de l'État (Klok et al. 2006). Ainsi, l'imposition d'une telle réforme peut devenir un enjeu de confiance. Cette question de confiance peut concerner la tarification carbone en elle-même, mais elle peut aussi être plus large — par exemple, en lien avec l'ensemble de la politique fiscale générale ou en lien avec la confiance envers le gouvernement (Beuermann et Santarius 2006; Dietz, Dan et Shwom 2007; Hammar et Jagers 2006 ; Banque Mondiale 2018; Baranzini et Carattini 2017 ; Klenert et al. 2018).

En somme, dans cette partie, nous avons montré les atouts présentés par les experts en faveur de la tarification du carbone ainsi que les limites de cette politique — en recensant les différentes perceptions du public à son égard, qui représentent des freins à son adoption. Tel que mentionné plus tôt, certaines de ces perceptions du public peuvent être erronées mais elles posent un problème du point de vue de l'acceptabilité publique. Or, ces perceptions qui constituent un frein à l'adoption d'un prix sur le carbone ne peuvent pas être dissoutes simplement par la logique et la diffusion massive de *faits* et d'*informations*. Ainsi, les promoteurs de la tarification carbone doivent cadrer stratégiquement leur communication de façon à surmonter ces perceptions. Avant d'expliquer comment les promoteurs de cette réforme en Australie et au Canada ont cherché à y parvenir — et comment leurs opposants ont encouragé ces perceptions négatives — on expose notre méthodologie de recherche dans la partie qui suit.

Chapitre 2. Méthodologie de recherche

Dans cette partie, on explique la méthodologie de recherche utilisée pour notre étude, en prenant soin de justifier les choix de cibles pour l'étude comparative, en veillant à détailler le processus de notre analyse de contenu et en soulevant les limites inhérentes à notre recherche.

2.1. Étude de cas comparative

La comparaison entre l'Australie et le Canada n'est pas le produit du hasard. Des auteurs se sont déjà intéressés à mettre en relation les similarités et les différences entre ces deux pays, notamment sur la question des changements climatiques. On peut notamment penser à Nathan Young et Aline Coutinho (2013) qui se sont soumis à ce genre d'exercice en comparant les gouvernements de John Howard (du Parti libéral australien, de 1996 à 2007) et de Stephen Harper (Parti conservateur du Canada, de 2006 jusqu'en 2013). Si Young et Coutinho se sont penchés sur l'étude de deux administrations hostiles aux politiques climatiques, on s'intéresse ici à des gouvernements qui ont décidé d'agir pour la réduction des émissions de gaz à effets de serre en instaurant des mécanismes de tarification du carbone.

Durant le premier mandat de Justin Trudeau (2015-2019), le gouvernement fédéral canadien a instauré un système de tarification du carbone, tel que l'Australie l'avait fait en 2012. Toutefois, en Australie, il a suffi d'une élection pour tout renverser en 2014. En octobre 2019, le pays du Nord s'est retrouvé face au même dilemme que sa cousine du Sud. Les Canadiens, appelés aux urnes à l'occasion d'un scrutin fédéral, ont eu à choisir entre élire un gouvernement conservateur — hostile à la tarification carbone — dirigé par Andrew Scheer ou reconduire le gouvernement libéral de Justin Trudeau — favorable à la tarification carbone — pour un second mandat.¹³ Alors que le chef du Parti libéral australien¹⁴ Tony Abbott s'est servi

¹³ Au Canada, il existe des alternatives au Parti conservateur et au Parti libéral pour les électeurs. Toutefois, à l'élection de 2019, ces deux principaux partis étaient les seuls ayant des chances de pouvoir former un gouvernement. Les probabilités que le Nouveau parti démocratique, le Bloc québécois, le Parti vert ou le Parti populaire du Canada puissent former le gouvernement étaient très faibles, voire nulles.

¹⁴ En Australie, le Parti « libéral » est beaucoup plus à droite que celui au Canada. De façon très générale, les idées et valeurs du Parti libéral australien ressemblent à celles du Parti conservateur canadien (partis de droite) ;

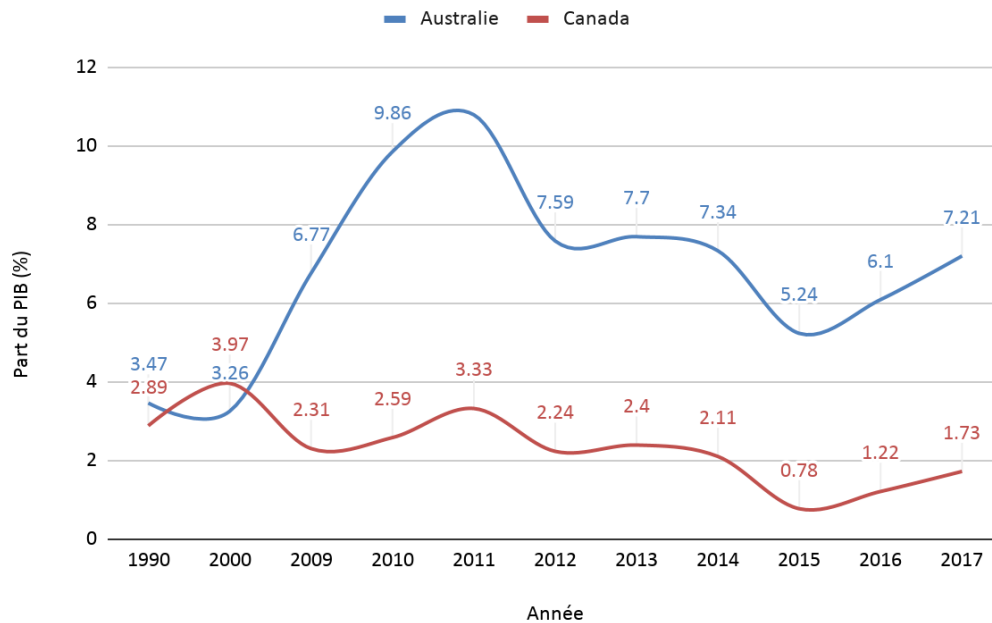
de la campagne de 2012 pour faire du scrutin électoral un référendum sur la « taxe » carbone et se hisser au pouvoir, le chef conservateur Andrew Scheer n'a pas été en mesure de saisir l'opportunité de ce même momentum en 2019. Au lendemain de la réélection du gouvernement Trudeau, on étudie la façon dont l'élite politique canadienne (parti au pouvoir versus opposition officielle) a cadré la tarification du carbone. On compare les arguments utilisés dans leurs allocutions par rapport à ceux de l'élite politique australienne sous le gouvernement de Julia Gillard. On pourra ainsi noter les différences et les similarités entre leurs stratégies de cadrage.

En plus d'un contexte électoral similaire entre les deux situations étudiées, les deux pays du Commonwealth possèdent plusieurs points communs qui justifient la pertinence d'une étude comparative entre eux — malgré leurs situations géographiques radicalement opposées. Leurs systèmes politiques, inspirés du parlementarisme britannique, confèrent de larges pouvoirs au chef de gouvernement (premier ou première ministre) et à son cabinet ministériel. Les deux pays sont des fédérations d'État (Australie) et de provinces (Canada) avec juridiction légale en environnement, en gestion des ressources et en développement économique (Young et Coutinho 2013). Ce sont également deux économies de services, qui dépendent largement de leurs industries des ressources. Les compagnies minières ont beaucoup d'influence en Australie, comme les compagnies pétrolières au Canada (Marx 2019).

Compte tenu de leur statut d'économies très développées et de leur dépendance au secteur des ressources (voir Graphique 1 à la page suivante), l'Australie et le Canada sont des pays importants pour la lutte contre les changements climatiques — d'autant plus qu'ils comptent parmi les plus grands émetteurs de GES par habitant au monde. En 2014, selon les données de la Banque mondiale, le Canada émettait 15.159 tonnes de CO₂ par capita par année, alors que l'Australie émettait 15.4 tonnes de CO₂ par capita par année.

tandis que la tendance politique du Parti travailliste australien se rapproche plus de celle du Parti libéral canadien (centre-gauche).

Graphique 1. Part du secteur des ressources naturelles dans le Produit intérieur brut (PIB) de l’Australie et du Canada



Source : Banque mondiale 2017 ¹⁵

2.2. Analyse de contenu

Pour comprendre les cadres privilégiés par les élites politiques australiennes et canadiennes en ce qui a trait à la tarification carbone, on procède une analyse de contenu. Dans les deux cas, on s’intéresse aux cadres mobilisés par le chef de gouvernement et par le chef de l’opposition officielle, sous la 43^{ème} législature australienne (qui s’étale du 27 septembre 2010 au 10 novembre 2013) et sous la 42^{ème} législature canadienne (allant du 3 décembre 2015 au 11 septembre 2019). Pour l’étude de cas de l’Australie, on analyse les cadres que l’on retrouve dans les allocutions de Julia Gillard (première ministre l’Australie) et dans celles de Tony Abbott (chef du Parti libéral australien, opposition officielle)¹⁶ — tandis que pour l’étude de cas du Canada, on se concentre sur les cadres mobilisés par Justin

¹⁵ Méthodologie de la Banque mondiale : Le total des bénéfices tirés des ressources naturelles correspond à la somme des bénéfices tirés du pétrole, du gaz naturel, du charbon (anthracite et houille), des minéraux et des forêts.

¹⁶ Les titres sont adaptés selon les fonctions que ces politiciens occupaient sous la 42^{ème} législature australienne. Ils n’occupent plus ces fonctions à l’heure actuelle.

Trudeau (premier ministre du Canada) et par Andrew Scheer (chef du Parti conservateur canadien, opposition officielle)¹⁷.

Les allocutions étudiées sont celles faites à la Chambre des représentants à Canberra ainsi que les allocutions faites à la Chambre des communes à Ottawa. Les allocutions comprennent des échanges durant les périodes de questions (donc entre le gouvernement et les autres partis) et des discours prononcés en chambre par les politiciens étudiés. Puisque le Canada et l’Australie sont des gouvernements de type Westminster, les transcriptions officielles des débats parlementaires de ces deux pays sont disponibles sur la plateforme Hansard¹⁸ — ce qui, d’un point de vue méthodologique, facilite la collecte des textes. À partir de cette plateforme, on recense l’ensemble des allocutions contenant les mots-clés « tarification carbone » ou « taxe carbone » (en anglais « *carbon price* » ou « *carbon tax* ») qui ont été prononcées par les politiciens ciblés par notre étude. On y parvient grâce à l’outil de recherche avancé des plateformes canadienne et australienne de Hansard, qui nous permettent de sélectionner les mots clés que l’on veut cibler, le locuteur choisi ainsi que les dates qui nous intéressent.

Pour l’étude de cas du Canada, on procède à une étude exhaustive de l’ensemble des allocutions en lien avec la tarification du carbone prononcées par Justin Trudeau et Andrew Scheer en chambre (c’est-à-dire entre le 3 décembre 2015 et le 11 septembre 2019). Pour Justin Trudeau, on a recensé 125 allocutions et pour Andrew Scheer : 45 allocutions. Toutefois, pour l’étude de cas de l’Australie, on procède à une étude par échantillonnage. On étudie les allocutions prononcées en chambre par Julia Gillard et Tony Abbott sur des dates précises car le volume et la densité de leurs allocutions en lien avec la tarification sur toute la durée du mandat est extrêmement lourd. Ainsi, nous avons sélectionné des dates charnières qui justifient leur pertinence : d’abord les allocutions du 23 et 24 février 2011 — débats lors du dévoilement des détails du plan de tarification carbone, puis du 13 et 14 septembre 2011 — débats lors de la soumission du projet de loi « Clean Energy Bill », puis du 21 et 22 novembre 2011 — débats suite à l’adoption du projet de loi. En espaçant dans le temps les allocutions

¹⁷ À noter : On exclut Rona Ambrose de notre étude, malgré le fait qu’elle ait assuré la chefferie par intérim du Parti conservateur suite au départ de Stephen Harper, car elle ne s’est pas exprimée sur la tarification carbone lorsqu’elle occupait ces fonctions.

¹⁸ Pour l’étude de cas du Canada, on utilise l’outil de recherche de Hansard accessible à l’adresse suivante : <https://www.ourcommons.ca/PublicationSearch>. Pour l’étude de cas de l’Australie, on utilise l’outil de recherche de Hansard accessible à l’adresse suivante : https://www.aph.gov.au/Parliamentary_Business/Hansard

contenues dans notre échantillon, on obtient un meilleur aperçu des stratégies de cadrage car elles peuvent évoluer au fil de l'élaboration d'une politique publique. En tout, on obtient 18 allocutions pour Julia Gillard et 9 allocutions pour Tony Abbott.¹⁹

Pour chaque étude de cas, les corpus de textes sont traités à partir du logiciel NVivo. Notre méthode est quantitative puisqu'on cherche à recenser les différents cadres utilisés par les politiciens étudiés. Ainsi, chaque texte est *codé* à partir d'une grille de codage, élaborée à partir des différents types de cadres utilisés pour dépeindre la tarification du carbone. **(Pour consulter la grille, voir la page 37)** Pour l'élaboration de notre grille de codage, on se base notamment sur les trois grandes préoccupations du public à l'égard de la tarification du carbone identifiées par Leigh Raymond (2019, 2), qui correspondent aux différentes catégories de cadres. Selon Raymond, le public est préoccupé par le coût financier et personnel ainsi que les impacts distributionnels régressifs de cette mesure (**angle économique**), par l'inefficacité potentielle de cette politique sur les changements climatiques et la dégradation de l'environnement (**angle environnemental**), et par la possibilité pour les gouvernements d'utiliser la tarification du carbone comme une *excuse* pour augmenter leur revenus (**angle de la légitimité**). Ainsi, notre grille de codage est divisée en trois grandes catégories de cadres que sont : les cadres reliés à l'économie, ceux reliés à l'environnement, et ceux reliés à la légitimité de l'État. Il faut souligner que même si les cadres relatifs à la légitimité de l'État ne sont pas directement reliés à une de nos hypothèses, il est important de recenser l'ensemble des cadres existants pour mesurer le poids relatif de chaque catégorie²⁰.

Les trois grandes catégories sont elles-mêmes divisées en sous-catégories de cadres. Pour l'élaboration des sous-catégories, on s'est appuyé sur la grille utilisée par François Joly (2018, 104) qui analysait le cadrage du programme climatique des Libéraux lors de la

¹⁹ Le volume d'allocutions étudiées pour l'Australie peut sembler moindre que celui du Canada, or les allocutions des politiciens australiens sont plus denses (c'est-à-dire plus longues) que celles des politiciens canadiens. Sans procéder par échantillons, on recensait au départ 343 allocutions pour Julia Gillard et 196 pour Tony Abbott. Au final, le choix de procéder à une étude par échantillonnage de leurs allocutions est justifié dans la mesure où le nombre de cadres que nous avons recensés dans les deux études de cas s'inscrit dans des proportions équitables (Gillard : 333 ; Abbott : 196 / Trudeau : 666 ; Scheer : 199).

²⁰ Dans cette étude, il est important de connaître le poids relatif de chaque catégorie de cadres utilisée dans les stratégies des politiciens ciblés (incluant les cadres reliés à la légitimité). Dans notre deuxième hypothèse, on cherche à démontrer la catégorie de cadres la plus utilisée par les promoteurs et celle la plus utilisée par les opposants. Pour les promoteurs, on suppose que c'est la catégorie reliée à l'environnement. Tandis que pour les opposants, on suppose que c'est la catégorie reliée à l'économie. Même si les cadres reliés à la légitimité de l'État ne sont pas explicitement mentionnés dans la deuxième hypothèse, il demeure important de mesurer leur poids relatif pour vérifier cette hypothèse.

campagne électorale canadienne de 2008, ainsi que sur le rapport de la Banque mondiale (2018) intitulé *Guide to communicating carbon pricing*, qui recense les narratifs que les promoteurs de la tarification du carbone mettent de l'avant (2018, 93) ainsi que les arguments utilisés par les opposants à cette politique (2018, 96). Ainsi, la catégorie de cadres reliés à l'économie comprend ainsi les sous-catégories suivantes : impacts sur les individus, impacts sur l'économie nationale, impacts sur l'industrie et les entreprises, impacts sur les emplois, impacts sur les prix. La catégorie de cadres reliés à l'environnement comprend les sous-catégories qui suivent : efficacité et bénéfices de cette politique, impacts des changements climatiques, preuve scientifique du réchauffement du climat. La catégorie de cadres reliés à la légitimité de l'État comprend quant à elle les sous-catégories suivantes : équité, leadership international, leadership national/démocratie, motivations fiscales, rationalité, responsabilité et démocratie.

Les différentes sous-catégories de cadres ont été bonifiées au fur et à mesure de l'étude si de nouveaux cadres – non identifiés au départ – méritaient d'être ajoutés dans la grille. En somme, notre grille a été construite en se basant sur la littérature scientifique existante et elle a été enrichie par l'étude empirique des allocutions de Julia Gillard, Tony Abbott, Justin Trudeau et Andrew Scheer. Ainsi, notre étude repose sur le constat raisonnable que notre grille couvre l'ensemble des cadres relatifs à la tarification du carbone existants.

Pour le codage, notre unité d'analyse est la phrase. Une unité d'analyse peut contenir plusieurs cadres. Par exemple, dans la phrase « *la tarification du carbone nuit aux entreprises et elle n'est même pas efficace pour réduire les émissions de GES* », on compte à la fois un cadre économique (« *nuit aux entreprises* ») et un cadre environnemental (« *n'est pas efficace pour réduire les émissions de GES* »). Il se peut également qu'une unité contienne deux cadres d'une même catégorie, s'ils appartiennent à des sous-catégories différentes. Par exemple, dans la phrase « *la tarification du carbone nuit aux entreprises ainsi qu'à la classe moyenne* », on dénombre deux cadres économiques, l'un appartenant à la sous-catégorie reliée à l'impact sur les entreprises (« *nuit aux entreprises* ») et l'autre appartenant à la sous-catégorie reliée à l'impact sur les individus (« *nuit [...] à la classe moyenne* »).

Nous emprunterons les démarches suivantes pour répondre à nos trois hypothèses. Pour résoudre à l'hypothèse 1, on identifie la fréquence d'usage des termes utilisés par les acteurs étudiés pour parler de cette politique publique, c'est-à-dire « tarification carbone », «

prix sur le carbone », « marché du carbone », « système de plafonnement et d'échange » ou « taxe carbone ». Pour résoudre l'hypothèse 2, on recense la fréquence d'utilisation des différentes catégories de cadres. Ce faisant on vérifie la proportion de leurs cadres qui sont reliés à l'économie, à l'environnement ou à la légitimité de l'État. Pour résoudre l'hypothèse 3, on étudie la proportion des sous-catégories de cadres économiques utilisées. En d'autres termes, on calcule la part des cadres reliés à l'économie nationale, à l'industrie et aux entreprises ainsi que la part des cadres reliés aux individus, aux emplois et aux prix sur l'ensemble des cadres reliés à l'économie.

2.3. Grille de codage

2.3.1. Cadres reliés à l'économie		
Type de cadrage	Opposants	Promoteurs
Impact sur les individus	Mauvais pour les familles / la classe moyenne / ceux qui travaillent dur / les aînés ; Impacte plus durement les pauvres ; Impacte plus durement les communautés rurales ; Seuls les riches peuvent se le permettre	Aide aux familles via retours d'impôts ; Bon pour la classe moyenne et ceux qui travaillent dur ; Aide pour les plus vulnérables
Impact sur l'économie nationale	Dangereux pour l'économie ; Mauvais pour la croissance ; Réduit la sécurité énergétique ; N'encourage pas l'innovation	Bon pour la croissance et l'économie ; Économie et environnement sont indissociables²¹ ; Favorise la sécurité énergétique ; Stimule l'innovation ; Transition vers les énergies propres / virage vert
Impact sur l'industrie et les entreprises	Mauvais pour l'industrie automobile ; Mauvais pour l'industrie des ressources naturelles ; Mauvais pour les affaires ; Pénalise les PME ; Réduit la compétitivité ; Risques de délocalisations	Nouvelles opportunités de marché à saisir ; Meilleure stabilité et prévisibilité ; De grandes entreprises appuient cette politique ; Fait payer les entreprises polluantes ; Encourage les entreprises écoresponsables ; Aide pour les PME ; Améliore la compétitivité des entreprises
Impact sur les emplois	Destruction d'emplois	Création d'emplois / bons emplois ; Protéger les emplois
Impact sur les prix	Augmente le coût de l'énergie ; Augmente le coût de la vie en général	Impact modéré sur le pouvoir d'achat ; Impact sur les prix ; Meilleurs choix pour consommateurs ; Biens peu polluants avantageés ; Met un prix sur ce qui pollue / polluer n'est pas gratuit

²¹ À noter : Quand les promoteurs font référence au fait que « l'économie et l'environnement sont indissociables », on le comptabilise deux fois – dans les cadres reliés à l'économie et dans ceux reliés à l'environnement. En le présentant de la sorte, on fait ressortir l'utilisation simultanée de ces deux catégories de cadres.

2.3.2. Cadres reliés à l'environnement

Type de cadrage	Opposants	Promoteurs
Efficacité, bénéfiques de cette politique	La tarification du carbone est inefficace ; Il existe d'autres politiques plus efficaces	Mesure concrète ; Efficace pour réduire les GES et atteindre nos objectifs ; Protège notre environnement / Lutte contre les CC ; Économie et environnement sont indissociables²²
Impacts des changements climatiques	La menace des CC pour la planète est minime / exagérée	La menace des changements climatiques est réelle et grave ; Risque pour la qualité de l'eau / l'air ; Dangers pour la santé publique / l'agriculture / l'écosystème / la survie des espèces / montée du niveau des eaux
Preuve scientifique	Réfutation ou remise en doute de la preuve scientifique sur le réchauffement de la planète	La preuve des changements climatiques est irréfutable

²² Voir la note de bas de page précédente.

2.3.3. Cadres reliés à la légitimité de l'État

Type de cadrage	Opposants	Promoteurs
Justice et équité	Injuste ; Exonère les gros pollueurs et fait payer les pauvres	Juste / Équitable ; Retombées pour tout le monde
Leadership international	Les autres pays n'agissent pas ; passagers clandestins / <i>free-riders</i>	Tenir engagements internationaux ; D'autres pays agissent ; Monde entier se tourne vers économie propre ; Ne pas rester à la traîne ; Être des leaders dans la lutte contre les CC
Leadership national, démocratie	Détériorer les relations du fédéral avec les territoires et les provinces ; Le fédéral doit laisser les provinces choisir leur propre mécanisme de lutte aux changements climatiques ; De plus en plus de gens rejettent ce système ; Promesse rompue / Trahison ; Désastreux pour la démocratie	Collaborer avec les partis d'opposition ; Collaborer avec les provinces ; Flexibilité pour les provinces de choisir leur propre mécanisme ; Revenus collectés restent dans les provinces ; Des provinces tarifent déjà la pollution ; L'environnement est une compétence partagée
Motivations fiscales	Vol d'argent ; Piège / Escroquerie ; Coût caché / Manque de transparence ; Source de revenu lucrative pour politiciens	Politique peu coûteuse pour l'État ; Neutralité fiscale ; Plan ouvert et transparent
Rationalité	Politique stupide / illogique / mauvaise idée	Politique rationnelle / appuyée par les experts ; Principes fondamentaux de l'économie
Responsabilité	Notre pays n'est pas le pire pollueur ; Notre pays n'est pas responsable de la pollution mondiale	Responsabilité morale d'agir / ne pas fuir le problème ; Agir après des années d'inaction ; Agir pour les générations futures ; Les citoyens veulent qu'on agisse

2.4. Contraintes et limites de l'étude

Notre recherche comporte quelques limites mais les choix d'étude restent optimaux pour répondre à la question de recherche.

Dans le cas de l'Australie, on a choisi de procéder à une étude par échantillonnage plutôt qu'à une étude exhaustive de l'ensemble des allocutions de Gillard et Abbott sur la tarification carbone. Cela s'explique par le fait que le volume et la densité des allocutions recensées étaient beaucoup plus lourds pour l'Australie que pour le Canada. Toutefois, puisque notre échantillon s'échelonne à des moments clés de l'instauration de cette politique publique (ie. débats lors du dévoilement des détails du plan de tarification carbone, débats lors de la soumission du projet de loi « Clean Energy Bill » et débats suite à l'adoption du projet de loi), on considère que celui-ci est représentatif.

Dans les deux études de cas, on a choisi de se concentrer sur les deux principaux partis — en excluant les plus petits partis. Par exemple, pour l'étude du Canada, on exclut le Nouveau parti démocratique (NPD), un parti favorable à la tarification du carbone, bien qu'il soit un acteur important de la scène fédérale. On n'étudie pas non plus les allocutions des principaux chefs de partis provinciaux — même si l'on reconnaît que ces derniers peuvent avoir des répercussions importantes à l'échelle fédérale (ex : Doug Ford, en Ontario). La raison à cela est qu'on a préféré se limiter à un palier d'étude national afin de favoriser la comparaison avec le cas de l'Australie.

Enfin, notre recherche se cantonne à une étude descriptive. Notre intérêt est de bien saisir la manière dont les promoteurs et opposants communiquent cette politique. Bien que cette recherche puisse suggérer certains aspects d'une communication plus ou moins efficace, notre objectif n'est pas d'évaluer l'efficacité des différentes stratégies de cadrage utilisées par les élites politiques australienne et canadienne. Suivant la logique de King, Keohane et Verba (1994) qui soulignent l'importance fondamentale de l'inférence descriptive à la démarche scientifique, on se concentre à identifier les cadres utilisés par ces élites pour influencer les perceptions de leur électorat en ce qui a trait à cette politique publique.

Chapitre 3. Le prix du carbone en Australie

Depuis le milieu des années 2000, l'économie australienne connaît un boom minier. Le pays exploite de nombreuses mines géantes de charbon, de cuivre et de minerai de fer – de telle sorte que son économie dépend de plus en plus de l'exploitation de ces matières premières très polluantes, en grande partie exportées vers la Chine. L'importance du secteur minier en Australie explique la résilience de son économie qui a échappé à la récession durant la crise économique mondiale de 2008. Pour ces raisons, il existe énormément de pressions au pays afin de restreindre les contraintes pesant sur l'industrie des ressources – et ce dans le but de maintenir la croissance (Spash et Lo 2012; Crowley 2012; 2013a; 2013b; MacDonald 2015; Pearse 2016). Le secteur des ressources est la plus grande source de revenus pour les exportations australiennes. C'est également une source substantielle d'emplois ainsi qu'un moteur pour la croissance des régions au pays. En 2017-2018, le secteur des ressources et de l'énergie a contribué à hauteur de 8.2 % du PIB australien et représentait 70% de la valeur des exportations australiennes de biens. Cette industrie, qui fournit également 242,600 emplois en Australie, est donc névralgique pour l'économie du pays (Office of the Chief Economist 2018).

Dans ce contexte, comment les principaux partis cadrent-ils la tarification du carbone en Australie ? C'est la question à laquelle on cherchera à répondre dans le présent chapitre. Pour s'y prendre on commencera par peindre un portrait de la pollution atmosphérique au pays. On dressera ensuite les grandes étapes politiques de la lutte aux changements climatiques en Australie. En se concentrant sur le second gouvernement de Julia Gillard (2010-2013), on étudiera les allocutions des promoteurs (ALP) et des opposants (LP) de cette politique publique durant cette période, en s'attardant aux cadres et aux arguments qu'ils utilisent.

3.1. La pollution atmosphérique en Australie

En 2018, les émissions de gaz à effet de serre de l'Australie ont augmenté pour une quatrième année consécutive. Les émissions se sont élevées à 538 millions de tonnes d'équivalent en dioxyde de carbone.²³ Cela représente une hausse de 0.7 % par rapport à

²³ Attention : l'unité de mesure « équivalent en dioxyde de carbone » inclut tous les gaz à effet de serre, pas seulement les émissions de CO₂. Dans l'introduction, les tableaux basés sur les données de la banque mondiale sont exprimés en émissions de CO₂ - uniquement. Ils ne considèrent pas l'ensemble des émissions de GES.

l'année 2017 – soit une augmentation de 3.5 millions de tonnes d'équivalent en dioxyde de carbone (Australian Government 2019, 3). En mars 2019, le secteur de l'électricité demeure la source la plus importante d'émissions de GES au pays – représentant environ un tiers du total des émissions australiennes (33,1 %) – suivi des secteurs de l'énergie stationnaire²⁴ (19.3%), du transport (18,8 %), des émissions fugitives (11,1 %), des processus industriels et de l'utilisation de produits (6,4 %), de l'agriculture (12,7 %) et des déchets (2.2%) (Department of the Environment and Energy 2019).

L'augmentation des GES au pays est en contradiction avec la promesse prise par le pays durant l'accord de Paris (Hannam 2019). L'Australie s'était engagée à réduire ses émissions de GES entre 25 % et 28 % par rapport aux niveaux de 2005 d'ici 2030. Or depuis 2014, année lors de laquelle le système de tarification du carbone a été aboli en Australie, les émissions du pays n'ont cessé de croître. Cette tendance récente contraste avec celle antérieure à 2014, puisque depuis 2007, les émissions globales étaient en diminution.

3.2. Canberra et la lutte aux changements climatiques

Au cours de l'histoire récente australienne, le Parti travailliste – situé vers la gauche de l'échiquier politique – a davantage contribué à développer des politiques de lutte contre les changements climatiques que le Parti libéral – parti de droite (Crowley 2013b). Si les deux partis se sont parfois approchés d'une entente concernant les moyens à déployer pour réduire les émissions de GES, un aperçu historique des dernières années illustre l'absence de consensus persistant au sein du parlement australien.

Après une décennie d'immobilisme sous le gouvernement libéral de John Howard (1996-2007), ce dernier a été défait par le premier ministre travailliste Kevin Rudd en 2007. La même année, une grande sécheresse s'abat sur l'Australie et la population prend peu à peu conscience de l'importance d'agir contre les changements climatiques. Le support de la population pour des stratégies d'atténuation de ces changements grandit (Crowley 2012). En guise de preuve, le candidat travailliste a remporté les élections sur la base d'un programme environnemental assez ambitieux (Rootes 2008).

²⁴ Excluant l'électricité.

À l'image de Kevin Rudd qui promettait d'instaurer un prix sur le carbone, John Howard s'était lui aussi engagé à instaurer un système de marché d'émissions²⁵. Cela n'a toutefois pas suffi au premier ministre sortant pour se faire réélire – lui qui était en poste depuis 11 ans et qui s'était toujours opposé à la ratification du protocole de Kyoto – accord international destiné à la réduction des émissions de gaz à effet de serre²⁶. Symbole éloquent de l'importance qu'accordait Kevin Rudd à la lutte aux changements climatiques, le premier acte officiel de son gouvernement est de ratifier le dit-protocole. Décrivant les changements climatiques comme étant « le défi moral le plus urgent de notre génération », le nouveau premier ministre crée « un sentiment d'urgence biblique avec une rhétorique passionnée sur le sort des ours polaires, de la Grande Barrière de Corail et des hordes de réfugiés climatiques qu'engendrerait un échec à contrer les changements climatiques » (Crabb 2018).

Il confie alors la tâche de concevoir un plan de réduction des émissions de GES à sa ministre du climat, Penny Wong, qui – à défaut d'être parvenue à une entente avec les Verts – travaille avec acharnement à la conclusion d'un accord avec les libéraux, désormais dirigés par Malcom Turnbull (Crabb 2018). À la fin de l'année 2009, la ministre Wong parvient à conclure un accord avec M. Turnbull afin de légiférer dans le cadre du programme de réduction de la pollution par le carbone (CPRS).

Mais le Parti libéral se retourne contre son chef et une course à la direction du parti est lancée. S'enclenche alors une lutte à trois entre le chef sortant M. Turnbull, le député modéré Joe Hockey, et le climato-négationniste Tony Abbott. Ce dernier gagne la course à la chefferie du Parti libéral le 1er décembre 2009, par l'avance d'une seule voix. Le CPRS perd dès lors son soutien bipartisan. Le programme, qui est malgré tout soumis au vote, est rejeté par le parlement. En avril 2010, K. Rudd et son cabinet tranchent qu'en raison du risque politique élevé et de l'hostilité du parlement, ils ne persisteront pas à déposer le projet de loi pour mettre en place le CPRS. La popularité du premier ministre Rudd dégringole, lui qui n'a jamais été en mesure de mettre à exécution sa promesse d'instaurer une tarification du carbone et un prix sur l'exploitation des ressources minières. En l'espace de quelques mois, K. Rudd est démis

²⁵ En 2007, J. Howard demande à un haut fonctionnaire, Peter Shergold, de concevoir un système d'échange de droits d'émission permettant de contrôler et de réduire les émissions de dioxyde de carbone du pays. C'est le plan que J. Howard mettra de l'avant durant la campagne de 2007. (Crabb 2018)

²⁶ Protocole signé en 1997. Jusqu'en 2007, l'Australie avait toujours refusé de le ratifier.

de ses fonctions de premier ministre par son propre caucus pour être remplacé par sa vice-première ministre Julia Gillard.

La nouvelle première ministre Gillard réitère la détermination de son parti à lutter contre les changements climatiques. Durant l'été 2010, après à peine quelques semaines à la tête du pays, elle déclenche une élection fédérale pour s'assurer d'avoir la confiance de l'électorat. Lors de la campagne, dans une entrevue datant du 16 août accordée à la chaîne de télévision 10 News First, Julia Gillard fait une déclaration qui lui sera fatale par la suite. « There will be no carbon tax under the government I lead » annonce-t-elle, avant de nuancer plus tard dans l'entrevue qu'elle souhaite « [put] a cap on carbon pollution. » Le 20 août, la veille des élections, elle ajoute également : « Je n'exclus pas la possibilité de légiférer sur un système de réduction de la pollution par le carbone, un mécanisme fondé sur le marché. J'exclus une taxe sur le carbone. »

Le scrutin du 21 août aboutit à un parlement suspendu, mais Julia Gillard parvient de justesse à conserver les rênes du pouvoir après des semaines de négociations en s'alliant à un député vert et à trois députés indépendants. En février 2011, Gillard annonce son intention de mettre un prix sur le carbone²⁷ à compter du 1er juillet 2012 dans le cadre du *Clean Energy Bill*. Le système proposé est décrit dans le communiqué de presse officiel comme étant un mécanisme de tarification du carbone, qui débute par un « prix fixe » sur le carbone sur une période allant de trois à cinq ans avant une transition vers un système d'échange de droits d'émission. Ce n'est que plus tard que Gillard et son gouvernement reconnaîtront qu'il s'agit d'une « taxe sur le carbone temporaire ». C'est alors le début de la campagne d'Abbott contre la « taxe carbone ». En août 2011, lors d'un grand rassemblement contre la taxe carbone, il accuse la première ministre Gillard d'avoir menti lors de son entrevue du 16 août 2010 – en déclarant qu'elle n'instaurerait pas de taxe sur le carbone – et omet consciemment de parler de sa promesse préélectorale d'instaurer un mécanisme de tarification du carbone. Le *Clean Energy Act* est toutefois adopté par la chambre des représentants le 12 octobre, puis par le

²⁷ Le 23 février 2011, le chroniqueur Andrew Bolt publie sur son blog Herald Sun un article avec un titre accablant pour la première ministre : « Gillard confirms: she lied about no carbon tax ». Bolt, Alan Jones et Piers Akerman martèleront dans leurs articles du News Limited, la fameuse phrase de J. Gillard « il n'y aura pas de taxe sur le carbone », sans mentionner sa promesse préélectorale d'instaurer un mécanisme de tarification. (Marks 2013)

sénat le 8 novembre. Le système de tarification du carbone du gouvernement Gillard fait dès lors force de loi et entre en vigueur le 1er juillet 2012.

Le plan de tarification du carbone de Julia Gillard prévoit la transition d'un « prix fixe » vers un « prix flexible » — c'est-à-dire un système d'échange de quotas de plafonnement et d'échange, à compter du 1er juillet 2015. Le « prix fixe » de départ s'applique à environ 500 des plus grands pollueurs du pays. Chaque année, les entités sélectionnées doivent désormais ainsi payer une unité d'émission auprès du Clean Energy Regulator (CER) pour chaque tonne d'équivalent en dioxyde de carbone (CO₂-e) produites. Au cours de la première année (2012-2013), les unités de carbone se vendent à un prix fixe de 23 AUD par unité, et en 2013-2014, ces mêmes unités de carbone se vendent ensuite à 24,15 AUD par unité. (Clean Energy Bill 2011; Irigoyen 2017)

Parallèlement à cela, la loi prévoit un soutien aux ménages, aux entreprises et à l'industrie grâce à des mécanismes de soutien et d'indemnisation tels que les suivants :

- L'augmentation des versements destinés aux retraités, aux familles à faible revenu et aux autres bénéficiaires de paiements gouvernementaux ;
- Un programme pour l'emploi et la compétitivité afin de soutenir les industries les plus énergivores et les aider à réduire leur intensité en carbone et en énergie ;
- Un plan de transformation de l'acier de 300 millions de dollars australiens pour soutenir l'industrie sidérurgique ;
- Un Fonds pour la sécurité énergétique destiné à fournir de l'assistance aux industries à forte intensité carbone, comme les générateurs alimentés au charbon, et encourager la transition énergétique ;
- La création d'une autorité indépendante chargée de donner des avis sur les plafonds de pollution et les politiques en matière de lutte aux changements climatiques, en tenant compte de l'objectif de réduction fixé par l'Australie de 80% en dessous des niveaux de 2000 d'ici 2050 (Parr 2019).

Cependant, au cours de l'année 2013, les mécontentements à l'égard de la première ministre Gillard culminent. Au mois de juin de la même année, elle est remplacée par Kevin Rudd qu'elle avait évincé du pouvoir quelques années plus tôt. Ce dernier dirige alors le Parti travailliste et le gouvernement jusqu'aux élections fédérales de 2013, lors desquelles il sera

défait par son opposant libéral, Tony Abbott. Aussitôt élu, en septembre 2013, le nouveau premier ministre Abbott abolit le ministère des sciences, ainsi que l'Autorité du changement climatique – chargée de conseiller le gouvernement sur la lutte contre le changement climatique – et la Commission du climat – organisme indépendant chargé d'informer le public sur le changement climatique (Rootes 2014). Il réitère également son intention de supprimer la tarification carbone instaurée par sa prédécesseur travailliste en 2012. En juillet 2014, tel que promis, le premier ministre Abbott « axes the tax » : le système de tarification du carbone de Julia Gillard est aboli. En remplacement de ce système, Tony Abbott propose une politique intitulée « Action directe », qui consiste à subventionner directement les pollueurs pour les inciter à réduire leurs émissions de GES. Un fonds de 2,5 milliards de dollars australiens est alors consacré au Fonds de réduction des émissions. Lors du sommet de Paris de 2015, le gouvernement Abbott s'engage à ce que l'Australie réduise ses émissions d'au moins 26% par rapport aux niveaux de 2005 d'ici 2030.

3.3. Le cadrage de la tarification du carbone en Australie

Dans cette partie, on s'intéresse aux cadres utilisés par Julia Gillard et Tony Abbott lorsqu'ils ont abordé la tarification du carbone en Australie. Pour ce faire, on a recensé des allocutions en chambre lors desquelles ils ont fait référence à cette politique. Il s'agit d'une étude par échantillonnage, pour laquelle nous avons sélectionné les dates suivantes : les 23 et 24 février 2011 (dévoilement des détails du plan de tarification carbone), les 13 et 14 septembre 2011 (soumission du projet de loi « Clean Energy Bill ») et les 21 et 22 novembre 2011 (suite à l'adoption du projet de loi).

D'abord, on s'intéresse à la terminologie utilisée par les deux chefs pour désigner cette politique. On remarque que la chef du Parti travailliste privilégie une terminologie différente de celle de son opposant libéral (Voir tableau à la page suivante).

Tableau 1. Terminologies utilisées par Julia Gillard et Tony Abbott

Terminologies	Gillard	Abbott
Carbon pricing	95%	19%
Carbon tax	1%	77%
Emissions trading scheme	4%	4%

Alors que Julia Gillard emploie majoritairement les expressions « *carbon pricing* » ou « *price on carbon* » (l'équivalent de « tarification carbone » ou « prix sur le carbone » en français) — c'est-à-dire 95 % du temps, Tony Abbott utilise majoritairement l'expression « *carbon tax* » (« taxe carbone » en français) — soit plus de 75 % du temps. Lorsque ce dernier utilise les expressions « *price on carbon* » ou « *carbon pricing* », c'est généralement pour citer la première ministre Gillard ou pour citer des textes législatifs contenant ces termes.

À de plus rares occasions, Julia Gillard s'est aventurée à utiliser la terminologie de son opposant, comme lors du 24 février 2011, lorsqu'elle a concédé que son plan de tarification du carbone consistait en une « taxe carbone » temporaire, qui serait ensuite remplacée par un « système de plafonnement et d'échange » :

The carbon pricing mechanism that I have announced today, arising from the discussions of the Multi-Party Climate Change Committee, is a carbon price mechanism that would start on 1 July 2012. It is a scheme that would start with a fixed price for a fixed period, effectively *like a tax*. It would move to a cap and trade emissions trading scheme, following that fixed-price period of three to five years.

Nombre d'observateurs ont jugé qu'elle avait scellé son destin en donnant raison à son opposant lorsqu'elle a concédé qu'il s'agissait bel et bien d'une « taxe ». Dans un article qu'elle signe en septembre 2013 dans *The Guardian*, elle admet elle-même qu'il s'agissait là d'une erreur :

I erred by not contesting the label « tax » for the fixed price period of the emissions trading scheme I introduced. I feared the media would end up playing constant silly word games with me, trying to get me to say the word « tax ». I wanted to be on the substance of the policy, not playing « gotcha ». But I made the wrong choice and, politically, it hurt me terribly (Gillard 2013).

En craignant d'être « piégée » par les médias ou par ses opposants par rapport à la terminologie choisie, et en préférant se concentrer sur le fond de sa politique plutôt que sur la forme, Julia Gillard a mené à sa propre perte. L'exemple de Gillard montre que la substance et le « bien-fondé » d'une politique ne suffisent pas pour obtenir l'adhésion du corps social. La façon de livrer un message est elle aussi importante.

Dans les prochaines pages, on s'intéresse aux grandes tendances dans les stratégies de cadrage utilisées par Julia Gillard et son opposant Tony Abbott pour dépeindre la tarification du carbone.

3.3.1. Les cadres de Julia Gillard

Julia Gillard a principalement cadré la tarification carbone comme un enjeu économique (42%). Elle a aussi fait appel à des cadres reliés à la responsabilité et à la légitimité de l'État (32%) ainsi qu'à l'environnement (26%) mais dans une moindre mesure.

Cadres reliés à l'économie

Lorsque Julia Gillard utilisait des cadres reliés à l'économie pour décrire sa politique, elle parlait autant des impacts sur les individus (32%) que des impacts sur l'économie nationale (31%). Elle mentionnait aussi l'impact sur l'industrie et les entreprises (17%), sur les emplois (13%) et sur les prix (7%), mais elle mettait moins l'emphase sur ces enjeux. **(Pour le détail des cadres économiques utilisés par Julia Gillard, voir Annexe 3)** De façon globale, elle a un peu plus souvent utilisé des cadres qui touchent de près les électeurs (c'est-à-dire des cadres liés aux individus, aux emplois et aux prix : 52 %) plutôt des cadres reliés à l'économie en général (impacts sur l'économie nationale, les entreprises et l'industrie : 48%).

Tableau 2. Catégories de cadres économiques utilisés par Julia Gillard

Cadres économiques	Unités	Pourcent.
Économie nationale ; Entreprises ; Industrie	68	48%
Individus ; Emplois ; Prix	73	52%

Pour défendre sa décision d'instaurer un prix sur le carbone, la première ministre Gillard s'est voulu rassurante envers les individus, comme le 24 février 2011 en rappelant que l'argent amassé par la tarification du carbone serait remis dans les poches des contribuables : « Every dollar that is raised by pricing carbon will go to assist Australian households » ou comme le 22 novembre 2011, quand elle insisté sur le fait que certains ménages profiteraient d'allègements fiscaux très importants :

The facts are that there will be tens of thousands of Australians, hundreds of thousands of Australians, who pay tax now who no longer will. The facts are that people who earn less than \$80,000 a year will see tax cuts, many of them tax cuts of \$300 a year. The facts are that people will see increases in their family payments.

Toutefois, elle admettait aussi que la tarification du carbone aurait un impact sur le portefeuille des ménages puisque cette politique aurait un impact à la hausse sur les prix, comme le 13 septembre 2011 :

The **price impact of the government's plan will be modest**—but I know family budgets are always tight. So most of the money raised from the carbon price will be used to fund tax cuts, pension increases and higher family payments. The government has taken the opportunity to give pensioners extra help.

Peut-être que ce qui a pénalisé Julia Gillard, c'est d'avoir voulu mettre cartes sur tables en détaillant de façon trop explicite le mécanisme de la tarification carbone, notamment sur les prix, comme dans cet exemple du 24 février 2011 :

I understand pricing carbon **will have price impacts** and I want to be very upfront about that with the Australian people. Indeed, the reason you price carbon is to have **price impacts**, so that high-pollution commodities cost more and low-pollution commodities cost less. Then the market will adjust, people will innovate and there will be change to a clean energy future with more low-pollution solutions for our Australian economy and for the people of Australia. There will be **price impacts**.

De façon plus globale, Julia Gillard a cherché à vanter les mérites d'une économie plus propre pour la prospérité des Australiens et du pays : « prosperous, low-pollution economy of

the future », « modernise our economy », « better for prosperity » (24 février 2011), « The Australian economy will continue to prosper while cutting carbon pollution » (13 septembre 2011), « prosperity in the future » (14 septembre 2011). Elle met notamment de l'avant le fait que la tarification carbone participe à stimuler l'innovation, ce qui contribue de façon positive au développement économique du pays : « it causes people to innovate » (23 février 2011), « we must drive innovation » (24 février 2011), « incentive to innovate » (13 septembre 2011). La première ministre travailliste défend également que la tarification carbone permettra d'accélérer le virage vert de l'économie et la transition vers des énergies propres : « biggest transformation in our economy », « clean energy economy of the future », « change to a clean energy economy » (24 février 2011), « transition to a clean energy future » (13 septembre 2011).

La première ministre Gillard cadre aussi sa politique de tarification du carbone comme ayant des répercussions positives pour le monde des entreprises. Elle utilise notamment des cadres comme la création de nouvelles opportunités d'affaires, les effets sur la compétitivité de l'économie ainsi que la perspective d'une meilleure stabilité et prévisibilité pour les entreprises : « future opportunity » (24 février 2011), « makes a competitive, modern economy » (23 février 2011), « making sure businesses have certainty » (24 février 2011), « limit market volatility and reduce risk for businesses » (13 septembre 2011). Elle rappelle que ce seront les gros pollueurs qui devront payer la note : « around 500 big polluters pay for every tonne of carbon pollution they put into our atmosphere » (13 septembre 2011), « big polluters pay the price », « making sure that the biggest polluters, who currently put carbon pollution into our atmosphere for nothing, pay a price » (22 novembre 2011). Julia Gillard précise toutefois que les secteurs industriels ciblés par la tarification du carbone ainsi que les PME seront soutenus durant cette transition — comme dans cet extrait du 24 février 2011 :

(...) every dollar raised from pricing carbon will go (...) to assisting Australian businesses with managing the change and to programs for tackling climate change.

Par ailleurs, la première ministre travailliste cherche à cadrer sa politique comme étant une mesure positive pour l'emploi. Elle assure que sa mesure permettra de faire croître les

emplois au pays et en créera de nouveaux dans le secteur des énergies propres — tel que dans son allocution du 13 septembre 2011 :

The jobs of the future are clean energy jobs. Employment is projected to grow strongly with a carbon price. Around 1.6 million jobs to be created to 2020... a further 4.4 million to 2050.

Si elle répète que sa politique contribuera à créer de l'emploi — « create clean energy job », « keep growing jobs » (13 septembre 2011) — elle mentionne aussi à plusieurs reprises l'importance de *protéger* et de *soutenir* les emplois actuels : « protecting Australian jobs » (13 septembre 2011), « support Australian jobs » (22 novembre 2011).

Cadres reliés à la légitimité de l'État

Lorsque Julia Gillard utilise des cadres reliés à la légitimité de l'État pour décrire la tarification du carbone, elle fait principalement référence à la responsabilité d'agir (26%), à la rationalité de cette politique pour justifier sa mise en place (24%) ainsi qu'au leadership de l'Australie sur la scène internationale (23%). Elle a aussi fait appel aux motivations fiscales (11%) et à l'équité de cette mesure (11%). Plus rarement, elle a fait appel à l'importance de faire preuve de leadership sur la scène nationale (5%). **(Pour le détail des cadres reliés à la légitimité de l'État utilisés par Julia Gillard, voir Annexe 4)**

Julia Gillard fait souvent référence à la rationalité de cette politique en expliquant qu'elle s'appuie sur les « principes fondamentaux de l'économie » et qu'elle est promue par des économistes à travers le monde, comme dans cet exemple du 23 février 2011 :

[They] seem to be in denial of all of the fundamentals of economics, particularly market economics. (...) **It follows from basic economic principles**—and the economic commentary about this is wide in Australia; it is worldwide—that the most efficient way of dealing with carbon pollution is to put a price on carbon. Why? It is because it causes people to innovate, to reduce their exposure to that price and to reduce the amount of carbon pollution that they are generating. This is simply not capable of being denied. It is the same as trying to deny that **demand and supply have an impact on prices. It is a basic economic rule.**

Elle fait également appel à la responsabilité de l'État d'agir et d'aller de l'avant avec la tarification du carbone, comme le 24 février 2011, à coups de phrases accrocheuses telles que « Now is the right time to act », « We are a people who have achieved change before and we will achieve it again » ou encore :

Should we continue to be the biggest emitters of carbon pollution in the world or should we act as the world acts, as that wave of change for clean energy goes through the world economy? I say **we should get on the right side of history and we should act now**. Then once you have **determined to act** you bring to the task your market based principles.

Elle évoque également la nécessité de mettre en place cette politique pour le futur de la nation : « for the future of Australia » (24 février 2011) ainsi que pour les prochaines générations : « what is best for future generations » (13 septembre 2011). Pour la première ministre Gillard, son gouvernement a la responsabilité morale d'instaurer un prix sur le carbone :

There is a reason these matters are decided in an open vote. It is so every member in this place can be judged. Judged on the decisions they make here... Judged on where they stand on the great issues of our national debate. Judged by every Australian. Judged now... judged in the future. Because **the final test is not : are you on the right side of the politics of the week or the polls of the year?** The final test is: **are you on the right side of history?** And in my experience, the **judgement of history** has a way of speaking sooner than we expect.

Elle s'est aussi aventurée à dire que les citoyens avaient voté pour du changement en faveur d'un prix sur le carbone : « Australian people have voted for change, they voted for a carbon price » (24 février 2011). Il s'agit d'une déclaration délicate puisqu'elle est extrêmement vulnérable aux critiques de l'opposition, qui ne manque pas de rappeler à la première ministre sa promesse de ne pas instaurer de « taxe » carbone lors d'une entrevue pendant la campagne électorale : « There will be no carbon tax under the government I lead » avait-elle dit.

Julia Gillard fait aussi fréquemment référence à la mise en place de la tarification carbone à l'échelle internationale. Pour justifier la mise en place de cette politique, elle rappelle que d'autres pays l'ont mise en place à l'étranger : « Thirty-two countries have moved »

(24 février 2011), faisant notamment référence aux efforts de la Nouvelle-Zélande, de l'Union européenne, de certaines provinces chinoises ou encore de certains États des États-Unis, comme dans cet exemple du 22 novembre 2011 :

California, which if it were a nation unto itself would be amongst the biggest economies in the world, is moving to put a price on carbon. The European Union has a price on carbon. New Zealand has a price on carbon. A number of Chinese provinces will trial a price on carbon, and so the list goes on.

Par le fait même, Julia Gillard défend que si l'Australie n'emboîte pas le pas aux pays étrangers qui ont déjà mis en place un prix sur le carbone, le pays pourrait être à la traîne par rapport au reste du monde, comme dans cette référence du 24 février 2011 :

Our country too, as the world moves to a lower pollution future, needs to be there moving with the rest of the world. We cannot afford to be **left behind**. And the world is moving.

Pour ce qui est de justifier les motivations fiscales, Julia Gillard a plusieurs fois rappelé que la tarification du carbone constitue la politique la moins coûteuse sur le plan des dépenses pour l'État afin de réduire les émissions de GES, comme lors du 22 novembre 2011 : « The cheapest way to cut carbon pollution is to put a price on carbon. »

D'autre part, Julia Gillard a fait quelques fois mention du caractère juste et équitable de sa mesure, comme lors du 24 février 2011 où elle a jalonné son allocution de références à cette notion : « we act fairly towards Australians », « we will keep working to price climate change and treat Australians fairly » ou encore-: « because we believe in fairness, we will ensure that this carbon price mechanism works fairly ».

À quelques reprises, la première ministre Gillard a aussi souhaité appeler la chambre à faire preuve de *leadership* à l'échelle nationale en travaillant de façon non partisane sur la tarification du carbone, comme lors du 23 février 2011 : « I know there are many coalition members who want to join us to work » ou encore lors du 24 février 2011 :

There are members of the frontbench who engaged in negotiations with the government and endorsed carbon pricing every step of the way. (...) Now is the time for the Leader of the Opposition to put away his slogans, put away his spin

and put away his propensity for political destruction and actually work with the rest of the parliament to do the right thing by this country.

Cependant, en même temps d'appeler à la collaboration, Julia Gillard attaque le manque de bonne volonté du chef de l'opposition et le critique sur ses positions — et ses incohérences — à l'égard de la tarification du carbone, rappelant qu'il avait déjà été en faveur :

He said that in the past. He has said in the past: I also think that if you want to put a price on carbon, why not just do it with a simple tax. They are statements made by the Leader of the Opposition, and when the government moves to price carbon, despite him having made those statements, despite him having supported pricing carbon, despite him in fact having directly supported a carbon tax as the best system, he decides that his political interest lies in generating fear. It is a campaign built on dishonesty and a foundation of lies (1^{er} mars 2011).

Ce faisant, Julia Gillard cherche à miner la crédibilité de Tony Abbott. Toutefois, à ce jeu-là, il semble que le chef libéral profite d'un meilleur rapport de force que sa rivale puisqu'il lui renvoie la pareille en lui rappelant sa fameuse réplique « There will be no carbon tax under the government I lead », une déclaration faite publiquement et qui était alors encore dans la mémoire collective.

Cadres reliés à l'environnement

Étonnamment, Julia Gillard a peu fait appel à des cadres reliés à l'environnement (26%) pour parler de son plan de tarification du carbone. Lorsqu'elle le faisait, elle abordait principalement l'efficacité et les bénéfices de cette politique (80%) et quelques fois la preuve scientifique sur le réchauffement global (18%). Elle ne faisait presque jamais appel à des cadres sur les impacts des changements climatiques (2%) comme les menaces pour l'écosystème, etc. **(Pour le détail des cadres reliés à l'environnement utilisés par Julia Gillard, voir Annexe 5)**

Lorsque Julia Gillard parlait des impacts environnementaux de la tarification du carbone, elle a surtout insisté sur l'efficacité de cette mesure pour réduire les émissions de GES : « the most effective mechanism » (24 février 2011), « The best way is to make polluters

pay by putting a price on carbon » (13 septembre 2011), ou encore « we will cut carbon pollution » (22 novembre 2011). Elle rappelle aussi que cette mesure permettra à l'Australie d'atteindre ses cibles de réduction d'émissions de GES, comme lors du 13 septembre 2011 :

[It] will guarantee reductions in carbon pollution and allow us to achieve our long-term target of an 80 per cent reduction from 2000 levels by 2050. Achieving this target will take more than 17 billion tonnes of carbon pollution out of the atmosphere between now and 2050. In 2050 this will cut nine out of every 10 tonnes of pollution compared to what would happen without our plan.

En réduisant les émissions de GES par l'intermédiaire d'une tarification carbone, Julia Gillard mentionne que cela contribuera de façon plus globale à la lutte contre les changements climatiques, comme lors du 24 février 2011 : « make a contribution to tackling climate change », « care about climate change », « better for climate change », « real difference to climate change », « tackle climate change ». À cela elle ajoute que le plan de son rival libéral est bien moins efficace pour lutter contre ce phénomène et qu'il occasionnera plus de dépenses : « they stand for \$10.5 billion of expenditure which would be ineffective; pollution would continue to rise and there would be no compensation » (24 février 2011).

Une autre stratégie de cadrage sur laquelle Julia Gillard a moins misé est celle de réitérer la véracité et la preuve scientifique des changements climatiques. Elle l'a toutefois fait à quelques reprises : « Climate change is real — I believe that. I believe that it is caused by human activity » (24 février 2011), « climate change is real and caused by human activity » (24 février 2011) ou encore « our climate is changing [and] this is caused by carbon pollution » (13 septembre 2011). Ce faisant, Julia Gillard, cherchait à défendre son plan comme un choix éclairé et appuyé par la science, par effet de contraste avec son opposant libéral climatosceptique, « a man who believed in the climate science and then said it was absolute crap » selon elle (23 février 2011).

À de très rares occasions, la première ministre travailliste a fait références aux menaces que représentent les changements climatiques sur l'environnement pour justifier l'intérêt d'aller de l'avant avec la tarification du carbone. Lorsqu'elle choisissait de le faire, elle le faisait de façon évasive : « Australians [...] are impacted by the [climate] change » (24 février 2011), « this has harmful effects on our environment » (13 septembre 2011). Il aurait été une bonne idée d'exploiter davantage cette stratégie de cadrage en utilisant des exemples *concrets* (par

exemple en citant des drames environnementaux spécifiques à certaines régions australiennes) pour que les électeurs perçoivent ces risques comme étant *tangibles* et *proches de leur réalité*.

3.3.2. Les cadres de Tony Abbott

Tony Abbott a principalement cadré la tarification carbone comme un enjeu relié à la responsabilité et à la légitimité de l'État (44%) mais aussi comme un enjeu économique et financier (41%). S'il a parfois fait appel à des cadres reliés à l'environnement, il l'a fait dans une moindre mesure (15%).

Cadres reliés à la légitimité de l'État

Lorsque Tony Abbott utilisait des cadres reliés à la légitimité de l'État pour décrire le plan de tarification du carbone, il cadrerait principalement cet enjeu comme un ultimatum pour la démocratie (56%). Dans une moindre mesure, il a utilisé des cadres reliés au *leadership* international (18%), aux motivations fiscales (15%), à la rationalité de cette politique (9%) et quelques fois à la responsabilité d'agir (2%). **(Pour le détail des cadres reliés à la légitimité de l'État utilisés par Tony Abbott, voir Annexe 6)**

La stratégie de cadrage privilégiée par Tony Abbott pour dépeindre la tarification du carbone est celle du manque de légitimité de l'État. Pour s'y prendre, il martèle constamment la « promesse brisée » de Julia Gillard de ne pas instaurer une « taxe sur le carbone ». En rappelant ce cadre de façon omniprésente, le chef libéral ne remet pas seulement en cause la légitimité du plan de tarification carbone du gouvernement Gillard, il remet aussi en question la légitimité de la première ministre d'assurer ses fonctions. En prenant le prétexte de la « taxe carbone » il cherche à soulever la population contre la chef travailliste et son équipe qui ont « trahi » la population. Il fait de la tarification carbone un enjeu moral. Cet extrait du 24 février 2011 en est l'illustration frappante :

Was it Real Julia or was it **Fake Julia** who said, 'We gave our word to the Australian people'? Was it Real Julia or **Fake Julia** who said, '**There will be no carbon tax under the government I lead**'? I tell you what: **nothing is more fake than making a promise to the Australian people before the election and breaking it after the election.**

En ce sens, pour Tony Abbott, l'enjeu ne se limite pas seulement au bien-fondé ou non de la tarification carbone comme politique publique en tant que telle mais plutôt à ce qu'elle représente de façon plus large, c'est-à-dire un bris de confiance et une trahison — comme dans cet autre extrait du 24 février 2011 :

There has been **no greater betrayal** in recent Australian history. This is the **greatest breach of faith** with the Australian public since the l-a-w law—fake tax cuts of another Labor Prime Minister. I say to the Australian people: if [they] **could not trust the Prime Minister** on this, how can they ever in the future **trust her** on anything at all?

Le chef libéral va même jusqu'à déclarer qu'il s'agit d'un désastre pour la démocratie, notamment dans son allocution du 14 septembre 2011 :

This carbon tax proposal from the government would be **disastrous for our democracy**. How can Australians continue to **trust our democracy** when the biggest and most complex policy change in recent history is being rammed through this parliament by the most incompetent government in recent history? (...) Not only does **this government not have a mandate to do what it is proposing; it has a mandate not to do what it is proposing**. That is why this package of bills is so **disastrous for our democracy**. It is **disastrous for our democracy**, and it is **disastrous for the trust that should exist between members of parliament and their electorates**.

En plus d'éroder la confiance des électeurs envers Julia Gillard en utilisant les cadres de la démocratie et de la trahison, Tony Abbott accentue leur méfiance en dépeignant cette politique comme un vol, un piège, une escroquerie, ayant un coût caché : « why hide from the people? » (14 septembre 2011), « The carbon tax modelling is a fraud. The carbon tax modelling is a con. (...) the carbon tax is just a rip-off » (21 novembre 2011). Dans un autre ordre d'idée, Tony Abbott remet également en cause la légitimité du gouvernement de mettre en place cette mesure en critiquant l'excès d'interventionnisme et la trop grande centralisation

de l'État : « more taxes, more bureaucrats, more regulation, more burdens on the life of the Australian people » (14 septembre 2011). Ces cadres associent ainsi la tarification carbone à l'ajout de nouvelles contraintes, or les électeurs ne veulent pas avoir une vie plus compliquée qu'elle ne l'est déjà.

Tony Abbott n'hésite pas à remettre en doute la légitimité de l'Australie d'imposer un prix sur le carbone en rappelant que, sur la scène internationale, d'important pays ont fait le choix de ne pas le faire — comme dans son allocution du 21 novembre 2011 :

President Obama is not going to introduce a carbon tax, [...] the Canadians are not going to introduce a carbon tax and [...] the Russians and the Japanese are not going to introduce a carbon tax. In other words, no major economies are going to have a comparable carbon price to that in Australia. None! Not a single one.

On notera d'ailleurs que, dans cet extrait, le chef libéral mentionne explicitement le président américain Barack Obama, plutôt que de parler des habitants des États-Unis, comme il le fait pour le Canada, la Russie ou le Japon. On peut penser qu'il s'agit d'un choix délibéré de citer un politicien démocrate afin de démontrer que même les politiciens dits *progressistes* ne vont pas de l'avant avec cette politique publique. C'est donc une façon pour Tony Abbott de persuader les individus de ne pas appuyer cette mesure — quelle que soit leur allégeance politique. Le chef libéral insiste aussi sur le fait que les pays émergents, comme la Chine et l'Inde, ne font pas autant d'efforts que l'Australie et que celle-ci se retrouverait ainsi désavantagée — comme dans cet extrait du 14 septembre 2011 :

Since Copenhagen, if anything, the rest of the world has been moving against carbon taxes and emissions trading schemes, and in the period in which Australia intends to reduce its emissions by five per cent China is forecast to increase its emissions by 500 per cent and India its by 350 per cent (14 septembre 2011).

Ainsi, il attise les craintes de certaines franges de la population qui se sentent menacées par l'émergence des puissances asiatiques.

Pour le chef libéral, la tarification du carbone est un choix irrationnel et une mauvaise politique : « bad policy » (13 septembre 2011), « bad tax » (14 septembre 2011). Il va même

jusqu'à remettre en doute la crédibilité des économistes qui appuient la tarification du carbone, notamment dans son allocution du 14 septembre 2011 :

This is a government which sometimes talks about economic credibility. **Show me a credible economist**, Prime Minister, **who thinks that higher prices create more jobs. Show me a credible economist who thinks that higher taxes create jobs.** This is not just **nonsense**; this is **nonsense** on stilts by a government which has **no real understanding of the economy of the real world** in which most of us live.

Finalement, à de rares occasions, Tony Abbott a aussi fait référence au fait qu'il n'était pas de la responsabilité de l'Australie de réduire les émissions globales de GES puisque le pays fait déjà sa part et qu'il n'est pas le pire pollueur, comme dans cet extrait du 14 septembre 2011 :

Listening to the Prime Minister, **you would think Australians have been complete environmental vandals** until this government came along with its carbon tax (...) **our emissions intensity is 50 per cent down over the last decade and a half**, and all of that happened without a carbon tax

De cette manière, il critique la façon de Julia Gillard de faire la morale aux Australiens en matière de lutte aux changements climatiques.

Cadres reliés à l'économie

Lorsque Tony Abbott utilise des cadres économiques pour critiquer le plan de tarification carbone du gouvernement Gillard, celui-ci fait surtout référence aux impacts sur les prix (33%) et sur les individus (29%). Il aborde également les impacts sur l'économie nationale (17%), l'impact sur l'industrie et les entreprises (12%) ainsi que sur les emplois (9%), mais dans une moindre mesure. **(Pour le détail des cadres reliés à l'économie utilisés par Tony Abbott, voir Annexe 7)** De façon globale, il utilise beaucoup plus souvent des cadres qui touchent de près les électeurs (c'est-à-dire des cadres liés aux individus, aux emplois et aux prix : 70 %) plutôt des cadres reliés à l'économie en général (impacts sur l'économie nationale, les entreprises et l'industrie : 30%).

Tableau 3. Catégories de cadres économiques utilisés par Tony Abbott

Cadres économiques	Unités	Pourcent.
Économie nationale ; Entreprises ; Industrie	24	30%
Individus ; Emplois ; Prix	57	70%

Tony Abbott a maintes fois cadré la tarification du carbone comme un enjeu négatif pour le portefeuille des ménages à cause de la montée des prix. Pour ce faire, il utilise des cadres reliés à la hausse du coût de la vie en général, mais surtout à l'impact sur les factures en énergie. Selon le chef libéral, cette mesure constitue une attaque contre le mode de vie des Australiens, comme il y fait référence lors du 24 février 2011 « assault on the cost of living of every Australian », « a hit on the Australian people's standard of living » (24 février 2011), ou lors de son allocution du 14 septembre 2011 :

This tax is all about making the essentials of modern life more expensive. (...) This explains the obvious impact that this tax will have on every single Australian's cost of living. (...) All of these prices are going to go up and up and up under a carbon tax.

Il martèle fréquemment que cette mesure aura un impact sur le coût de la vie en général, mais plus particulièrement sur les prix de l'énergie « soaring power bills », « adding an extra \$300 to the average household power bill with her new carbon tax » ou encore « adding an extra 6.5 cents per litre to the cost of petrol with her new carbon tax » (24 février 2011). En ce sens, il défend que c'est le quotidien de tous les Australiens risque d'être bouleversé — comme dans cet extrait du 14 septembre 2011 :

(...) we will not be able to turn on our air conditioner or our heater without being impacted by this tax. We will not be able to get on a bus or a train or, ultimately, drive our cars without being impacted by this tax.

Dans sa rhétorique contre la « taxe » carbone, Tony Abbott s'adresse directement aux individus, qui sont les plus durement impactés par cette mesure selon lui, comme dans cet extrait du 14 septembre 2011 :

(...) more than three million Australian households will be worse off. These are not just rich people. A teacher married to a shop assistant: worse off under the government's package even by the government's own figures. A policeman married to a part-time nurse: worse off, under the government's own figures, thanks to the carbon tax. A single-income family with a child, on the government's own modelling, starts to be worse off from below average weekly earnings. That is what this government is doing to the struggling families, the forgotten families of Australia.

En donnant des images concrètes de ménages qui seront touchés par la tarification du carbone (ex : une enseignante mariée à un conseiller aux ventes, un policier marié à une infirmière à temps partiel ou une famille avec enfant disposant d'un seul revenu), Tony Abbott interpelle directement la classe moyenne et les moins fortunés.

À une échelle plus globale, le chef libéral fait aussi référence aux « effets désastreux » qu'aura la tarification du carbone sur l'économie australienne dans son ensemble — comme dans cet extrait du 21 novembre 2011 : « the hit to Australia's GDP by 2020 will not be \$32 billion; it will be \$180 billion » ou dans cet autre exemple du 14 septembre 2011 :

(...) we are just engaging in a massive transfer of wealth from this country to carbon traders overseas. (...) It will be \$3.5 billion in 2020 to purchase almost 100 million tonnes of carbon credits from abroad. It will be \$57 billion—1½ per cent of gross domestic product—shovelled off abroad by 2050 to purchase some 400 million tonnes of carbon credits from abroad. The Prime Minister claims that we are all going to get richer and richer under this carbon tax. (...) Australia's gross national income per person will be almost \$5,000 less in 2050 with the carbon tax than would be the case without it.

Tony Abbott rappelle aussi que l'industrie des ressources souffrira de cette politique : « damage to the heavy industries », « close down so many mines », « doing this to the cement industry and to the aluminium industry » (14 septembre 2011). Or, ce secteur est un moteur pour la croissance des régions au pays. Mis-à-part le secteur des ressources, le chef libéral souligne que c'est aussi l'ensemble des entreprises, notamment les PME et les manufactures, qui seront pénalisées par la montée des prix : « Australian business, particularly Australian manufacturing business, is under great pressure » (14 septembre 2011), « burdening small business with another new Labor tax at a time when many of them are barely surviving. » (24 février 2011). Il évoque aussi le fait que les entreprises qui œuvrent sur les marchés internationaux seront soumises à une concurrence déloyale puisque les entreprises étrangères

n'auront pas à payer ce même prix sur le carbone, réduisant ainsi la compétitivité des entreprises nationales : « economic cost that won't be shared by our international competitors » (24 février 2011).

Dans la même veine, le chef libéral évoque le cadre des pertes d'emplois générées par l'instauration de la tarification carbone. Tony Abbott dresse un portrait de l'ampleur que pourrait représenter ce phénomène au moyen de statistiques frappantes — comme lors de son allocution du 14 septembre 2011 :

(...) there would be 23,000 fewer jobs across Victoria by 2015 as a result of the carbon tax (...) 31,000 jobs will be lost in New South Wales by 2030 as a result of the carbon tax, with 18,500 in the Hunter Valley alone.

Aussi, pour contrer la rhétorique de Julia Gillard qui évoque la création de nouveaux emplois (*green jobs*), Tony Abbott cherche à déconstruire le cadre de sa rivale travailliste en faisant appel à des études qui démontrent que le nombre d'emplois créé par le virage vert de l'économie reste inférieur aux pertes engendrées — comme lors du 14 septembre 2011 :

She talks about green jobs. A United Kingdom study released in March this year found that for every job created in the renewable energy sector 3.7 existing jobs were lost. A 2009 Spanish study found that for every green job created by subsidies and price supports for renewable power more than two jobs in other industries are lost.

Cadres reliés à l'environnement

Tony Abbott a très peu fait appel à des cadres reliés à l'environnement (15%) pour critiquer la tarification du carbone. Lorsqu'il le fait, il utilise uniquement des cadres reliés au manque d'efficacité de cette politique (100%). Dans les allocutions que nous avons étudiées, il n'a jamais minimisé l'impact des changements climatiques (0%), ni remis en doute la preuve scientifique des changements climatiques (0%). Il a simplement omis d'aborder ces aspects. En d'autres termes, il n'a pas non plus témoigné de craintes à l'égard de ce phénomène, ni soutenu le consensus scientifique par rapport au réchauffement de la planète. **(Pour le détail des cadres reliés à l'environnement utilisés par Tony Abbott, voir Annexe 8)**

Malgré le consensus scientifique sur l'efficacité de la tarification carbone pour réduire les émissions de GES, Tony Abbott a cherché à cadrer cette politique comme une politique coûteuse avec peu d'avantages environnementaux : « this tax is all economic pain for no environmental gain. » (14 septembre 2011) Un élément important de sa rhétorique est qu'il ne nie pas explicitement la nécessité d'agir pour réduire les émissions de GES. Au contraire, il se positionne même en faveur d'alternatives — comme cet exemple du 14 septembre 2011 :

There is a much better way to reduce emissions (...) Australian farmers are planting more trees (...) Australian farmers right now are moving from chemical to organic fertilisers. They are reducing emissions, and they are doing it not because of a carbon tax but because it makes economic and environmental sense. Australian businesses are taking sensible measures to reduce their fuel bills and power bills. (...) Visy are moving from high-emitting power from the Latrobe Valley to power that they are producing by burning the garbage that cannot be recycled.

3.3.3. Comparaison du contenu des allocutions

En comparant le contenu des allocutions de Julia Gillard et Tony Abbott, on s'aperçoit que la première ministre travailliste a principalement cadré la tarification carbone comme étant un enjeu économique alors que son opposant libéral l'a principalement cadré comme un enjeu relié à la légitimité de l'État. (Voir tableau ci-dessous)

Tableau 4. Catégories de cadres utilisés par Julia Gillard et Tony Abbott

Catégories de cadres	Gillard	Abbott
Économie	42%	41%
Environnement	26%	15%
Légitimité de l'État	32%	44%

On remarque que si Julia Gillard a surtout utilisé les cadres reliés à l'économie (42%), elle a aussi fait usage de cadres reliés à la légitimité de l'État (32%) et à l'environnement (26%) dans des proportions équilibrées. Or son opposant Tony Abbott s'est essentiellement concentré sur les cadres reliés à la légitimité de l'État (44%) et sur ceux reliés à l'économie (41%). Il a

beaucoup moins mobilisé de cadres reliés à l'environnement (15%) mais il n'a pas non plus complètement négligé de le faire.

Cadres reliés à l'économie

Lorsqu'ils ont fait appel à des cadres reliés à l'économie, Julia Gillard et Tony Abbott ont plus souvent abordé les impacts sur les individus, sur les emplois et sur les prix plutôt que des impacts sur l'économie nationale, les entreprises et l'industrie. Toutefois, si Julia Gillard l'a fait dans des proportions équilibrées (52% vs. 48%), Tony Abbott a bien plus souvent insisté sur les impacts microéconomiques (70%) plutôt que sur ceux macroéconomiques (30%). (Voir tableau ci-dessous)

Tableau 5. Cadres économiques utilisés par Julia Gillard et Tony Abbott

Cadres économiques	Gillard	Abbott
Économie nationale ; Entreprises ; Industrie	48%	30%
Individus ; Emplois ; Prix	52%	70%

Lorsque Julia Gillard parle des impacts de la tarification carbone sur les individus, les emplois et les prix, elle cherche à *rassurer* la population. Elle répète que d'importants allègements fiscaux accompagneront cette mesure pour « aider » les ménages. Si elle assure que sa politique contribuera à créer de l'emploi, elle mentionne aussi à plusieurs reprises l'importance de *protéger* et de *soutenir* les emplois existants. En utilisant des termes comme *aider* ou *protéger* ou *soutenir* plutôt que des termes comme *renforcer* ou *créer*, cela sous-entend que le portefeuille ou les emplois des individus sont menacés — ce qui pourrait affaiblir l'effet de cadrage que l'on souhaite transmettre au récepteur. De plus, en répétant qu'il y aura bel et bien des impacts sur les prix, elle active le cadre de pensée de la *perte* de pouvoir d'achat chez les individus. En ce sens, même si elle cherche à rassurer les individus que l'impact sur les prix sera modeste et qu'ils seront épaulés grâce à des retours d'impôts, elle stimule en fait leurs craintes en activant leur mécanisme d'aversion à la perte. Ce même mécanisme est particulièrement activé lorsque Tony Abbott utilise des cadres reliés aux

individus, aux emplois et aux prix. En insistant sur le fardeau supplémentaire que représente la tarification carbone pour les individus, en martelant les risques de pertes d'emplois et en faisant craindre une importante montée des prix, le chef libéral active chez les individus les cadres de pensée de la réduction du confort matériel, de la restriction et de la survie économique. Or, par le principe de l'aversion à la perte, les individus sont intéressés par ce qu'ils peuvent gagner et non pas à perdre ce qu'ils possèdent.

Lorsque Julia Gillard parle des impacts de la tarification carbone sur l'économie nationale, les entreprises et l'industrie, cette dernière utilise souvent des termes à connotation positive mais qui situent ces cadres dans le futur : « innovation », « énergies propres de demain », « prospérité future », création de « futures opportunités d'affaires ». Si ces cadres peuvent créer un effet positif chez le récepteur du message, cet effet est à nuancer dans la mesure où la promesse d'une *économie du futur, moderne et propre* est une récompense à long terme et donc éloignée de la réalité des électeurs. À l'opposé, Tony Abbott soulève le spectre d'un ralentissement économique ou même de la diminution de la richesse collective avec l'instauration d'un prix carbone. Cela peut être un cadre efficace, surtout dans un contexte post-crise économique et financière mondiale (2007-2008). Si l'Australie y avait échappé, et que son économie avait été résiliente, c'est notamment grâce à son secteur des ressources, donc à haute intensité carbone — or c'est ce même secteur qui est visé par le plan de tarification carbone de Julia Gillard. Aussi, Tony Abbott insiste sur les effets désastreux que cette mesure aura pour la survie de l'industrie et des entreprises partout au pays. Cette stratégie de cadrage peut ainsi renforcer l'opposition des personnes qui travaillent dans le domaine des affaires ou de ceux qui dépendent directement du secteur des ressources — en déclenchant chez eux un mécanisme de *survie économique*.

Cadres reliés à l'environnement

Julia Gillard et Tony Abbott ont tous les deux peu misé sur des cadres reliés à l'environnement pour dépeindre la tarification du carbone (Gillard : 26%, Abbott : 15%). Lorsqu'elle le fait, la première ministre vante les mérites scientifiques de cette politique et sa capacité à réduire les émissions de GES pour protéger l'environnement et lutter contre les changements climatiques. On suppose que si elle n'a pas exploité davantage cette stratégie

de cadrage, c'est probablement parce qu'elle part du principe que les électeurs qui attendent des actions gouvernementales pour le climat sont déjà plus ou moins acquis à sa cause. À l'opposé, Tony Abbott décrédibilise le plan de Julia Gillard en plaidant qu'il s'agit d'une mesure inefficace pour réduire les émissions de GES. Toutefois, en ne se contentant pas seulement de critiquer sa rivale mais en proposant également des alternatives pour lutter contre les changements climatiques, Tony Abbott tend la main à ceux qui plaident pour davantage protéger l'environnement mais qui craignent des répercussions négatives sur leur bien-être matériel. Avec cette stratégie, le chef libéral ne s'adresse pas à sa base mais plutôt aux électeurs progressistes qui pourraient avoir tendance à voter pour le Parti travailliste.

Cadres reliés à la légitimité de l'État

On remarque que Tony Abbott a plus souvent mobilisé les cadres reliés à la légitimité de l'État que son opposante travailliste (Abbott : 44%, Gillard : 32%). En fait, une fois que Julia Gillard a concédé la terminologie « taxe » à son adversaire Tony Abbott, son destin a été scellé. En adoptant ce terme, la première ministre a contribué à l'efficacité de la rhétorique libérale visant à cadrer la tarification carbone comme un « bris de promesse », c'est-à-dire celle qu'elle a faite durant la campagne électorale de ne pas instaurer une taxe carbone. Le chef libéral a dès lors aussitôt sauté sur l'occasion pour la confronter à ses incohérences :

She would not say the word 'tax' in carbon tax in her press conference, but the shame is starting to get to her, because she just half admitted that it was going to be a tax. 'In effect, a tax' she says! (Abbott, 24 février 2011)

Ainsi, en plus d'attiser les craintes des électeurs envers les répercussions économiques de la tarification carbone, Tony Abbott a aussi — et surtout — participé à éroder la confiance de l'électorat envers la première ministre travailliste, en en faisant un enjeu de démocratie. En utilisant des termes comme « démocratie » et « trahison » pour cadrer cette politique comme étant illégitime, le chef libéral active de puissants cadres de pensée chez les électeurs : soit des valeurs que sont la foi en la démocratie, la confiance envers les élus et le respect des promesses.

Pour justifier la légitimité de sa politique, Julia Gillard a quant à elle misé sur la rationalité de cette politique, c'est-à-dire sur des faits, en rappelant que la tarification carbone s'appuie sur des « principes fondamentaux de l'économie ». Bien que ces propos soient véridiques — puisque basés sur la science économique, il semble peu probable que cette stratégie de cadrage soit efficace pour convaincre les électeurs, en ce sens qu'il s'agit de concepts extrêmement loin de leur réalité. Or, pour qu'un cadre soit efficace, il doit être facilement compréhensible afin de favoriser sa rétention et ainsi permettre sa transition de *cadre de discours vers cadre de pensée*. De plus, Tony Abbott, emprunte des raccourcis facilement mémorisables — tels que « Comment des taxes plus élevées peuvent-elles permettre de créer de l'emploi ? » — ébranlant ainsi le cadre de la rationalité utilisé par son opposante pour justifier la légitimité de la tarification carbone. Julia Gillard a aussi cherché à cadrer sa politique sous l'angle de la légitimité en interpellant sur ce que penseront les générations futures des actions posées par le gouvernement ou encore l'importance d'être « du bon côté de l'histoire ». Toutefois, puisque les gens ont tendance à baser leurs décisions sur une évaluation d'impacts à court terme plutôt que sur le long terme, cette stratégie n'est probablement pas la plus efficace.

En conclusion, on remarque que — quel que soit la catégorie de cadres mobilisée — Julia Gillard met souvent de l'avant des *faits* basés sur la science, qu'elle soit économique ou environnementale. Coûte que coûte, la première ministre a cherché à défendre le bien-fondé de cette politique publique alors que son opposant libéral en a fait un enjeu de démocratie en martelant que le gouvernement n'avait pas la légitimité à aller de l'avant avec cette politique puisqu'il ne respectait pas ses promesses. Toutefois, comme le rappelle George Lakoff (2012), les conservateurs offrent des valeurs alors que les progressistes proposent des politiques. Or dans cette compétition, ce sont souvent les valeurs qui gagnent. La première ministre Gillard aurait peut-être eu à gagner à mettre autant d'énergie dans la manière de véhiculer son message qu'elle n'en a investi à défendre des *faits*.

Chapitre 4. Le prix du carbone au Canada

En septembre 2019, l'agence de sondage Angus Reid révélait que 70% de la population canadienne pensent que les changements climatiques doivent être une priorité absolue, alors que 60% estiment que le développement du secteur pétrolier et gazier devrait aussi être une priorité (Angus Reid Institute 2019). Cela illustre une dichotomie frappante au pays, qui s'explique notamment par le fait que l'économie canadienne dépend largement du secteur énergétique, et surtout du pétrole.

L'or noir est à ce point important pour l'économie du pays que sa devise est souvent qualifiée de pétrodollar. En 2018, le Canada était le sixième producteur mondial d'énergie, le cinquième exportateur net et se situait au huitième rang des consommateurs à l'échelle globale. La même année, le secteur énergétique a contribué à hauteur de 221 milliards de dollars au produit interne brut (PIB) nominal canadien, ce qui représente 10,6 % de la valeur totale du PIB nominal (Ressources naturelles Canada 2019). L'industrie pétrolière est existentielle en Alberta, où le secteur des énergies fossiles et des mines compte pour le quart de l'économie (Desrosiers 2019). En effet, en 2018, la province dont le secteur énergétique a le plus contribué au PIB nominal canadien était l'Alberta, avec plus de 75,2 milliards de dollars. Suivaient l'Ontario avec une contribution de près de 21,5 milliards de dollars, le Québec avec 17,8 milliards, la Colombie-Britannique avec près de 15,4 milliards et la Saskatchewan avec plus de 13 milliards de dollars (Ressources naturelles Canada 2019). L'importance du secteur de l'énergie pour l'économie du Canada se traduit notamment par l'importance du nombre d'emplois qui y sont reliés. En 2018, les emplois au sein du secteur énergétique se chiffraient à 832 394 — ce qui représente environ 4,5 % du total des emplois dénombrés au pays la même année. Le nombre le plus important d'emplois dans le secteur énergétique était en Alberta, avec 149 629 emplois; suivi de l'Ontario avec 43 446 emplois et du Québec, avec 28 724 emplois (Ressources naturelles Canada 2019).

Ainsi, dans un contexte économique à forte intensité carbone, comment l'élite politique canadienne cadre-t-elle l'enjeu de la tarification carbone ? Comme nous l'avons fait dans le précédent chapitre pour l'Australie, nous répondrons désormais à cette question d'une perspective canadienne. Nous commencerons par présenter les grandes tendances de la

pollution atmosphérique au pays, avant de rappeler les grandes étapes politiques de la lutte aux changements climatiques au Canada. Nous focaliserons notre étude sur le gouvernement de Justin Trudeau (2015-2019) afin d'analyser le message des promoteurs et des opposants de cette politique publique durant cette période.

4.1. La pollution atmosphérique au Canada

En 2018, l'ensemble des émissions de GES du Canada s'élevaient à 729 mégatonnes d'équivalent en dioxyde de carbone (Mt d'éq. CO₂) – ce qui équivaut à 19,7 tonnes par habitant. Mais les émissions de GES ne sont pas homogènes aux quatre coins du pays. Certaines provinces sont plus polluantes que d'autres. En 2018, l'Alberta est celle qui émis le plus de GES (avec 272,6 Mt d'éq. CO₂ soit 37,4% des émissions du pays), suivaient l'Ontario (165 Mt ; 22,6%), le Québec (82,6 Mt ; 11,3%), la Saskatchewan (76,4 Mt; 10,5%) et la Colombie-Britannique (65,5 Mt ; 9 %). À elles seules, ces 5 provinces ont rejeté environ 91 % des émissions nationales totales du Canada durant l'année 2018. (Environnement et Changement Climatique 2020)

Entre 1990 et 2018, les émissions de GES ont augmenté de 20,9 % au Canada. Leur croissance durant cette période est principalement attribuable à l'augmentation des émissions provenant du secteur des mines, de l'exploitation pétrolière et gazière en amont ainsi que du secteur des transports. En 2018, le secteur de l'exploitation pétrolière et gazière ainsi que le secteur des transports ont été les plus importants émetteurs de GES au Canada. Ensemble, ils ont contribué pour plus de la moitié des émissions totales du pays (Environnement et Changement Climatique Canada 2020).

Dans son engagement pris lors de l'Accord de Paris, le Canada prévoit réduire les émissions de GES de 30 % par rapport au niveau de 2005 d'ici 2030 – ce qui correspond aux cibles du gouvernement Harper. Cela se traduirait par une cible d'émissions de 513 mégatonnes de CO₂ en 2030 (Directeur Parlementaire du Budget 2019). Or selon les prévisions actuelles d'Environnement et Changement climatique Canada, les émissions de GES passeront de 704 mégatonnes en 2016 à 592 mégatonnes en 2030, compte tenu du plan

national de tarification du carbone mis en place par Trudeau.²⁸ Ainsi, malgré les mesures supplémentaires mises en place pour réduire les émissions de GES, les efforts du Canada demeurent insuffisants et le pays est en voie de ne pas respecter l'engagement qu'il a pris dans l'Accord de Paris. Il demeure un « écart de 79 Mt d'émissions de GES par rapport à la cible de l'Accord de Paris en 2030 selon les politiques et les mesures actuelles » selon le directeur parlementaire du budget (2019).

4.2. Ottawa et la lutte aux changements climatiques

En 1997, le premier ministre libéral Jean Chrétien signe le Protocole de Kyoto. Il n'introduit cependant aucune politique climatique détaillée susceptible de permettre l'atteinte des réductions d'émissions promises (Harrison 2007, 99). Le premier ministre Stephen Harper, qui arrive au pouvoir en 2006, s'oppose fortement à l'accord de Kyoto. Déjà en 2002, dans une lettre envoyée aux membres de son défunt parti, l'Alliance canadienne, Harper avait tourné l'entente en ridicule et remis en question la preuve scientifique des changements climatiques. Dans cette lettre qu'il signe de sa main, on y lit : « Kyoto est essentiellement un complot socialiste qui vise à soutirer des fonds aux pays les plus riches. La mise en application [du traité] nuirait gravement à l'industrie des hydrocarbures, qui est essentielle aux économies de Terre-Neuve-et-Labrador, la Nouvelle-Écosse, la Saskatchewan, l'Alberta et la Colombie-Britannique. Les travailleurs et les consommateurs de partout au Canada y perdront » (Le Devoir 2007). Il reproche à l'accord de n'imposer de cibles de réduction des émissions de GES qu'à une poignée de pays mais pas aux plus grands pollueurs mondiaux, comme les États-Unis, la Chine et l'Inde. En 2007, il qualifie le protocole de Kyoto « d'erreur à ne pas répéter » (Shields 2007).

Aux élections fédérales de 2008, la tarification du carbone est un thème clé des partis. Le chef des libéraux, Stéphane Dion, promet une taxe carbone lors de sa campagne, mais son parti est battu à plate couture par les conservateurs²⁹. Harper, à l'image de son opposant néo-démocrate Jack Layton, promet un système de plafonnement et d'échange – car à l'époque, le gouvernement des États-Unis penche lui aussi vers l'adoption de ce type de plan. Cependant,

²⁸ Ces projections pour 2030 tiennent aussi compte de la contribution du secteur Affectation des terres, au changement d'affectation des terres et foresterie (ATCATF).

²⁹ Le PCC remporte 143 sièges, le PLC en obtient 77, le Bloc québécois 49 et le Nouveau parti démocratique 37.

une fois élu, Harper abandonne l'idée en voyant que les efforts américains en la matière n'aboutissent pas.

Lors du sommet de l'ONU à Copenhague en 2009, Harper accepte de fixer un objectif de réduction des émissions, mais il n'instaure pas les politiques nécessaires pour l'atteindre (McCarthy 2019). Reconduit au pouvoir lors des élections fédérales de 2011, Stephen Harper et son gouvernement décident de se retirer du protocole de Kyoto la même année. C'est le ministre des finances de l'époque, Peter Kent, qui en fait l'annonce le 12 décembre. Selon lui, le Canada ne sera jamais en mesure de respecter les engagements pris à Kyoto sans faire des choix « radicaux » et « irresponsables ». Selon lui, pour réduire les émissions de gaz à effet de serre de 6% par rapport au niveau 1990, « il faudrait retirer chaque voiture et camion des routes du pays » (Croteau 2011). Le retrait du protocole de Kyoto est puissamment dénoncé par les groupes écologistes et les partis d'opposition.

Les élections fédérales de 2015 surviennent à l'aube de la COP21 à Paris, alors qu'un effort international s'organise pour le climat. Le gouvernement de Stephen Harper est critiqué pour son manque d'action en la matière. Durant la campagne, le chef libéral Justin Trudeau promet de travailler avec les provinces sur l'adoption d'un plan national de tarification du carbone qui permettra à celles-ci d'imposer leur propre système à condition qu'il respecte les normes fédérales. Le Nouveau parti démocratique de Thomas Mulcair accuse le Parti libéral de s'en remettre aux provinces et de n'avoir aucun plan réel pour la tarification du carbone. Comme son prédécesseur Jack Layton, Mulcair propose plutôt un plan de plafonnement et d'échange national. Les conservateurs de Stephen Harper, quant à eux, brandissent la menace d'une « taxe tueuse d'emplois » et promettent de mettre en œuvre un arsenal législatif sur les émissions industrielles (McCarthy 2019). Mais après une décennie de règne conservateur, le Parti libéral de Justin Trudeau remporte les élections fédérales de 2015. Lorsque Justin Trudeau prend les rênes du pouvoir, trois provinces – l'Alberta, la Colombie-britannique et le Québec – ont déjà mis en place un système de tarification du carbone et une quatrième, l'Ontario, est en passe de mettre en œuvre un plan. À l'époque, les autres provinces – que l'on nommera plus tard les provinces récalcitrantes – ne sont pas pourvues d'un système de tarification du carbone.

Peu de temps après son élection, le premier ministre Trudeau se présente à la Conférence de Paris de 2015 sur les changements climatiques – COP21 du 30 novembre au

12 décembre – accompagné de plusieurs premiers ministres provinciaux, dont Christy Clark de la Colombie-Britannique, Rachel Notley de l'Alberta, Brad Wall de la Saskatchewan, Kathleen Wynne de l'Ontario et Philippe Couillard du Québec. À l'ouverture de la conférence des parties, Trudeau prononce une allocution lors de la séance plénière et réitère l'engagement du Canada à « en faire davantage pour s'attaquer au problème mondial que représentent les changements climatiques. » Il souligne que « le Canada assumera un nouveau rôle de leadership à l'échelle internationale » et en profite pour renouveler sa promesse d'instaurer un plan national de tarification du carbone, en collaboration avec les provinces (Trudeau 2015).

Après deux semaines d'intenses négociations, la COP21 se conclut par un accord accepté sans objection par les 195 États des Nations Unies. L'entente internationale prévoit de limiter l'augmentation de la température moyenne de la planète à moins de 2 °C et tous les pays s'engagent à réduire leurs émissions de GES. Le Canada promet ainsi de réduire ses émissions de 30 % d'ici 2030 par rapport à leur niveau de 2005. Si cet accord marque une étape sans précédent dans la lutte mondiale contre les changements climatiques, il représente également un tournant pour la diplomatie canadienne du jeune gouvernement Trudeau, qui s'inscrit dans la rupture avec le précédent gouvernement Harper, habituellement hostile à ce genre d'exercice. D'ailleurs, preuve du leadership exercé par la délégation canadienne à Paris, c'est la ministre de l'Environnement, Catherine McKenna, qui est choisie comme facilitatrice pour rapprocher les parties par le président de la conférence Laurent Fabius (Bergeron 2015).

Trois mois après la Conférence de Paris, Justin Trudeau invite les premiers ministres provinciaux à Vancouver, en Colombie-Britannique. À l'issue de cette réunion, les parties s'entendent sur la nécessité de mettre en place une stratégie nationale afin que le Canada puisse atteindre ses objectifs de réduction d'émissions d'ici 2030. Dans la déclaration de Vancouver, les premiers ministres s'engagent à « assurer une transition vers une économie sobre en carbone en adoptant une vaste gamme de mesures appropriées au pays, notamment à l'aide de mécanismes d'instauration d'un prix sur le carbone adaptés aux circonstances de chaque province et de chaque territoire » (Déclaration de Vancouver 2016). Le premier ministre Trudeau ne parvient cependant pas à rallier ses homologues provinciaux pour s'entendre sur un prix national minimal du carbone – une promesse formulée par le chef libéral durant la campagne fédérale. Les premiers ministres provinciaux Brad Wall, de la Saskatchewan, et Stephen McNeil, de la Nouvelle-Écosse, font notamment partie des voix qui

s'y opposent (Bailey et McCarthy 2016). La détermination du gouvernement d'Ottawa à exiger de toutes les provinces et de tous les territoires qu'ils se préparent à une tarification générale du carbone attise la crainte des récalcitrants à un tel système. Regroupés derrière le premier ministre de la Saskatchewan Brad Wall et la chef intérimaire du Parti conservateur fédéral Rona Ambrose, les opposants à la tarification du carbone soutiennent que cette politique infligerait un handicap supplémentaire aux économies de l'Ouest déjà affaiblies par la baisse des prix du pétrole (McCarthy 2017).

Le 18 septembre 2016, en entrevue à l'émission *Question Period*, sur les ondes de CTV, la ministre McKenna, fait savoir que les provinces qui n'ont toujours pas fait le saut dans le marché du carbone n'auront bientôt plus le choix. Elle déclare qu'Ottawa compte imposer un prix minimum sur le carbone à toutes les provinces qui n'en établiront pas un elles-mêmes, et ce, dès l'automne 2016 (Ferraris 2016).

Ce n'est que quelques semaines plus tard, soit le 3 octobre, que le Premier ministre Trudeau annonce à la Chambre des communes que les provinces disposent de 2 ans pour établir un plan de tarification du carbone. Trudeau annonce qu'Ottawa imposera un prix sur le carbone fixé à 10 \$ la tonne aux provinces qui n'auront pas mis en place un système de tarification d'ici 2018. Le prix augmentera par la suite de 10 \$ par année, pour atteindre 50 \$ en 2022. Cette mesure fait dérailler la rencontre des ministres de l'Environnement du pays, réunis à Montréal pour élaborer un plan national de lutte contre les changements climatiques. Les ministres de l'Environnement de la Nouvelle-Écosse, de la Saskatchewan et de Terre-Neuve-et-Labrador quittent la rencontre en critiquant sévèrement la décision du fédéral, qui prend tout le monde de court (Ferraris 2016). Faisant fi de la colère de certaines provinces, le premier ministre Justin Trudeau défend son plan national de tarification du carbone, affirmant que l'environnement n'est pas une compétence exclusive des provinces et qu'Ottawa a l'obligation d'agir pour respecter ses engagements internationaux.

Si l'échéancier fixé par le gouvernement fédéral est retardé d'une année, l'imposition d'un prix national sur le carbone est toutefois maintenue. Si bien que le 23 octobre 2018, le premier ministre Trudeau dévoile son plan de tarification carbone pour les « provinces récalcitrantes », c'est-à-dire celles qui n'ont pas instauré leur propre système à l'échelle provinciale : soient l'Ontario, le Nouveau-Brunswick, le Manitoba, la Saskatchewan – et

l'Alberta depuis que le gouvernement de Jason Kenney a supprimé la taxe carbone provinciale à la fin du mois de mai 2019.

Le système fédéral de tarification du carbone s'articule autour de deux volets. Le plan prévoit d'abord un système d'échange des droits d'émissions de GES pour les entreprises les plus polluantes – comme les cimenteries, les mines ou les producteurs d'engrais – qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019. Le plan comporte également une redevance – ou taxe – sur les combustibles pour les producteurs et les distributeurs qui entre en vigueur dès le 1^{er} avril 2019. Cette redevance sur les combustibles – tels que le pétrole, le gaz naturel, le mazout ou kérosène – est fixée à un niveau de départ de 20 dollars par tonne d'émissions de CO₂. Avec une augmentation graduelle de 10 dollars par année, la taxe devrait atteindre 50 dollars la tonne en avril 2022. Cela équivaut, à la pompe, à une taxe d'environ 4 cents et demies par litre d'essence en 2019, qui grimpera jusqu'à 11 cents en avril 2022.

Selon le gouvernement fédéral, pas moins de 90 % des recettes provenant de la tarification du carbone seront directement remises aux contribuables des provinces touchées en vertu du programme *Incitatif à agir pour le climat*. Selon la méthode de calcul du fédéral, en 2019, un ménage moyen doit recevoir 300 \$ en Ontario, contre 248 \$ au Nouveau-Brunswick, 336 \$ au Manitoba et 598 \$ en Saskatchewan³⁰. Les sommes augmenteront dans les années suivantes afin de prendre en compte les produits directs issus de la redevance sur les combustibles. Ces remises d'argent permettront notamment aux ménages de couvrir la hausse du prix de l'essence et des coûts de chauffage. L'autre portion des revenus – c'est-à-dire le dixième restant – sera versée aux universités, hôpitaux, écoles, municipalités, organismes à but non lucratif et communautés autochtones pour qu'ils puissent accroître leur efficacité énergétique et diminuer leurs émissions de GES.

³⁰ En Ontario, au Nouveau-Brunswick, au Manitoba et en Saskatchewan, les premiers paiements de l'incitatif à agir pour le climat ont été versés au début de l'année 2019, par le mécanisme des déclarations de revenus des particuliers pour 2018. En Alberta, ces paiements seront versés à compter du début de 2020, par le mécanisme des déclarations de revenus des particuliers pour 2019. Exceptionnellement, les versements pour les Albertains tiendront compte des revenus générés par la tarification carbone au cours d'une période de 15 mois. Cette période se compose de 3 mois (de janvier à mars 2020) où le prix du carbone s'élève à 20 \$ la tonne et de 12 mois (d'avril 2020 à mars 2021) où il s'élève à 30 \$ la tonne. En somme, un ménage moyen albertain touchera 880 \$ au début de 2020 (ce qui correspond à 126 \$ pour la période de janvier à mars 2020 et 754 \$ pour la période d'avril 2020 à mars 2021).

Pour promouvoir ce nouveau système, des publicités radiophoniques ont été diffusées, à partir du 4 mars 2019, dans toutes les provinces récalcitrantes³¹ où le gouvernement fédéral a imposé son plan de tarification du carbone. La publicité variait selon la province dans laquelle elle était diffusée pour ajuster le prix qu'une famille typique de quatre enfants serait supposée recevoir. Ladite annonce radiophonique avait pour intitulé « Un plan efficace » en français ou « strong plan » en anglais :

Ici Justin Trudeau. Les changements climatiques sont un problème **concret et grave**. Nous avons un **plan efficace** pour y remédier. Appuyé par des **scientifiques** et des **économistes** éminents, notre plan fait **payer les pollueurs et redonne l'argent à la population**. En Ontario, une famille typique de quatre personnes recevrait plus de trois cents dollars cette année. Certains politiciens veulent revenir à l'**ère Harper**, quand la **pollution était gratuite**. Nous devons **faire mieux** – nos **enfants** comptent sur **nous**.

Le texte récité par le premier ministre Trudeau est un exemple frappant des différents cadres auquel les promoteurs de la tarification carbone font appel. Ici, le texte qu'il récite est jalonné d'appels au sentiment d'urgence – « un problème concret et grave », de références à l'efficacité et à la pertinence du plan – « un plan efficace (...) appuyé par des scientifiques et des économistes éminents », ou encore d'allusions à notre responsabilité d'agir – « faire mieux [pour] nos enfants ». Surtout, le premier ministre insiste sur les sommes d'argent qui seront reversées aux familles – une façon de parer la tactique des opposants à la tarification carbone qui cadrent cette politique comme une charge fiscale supplémentaire pour les contribuables.

Au-delà de cet exemple, on étudiera dans la prochaine partie les différents cadres utilisés par les promoteurs et les opposants à la tarification du carbone au Canada.

³¹ Ici, les provinces récalcitrantes auxquelles nous faisons référence sont l'Ontario, le Nouveau-Brunswick, le Manitoba et la Saskatchewan. À l'époque, le gouvernement albertain n'avait pas encore aboli sa taxe carbone provinciale.

4.3. Le cadrage de la tarification carbone sous le gouvernement Trudeau

Dans cette partie, on s'intéresse aux cadres utilisés par Justin Trudeau et Andrew Scheer lorsqu'ils abordent la tarification du carbone à la Chambre des communes à Ottawa. Pour ce faire, on a recensé l'ensemble de leurs allocutions en chambre lors desquelles ils ont fait référence à cette politique sous la 42^{ème} législature canadienne – soit entre le 3 décembre 2015 et le 11 septembre 2019.

D'abord, on s'intéresse à la terminologie utilisée par les deux chefs pour désigner cette politique. On fait le constat frappant que les deux chefs utilisent des termes tout à fait distincts. Alors que le chef conservateur Andrew Scheer fait exclusivement référence à cette politique comme étant une « taxe carbone » — à l'exception d'une fois où il utilise le mot « prix », le chef libéral Justin Trudeau y fait presque exclusivement référence comme étant une « tarification » ou un « prix » sur « la pollution causée par le carbone. » (Voir tableau ci-dessous)

Tableau 6. Terminologies utilisées par Justin Trudeau et Andrew Scheer

Terminologies	Trudeau	Scheer
Tarification carbone ou prix sur la pollution carbone	93%	1%
Taxe carbone	4%	99%
Marché du carbone	1%	0%
Système de plafonnement et d'échange	1%	0%
Plancher pour la pollution	1%	0%

On comprend donc que le chef conservateur Andrew Scheer, en utilisant le mot « taxe » et en excluant la terminologie de son opposant, fait tout pour cadrer cette politique comme étant un fardeau fiscal supplémentaire pour les ménages et les entreprises. À l'inverse, le chef libéral Justin Trudeau, évite au maximum l'utilisation du mot « taxe » dont il sait que la connotation est négative pour la population. Toutefois, il s'est quelquefois mépris à emprunter ce terme en chambre — comme le 5 octobre 2016 :

Le très hon. Justin Trudeau : Monsieur le Président, les Canadiens veulent que la croissance économique et la création de bons emplois aillent de pair avec la protection de l'environnement. C'est exactement ce que vise le gouvernement actuel en faisant preuve d'un leadership qui a trop longtemps fait défaut au gouvernement précédent. Nous pouvons aussi donner l'assurance que **cette taxe...**

Des voix : Oh, oh!

Le très hon. Justin Trudeau : ... **cette tarification du carbone** [...]

En utilisant le mot « taxe » par mégarde — et en se corrigeant aussitôt — Justin Trudeau a déclenché des esclaffements du côté de l'opposition, manifestement ravie de voir le chef libéral concéder l'utilisation du mot « taxe ». Si cet évènement reste anecdotique, le fait qu'il ait rapidement voulu corriger le tir démontre que les libéraux cherchent à tout prix d'éviter d'étiqueter leur politique comme une taxe. Dans l'ensemble, c'est à-dire dans plus de 90% du temps, Justin Trudeau à utiliser les termes « tarification » ou « prix » sur « la pollution causée par le carbone. » À de rares occasions, il a fait mention des expressions « marché carbone » ou « système de plafonnement et d'échange » mais dans ces cas précis, il décrivait les mécanismes qui pouvaient être mis en place par les provinces si elles ne souhaitaient pas être soumises au système fédéral.

Par ailleurs, en étudiant la terminologie utilisée par Justin Trudeau, on décèle également une autre tendance intéressante : à partir du mois de mai 2018, le chef libéral abandonne le mot « carbone » de sa terminologie et se contente d'utiliser les expressions « tarification de la pollution » ou « prix sur la pollution ». On peut interpréter cela comme une volonté de s'éloigner davantage de la terminologie « taxe carbone » prônée par ses adversaires.

Au-delà de la terminologie utilisée par les deux chefs, on s'intéresse également aux cadres utilisés par ces derniers pour dépeindre la tarification du carbone. Dans les pages qui suivent, on se penche sur les tendances décelées dans leurs stratégies de cadrage.

4.3.1. Les cadres de Justin Trudeau

De façon générale, Justin Trudeau a surtout mobilisé des cadres reliés à l'économie (38%) ainsi qu'à l'environnement (35%), sans pour autant négliger ceux reliés à la légitimité de l'État (27%).

Cadres économiques

Lorsque Justin Trudeau utilisait des cadres économiques pour décrire sa politique, il parlait majoritairement des impacts sur l'économie nationale (46%). Dans une moindre mesure, il a parlé des impacts sur les individus (25%), des impacts sur les emplois (15%), des impacts sur l'industrie et les entreprises (11%) et des impacts sur les prix (3%). **(Pour le détail des cadres économiques utilisés par Justin Trudeau, voir Annexe 9)** De façon globale, il a plus souvent utilisé des cadres reliés à l'économie en général (impacts sur l'économie nationale, les entreprises et l'industrie : 56%) plutôt que des cadres qui touchent de près les électeurs (c'est-à-dire des cadres liés aux individus, aux emplois et aux prix : 44 %).

Tableau 7. Catégories de cadres économiques utilisés par Justin Trudeau

Cadres économiques	Unités	Pourcent.
Économie nationale ; Entreprises ; Industrie	144	56%
Individus ; Emplois ; Prix	111	44%

Pour vanter les mérites de son plan de tarification carbone, le premier ministre libéral a beaucoup insisté sur les retombées positives d'un tel plan sur l'ensemble de l'économie canadienne. Il réitère ainsi l'importance de « bâtir une économie propre » (3 octobre 2016), « l'économie solide de demain » (23 avril 2018), « économie dynamique » (7 mai 2018) grâce à une mesure « stimulant la croissance économique pour répondre à nos besoins futurs. » (14 février 2017) Justin Trudeau rappelle aussi à de nombreuses reprises que l'économie et l'environnement sont indissociables : « un environnement propre et une économie forte vont de pair » (3 octobre 2016), « il faut bâtir une économie forte et protéger l'environnement en même temps » (3 octobre 2016), « pour bâtir une économie solide, nous devons protéger

l'environnement » (3 octobre 2016), « un avenir économique plus solide et un environnement plus sain » (4 octobre 2016), « C'est bon pour l'économie. C'est bon pour l'environnement. » (4 octobre 2016) Il insiste sur le fait que la tarification carbone aura des effets positifs sur l'économie canadienne grâce à l'innovation. Il défend que cette politique permet « d'encourager », de « créer », de « stimuler » et de « favoriser » l'innovation « parce que les entreprises devront trouver de nouvelles façons de réduire leurs émissions et de moins polluer. » (3 octobre 2016). Le chef libéral ajoute que cette innovation permet notamment d'encourager la transition énergétique et d'accélérer le *virage vert* de l'économie : « transition vers une économie plus verte » (31 octobre 2018), « transition vers l'économie à faibles émissions de carbone » (28 novembre 2018), « les marchés (...) se tournent vers des options plus propres et plus durables » (3 octobre 2016).

Justin Trudeau fait aussi fréquemment référence au fait que son plan de tarification carbone est positif pour les individus puisque une aide aux familles et des retours d'impôts pour les ménages sont inclus dans son plan. Il rappelle que son système prévoit de « redonner cet argent aux citoyens » (3 octobre 2018), notamment par « le versement direct de fonds aux ménages auxquels s'applique le filet de sécurité fédéral » (24 octobre 2018) afin de « soutenir les familles durant cette transition importante que connaissent nos économies » (24 octobre 2018). Le premier ministre libéral va même jusqu'à dire que son plan permet de mettre « de l'argent dans les poches des Canadiens » (24 octobre 2018) puisque « les ménages canadiens recevront plus d'argent sous forme d'incitatif à agir pour le climat qu'ils n'en paieront sous forme de tarification de la pollution » (12 décembre 2018). Ainsi, il qualifie son plan comme étant bon « pour les contribuables de la classe moyenne et ceux qui travaillent fort pour en faire partie », pour « les familles » et pour « les plus vulnérables » (5 octobre 2016).

Le chef libéral cadre également sa politique comme ayant un impact positif pour l'emploi. Il mentionne d'ailleurs que :

(...) des centaines de milliers de bons emplois bien rémunérés s'offriront au Canada si nous prenons les mesures qui s'imposent. Des emplois seront notamment offerts dans le secteur de l'ingénierie, de la conception et de la programmation, dans le secteur de la fabrication, que ce soit pour la production de panneaux solaires ou de véhicules électriques, ainsi que dans le secteur des biocarburants, qu'il s'agisse d'activités de recherche ou de transformation (Trudeau, 3 octobre 2016).

En ce sens, Justin Trudeau insiste sur les retombées positives de la tarification carbone pour la « création d'emplois pour la classe moyenne » (4 octobre 2016), pour « garanti[r] de bons emplois aux Canadiens » (3 octobre 2016), c'est-à-dire des « emplois verts » (7 mars 2017), de « meilleurs emplois » (7 mars 2017), des « emplois propres dont l'avenir dépend » (4 octobre 2016).

Pour le chef libéral, le plan de tarification du carbone sera bénéfique pour les entreprises, en ce sens qu'il créera de nouvelles opportunités de marchés : « nous ouvrons la porte à de nouvelles occasions (...) [les entreprises canadiennes] sont impatientes de profiter des occasions liées à une économie à croissance propre » (3 octobre 2016). Dans la même veine, il ajoute que cette mesure permet d'améliorer la compétitivité — plutôt que de la compromettre :

(...) fixer une tarification sur la pollution causée par le carbone nous donnera un avantage important alors que nous bâtissons une économie à croissance propre.
(...) Cela rendra aussi nos entreprises plus compétitives (Trudeau, 3 octobre 2016).

Par ailleurs, Justin Trudeau assure que son plan assurera « une plus grande stabilité et une meilleure prévisibilité » (3 octobre 2016) pour les entreprises. Il rappelle aussi que son plan a le soutien de grandes entreprises au Canada :

(...) des dirigeants d'entreprises de partout au pays se sont prononcés en faveur de la tarification du carbone : des leaders de la vente au détail, comme Canadian Tire, Loblaws, Ikea et Air Canada; des producteurs d'énergie, comme Enbridge, Shell et Suncor; des entreprises du secteur des ressources naturelles, comme Barrick Gold Corporation, les Produits forestiers Résolu et Teck Resources; et des institutions financières comme BMO, Desjardins, la Banque Royale, la Banque Scotia et TD Canada Trust (Trudeau, 3 octobre 2016).

Il spécifie aussi que la tarification carbone encouragera l'industrie et les entreprises à adopter des processus plus écoresponsables en encourageant celles avec des comportements respectueux de l'environnement et en faisant payer celles aux processus de production polluants :

Nous avons fixé une cible pour faire en sorte que les industries réduisent leur pollution. Si elles n’y arrivent pas, elles vont devoir payer le prix. Si elles surpassent la cible, en innovant par exemple, elles seront récompensées (Trudeau, 31 octobre 2018).

En plus de dire que « ce seront les entreprises qui polluent le plus qui paieront la note » (12 décembre 2018), Justin Trudeau rassure aussi les PME en leur garantissant que son plan « prévoit de réserver 1,45 milliard de dollars des recettes de la taxe sur le carbone pour appuyer les petites et moyennes entreprises » (24 octobre 2018).

À de rares occasions, le chef libéral s’aventure à parler de l’impact direct de son plan sur les prix. Lorsqu’il le fait, il s’y prend de façon évasive pour expliquer que la pollution ne peut plus être « gratuite » (24 octobre 2018) et qu’il faut appliquer le « concept du pollueur-payeur » (18 septembre 2018) : « Polluer étant gratuit, il y a beaucoup de pollution. En mettant un prix sur la pollution, nous la faisons diminuer » (31 octobre 2018). Ce faisant, cela amènera « les citoyens à prendre de meilleures décisions » plaide-t-il. (23 mai 2018)

Cadres reliés à l’environnement

Lorsque Justin Trudeau utilisait des cadres reliés à l’environnement pour décrire sa politique, il a essentiellement abordé l’efficacité et bénéfices environnementaux de cette politique (86%). Plus rarement, il a fait référence aux impacts des changements climatiques (11%) et à la preuve scientifique du réchauffement planétaire (3%). **(Pour le détail des cadres reliés à l’environnement utilisés par Justin Trudeau, voir Annexe 10)**

Justin Trudeau insiste souvent sur l’efficacité de la tarification carbone pour réduire les émissions de GES. Il rappelle l’importance de « réduire les émissions » (31 octobre 2018) et ce « dans tous les secteurs » (12 décembre 2018). Il explique qu’il y a « trop de pollution, et [que] c’est en mettant un prix sur la pollution que nous arriverons à la réduire » (7 novembre 2018) puisqu’il s’agit du « moyen le plus efficace » (31 octobre 2018) et d’un « plan concret » pour y parvenir (20 juin 2018). Il insiste qu’il s’agit de « la meilleure façon de réduire nos émissions de gaz à effets de serre » (12 décembre 2018) afin de « lutter contre les changements climatiques » (20 juin 2018) et « protéger notre environnement » (3 octobre

2016). Il martèle aussi fréquemment qu'il est « nécessaire de protéger l'environnement pour bâtir solidement l'économie de l'avenir » (14 février 2017).

À plusieurs reprises, Justin Trudeau a fait appel à la stratégie de cadrage consistant à insister sur les effets néfastes des changements climatiques, en citant des exemples concrets des menaces que représentent les changements climatiques pour l'environnement et la société – comme dans cet exemple :

(...) les Canadiens sont inquiets au sujet des changements climatiques, des feux de forêt, des inondations, de la drogue et de l'augmentation du nombre d'ouragans au sud de notre frontière.

(...) [Les conservateurs] ne considèrent pas cet enjeu comme important. Ils devraient en parler avec les gens de la Colombie-Britannique qui sont aux prises avec des feux de forêt tous les étés. Ils devraient en parler avec les habitants de la Saskatchewan qui doivent gérer des inondations. Ils devraient en parler avec la population du Manitoba qui vit des périodes de sécheresse. Ils devraient en parler avec les Canadiens d'un océan à l'autre qui savent que les changements climatiques sont réels. (24 octobre 2018)

Il cadre la pollution par le carbone et les changements climatiques comme « une crise qu'il faut résoudre » (7 novembre 2018), « l'enjeu le plus urgent auquel notre planète doit faire face » (31 octobre 2018), « le plus grand défi mondial de notre époque » (24 octobre 2018), « la plus grande menace contre l'espèce humaine à l'échelle planétaire » (7 novembre 2018) ou encore « la plus grande menace qui plane sur la planète à l'heure actuelle » (7 novembre 2018). Il justifie la pertinence de la tarification carbone sur le plan de la santé publique dans le sens où elle permet de limiter les effets des changements climatiques dont les « conséquences sur la santé humaine [...] sont énormes et dévastatrices » (3 octobre 2016). Il rappelle ainsi que :

Tarifier le carbone est un moyen efficace de réduire la pollution qui menace la qualité de l'air et de l'eau des océans. Tout juste la semaine dernière, l'Organisation mondiale de la Santé a publié un rapport selon lequel neuf personnes sur dix vivent dans des endroits où la qualité de l'air est mauvaise. Les conséquences sur la santé humaine en sont énormes et dévastatrices. Chaque année, 3 millions de décès sont liés à la pollution de l'air. Nous devons et nous allons faire mieux. (3 octobre 2016)

À quelques reprises, Justin Trudeau rappelle qu'il appuie le consensus scientifique considérant le réchauffement planétaire comme étant un phénomène anthropogénique causé par l'abondance des émissions de GES dans l'atmosphère pour justifier sa volonté d'aller de l'avant avec la tarification du carbone. Il rappelle ainsi que « les changements climatiques sont réels » (24 octobre 2018), que les libéraux « ne bouderon[t] pas la science » (3 octobre 2016) et qu'il « n'est pas possible de nier les effets du changement climatique (...) [puisqu'il] est réel et partout. » (3 octobre 2016)

Cadres reliés à la légitimité de l'État

Lorsque Justin Trudeau utilisait des cadres reliés à la légitimité de l'État pour décrire sa politique, il faisait surtout appel à la responsabilité de l'État d'aller de l'avant avec cette mesure (49%) ainsi qu'au leadership national dont le fédéral doit faire preuve (34%). Il aussi utilisé des cadres reliés aux motivations fiscales de l'État (7%). Plus rarement, il a utilisé des cadres en lien avec la rationalité de cette politique (4%), le leadership à l'international (4%) et l'équité (2%). **(Pour le détail des cadres reliés à la légitimité de l'État utilisés par Justin Trudeau, voir Annexe 11)**

Justin Trudeau a souvent insisté sur l'importance d'agir contre les changements climatiques pour justifier l'instauration d'un prix sur le carbone — comme lors du 7 novembre 2018 :

(...) nous sommes la première génération à envisager une solution au problème des changements climatiques, et nous sommes la première génération à pouvoir agir en conséquence. (...) il est temps d'agir et c'est exactement ce que nous faisons.

Il insiste sur l'urgence d'imposer un prix sur le carbone afin de lutter contre les changements climatiques en jalonnant ses allocutions d'invitations à l'action : « L'heure n'est plus aux paroles, mais aux gestes » (3 octobre 2016), « agir pour lutter contre les changements climatiques » (24 octobre 2018), « nous ne repousserons pas l'inévitable » (3 octobre 2016). Il insiste notamment sur le contraste entre son gouvernement libéral qui prend les mesures nécessaires pour protéger l'environnement et la décennie conservatrice durant

laquelle le gouvernement n'a pas pris ses responsabilités : « C'est le genre de leadership que le gouvernement précédent a refusé de donner aux Canadiens pendant 10 ans » (4 octobre 2016), « le gouvernement fédéral précédent, lui, a renoncé à assumer sa responsabilité à l'égard de tous les Canadiens [et cette] époque est révolue » (3 octobre 2016), « Pendant 10 ans, Stephen Harper a empêché toute avancée en matière d'environnement » (28 mars 2018). Ainsi Justin Trudeau défend qu'il va de l'avant « en prenant des mesures concrètes en matière de changement climatique, ce que les conservateurs ont refusé de faire pendant 10 ans » (7 mai 2018). Il justifie notamment cette nécessité d'agir à l'égard des prochaines générations : « nous élargirons les perspectives d'avenir des jeunes et des générations futures » (14 février 2017), pour « assurer un avenir prospère à tous les enfants d'un bout à l'autre du pays » (13 juin 2018). Par ailleurs pour appuyer la légitimité de sa mesure, Justin Trudeau cadre cette politique comme étant la volonté de la population :

Le monde entier l'attend de nous, et nos compatriotes canadiens aussi [...] C'est parce que **nous respectons la volonté des Canadiens** que nous allons de l'avant avec la tarification du carbone en raison de la pollution qu'il cause [...] **Les Canadiens**, les provinces, les entreprises et les consommateurs **s'attendent à ce que le gouvernement mette en place un plan** (3 octobre 2016).

Justin Trudeau réitère aussi l'importance de faire preuve de leadership national avec l'instauration de la tarification carbone. Dès le départ, quand il annonce qu'il ira de l'avant avec cette mesure, il insiste sur le fait qu'il souhaite travailler avec les provinces et les territoires pour l'élaboration et l'instauration de ce plan :

Ces discussions sont essentielles, parce que nous savons qu'aucun plan visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre ne peut réussir sans l'aide de nos partenaires provinciaux et territoriaux, qui ont déjà fait preuve d'un grand leadership dans la lutte contre les changements climatiques (Trudeau, 3 octobre 2016).

Il rappelle notamment que les provinces seront libres d'adopter le système de tarification qui leur sied le mieux pour répondre aux exigences fédérales :

(...) nous n'empêcherons pas les provinces de choisir la façon dont elles mettront en œuvre ce tarif. Les provinces pourront mettre en place un système de plafonnement et d'échange, comme plusieurs d'entre elles l'ont déjà fait, ou choisir d'imposer directement un prix sur le carbone.

(...) Nous allons travailler en collaboration avec les provinces afin d'établir le modèle qu'elles souhaitent mettre en œuvre. Nous savons que les possibilités, les défis et les besoins varient d'une province à l'autre.

(...) Nous avons hâte de collaborer avec les provinces afin de trouver le modèle qui répond le mieux à leurs besoins et qui est suffisamment rigoureux pour profiter à toutes les provinces (Trudeau, 3 octobre 2016).

Ainsi, Justin Trudeau cherche à cadrer la tarification du carbone sous l'angle de la collaboration avec les provinces et mise sur la flexibilité d'options qui leur est offerte. Il insiste aussi sur le fait que pour les provinces et territoires qui n'auront pas mis en place leur propre système et qui seront donc soumises au système fédéral, les revenus récoltés seront retournés dans cette même province : « Tous les revenus provenant de ce système resteront dans la province ou le territoire qui les aura produits » (3 octobre 2016), « Nous veillons à retourner tout l'argent provenant de la tarification de la pollution à la province ou au territoire où il a été perçu » (24 octobre 2018). À maintes reprises, Justin Trudeau rappelle que la plupart des provinces possèdent déjà un prix sur la pollution³² : « La Colombie-Britannique, l'Alberta, le Québec et l'Ontario ont toutes instauré un régime de tarification du carbone-» (6 juin 2018). Il rappelle ainsi que :

85 % de l'économie canadienne vient de provinces ou de territoires s'étant engagés à fixer un prix pour les émissions de carbone, y compris les quatre grandes provinces, et que d'autres provinces et territoires ont indiqué qu'ils étaient ouverts à cette possibilité (Trudeau, 3 octobre 2016).

Le premier ministre libéral met aussi l'accent sur le fait que sa mesure est légitime dans le sens où elle est une mesure peu coûteuse pour l'État et neutre d'un point de vue fiscal : « mesures concrètes et peu coûteuses », « la politique sera neutre sur le plan des revenus pour le gouvernement fédéral » (3 octobre 2016), « Cette initiative n'aura aucune incidence sur les recettes du gouvernement fédéral » (3 octobre 2016), « notre approche est neutre » (5 octobre

³² Lorsqu'il faisait appel à ce cadre, l'Ontario et l'Alberta possédaient encore leurs mécanismes provinciaux de tarification du carbone. Or ces provinces ont aboli leurs systèmes vers la fin du 1er mandat de Justin Trudeau.

2016), « sans incidence sur les recettes fiscales, ce qui signifie que, dans chaque province où la taxe sera perçue, l'argent sera remis aux gens qui en ont besoin » (14 février 2017). Aussi pour contre-cadrer la rhétorique de son opposant conservateur qui défend que cette politique comporte des coûts cachés que le gouvernement libéral chercherait à dissimuler, Justin Trudeau rétorque que son plan est transparent :

nous avons été très ouverts et transparents avec les Canadiens sur notre plan (...) nous sommes tout à fait ouvert[s] (...) Nous faisons preuve de clarté et de transparence, et les détails se trouvent dans nos sites Web (Trudeau, 18 juin 2018).

À quelques reprises, Justin Trudeau cadre sa politique comme étant une mesure rationnelle, appuyée par la science et par les experts : qui « repose sur de solides principes » (3 octobre 2016), « les scientifiques et les économistes du monde entier s'entendent » (28 mars 2018), « Nos experts ont fait les calculs » (18 juin 2018), « de façon intelligente » (23 mai 2018), « La tarification du carbone et le recours au libre marché et aux forces du marché pour réduire les émissions le plus possible sont des approches qui ont déjà fait leurs preuves » (3 octobre 2016).

Justin Trudeau a parfois cherché à cadrer sa mesure comme étant nécessaire pour le *leadership* international du Canada : « Il temps que le Canada fasse preuve de leadership dans ce dossier » (4 octobre 2016). Selon lui, « le Canada ne peut pas se permettre de rester à la traîne [car] partout dans le monde, les marchés sont en pleine transformation » (3 octobre 2016). Il rappelle également l'importance de « respecter nos engagements internationaux » (12 décembre 2018), notamment ceux « que nous avons pris envers la communauté internationale, dans le cadre de l'Accord de Paris, et envers les Canadiens » (3 octobre 2016).

Plus rarement, le chef libéral utilise le cadre de l'équité pour parler de cette politique publique. Lorsqu'il le fait, il assure que l'instauration de sa mesure permettra de « veiller à ce qu'il y ait équité dans l'ensemble du pays » (13 juin 2018) et que les retombées positives soient « pour tout le monde » (6 juin 2018).

4.3.2. Les cadres d'Andrew Scheer

De façon générale, Andrew Scheer a surtout mobilisé des cadres reliés à l'économie (50%) ainsi qu'à la légitimité de l'État (43%). À de rares occasions, le chef conservateur a fait appel à des cadres reliés à l'environnement (7%).

Cadres économiques

Lorsqu'Andrew Scheer utilisait des cadres économiques pour décrire la tarification du carbone, il parlait autant des impacts sur les individus (27%), des impacts sur l'industrie et les entreprises (27%) que des impacts sur les prix (26%). Il parlait également des impacts sur les emplois (10%) et sur l'économie en général (10%) mais dans une moindre mesure. **(Pour le détail des cadres économiques utilisés par Andrew Scheer, voir Annexe 12)** De façon globale, il a beaucoup plus souvent utilisé des cadres qui touchent de près les électeurs (c'est-à-dire des cadres liés aux individus, aux emplois et aux prix : 63 %) plutôt que des cadres reliés à l'économie en général (impacts sur l'économie nationale, les entreprises et l'industrie : 37%).

Tableau 8. Catégories de cadres économiques utilisés par Andrew Scheer

Cadres économiques	Unités	Pourcent.
Économie nationale ; Entreprises ; Industrie	37	37%
Individus ; Emplois ; Prix	62	63%

Andrew Scheer insiste à plusieurs reprises sur le fait que la politique de tarification du carbone de Justin Trudeau aura des impacts négatifs pour les familles, les aînés, la classe moyenne et ceux qui travaillent dur pour en faire partie : « hard-working Canadian families, moms who have to drive their kids to soccer practice [...] will pay the burden of this new carbon tax » (23 octobre 2018), « taxing individual Canadians and families » (31 octobre 2018), « carbon tax is bad for all Canadian workers » (28 novembre 2018), « Hard-working Canadian families and commuters have to bear the full brunt of the Liberal carbon tax » (12 décembre 2018). Il soulève aussi que les personnes vivant dans les régions rurales seront particulièrement affectées : « people living in rural areas who have to drive long distances to

get to work » (23 octobre 2018). À plusieurs occasions, le chef conservateur martèle que les milliardaires « comme le premier ministre » peuvent se permettre de payer cette taxe mais pas les moins bien nantis : « We know that millionaires like the Prime Minister can afford to pay higher gas prices » (9 mai 2018), « millionaires like the Prime Minister do not worry when it comes to higher gas costs » (22 mai 2018), « Millionaire Liberals like the Prime Minister might not mind paying higher gas prices » (18 juin 2018), « the Prime Minister has often boasted about inheriting a great family fortune. He has never had to worry about the cost of living. » (12 décembre 2018)

Andrew Scheer cadre également la tarification du carbone comme étant néfaste pour l'industrie et les entreprises canadiennes. Pour le chef conservateur, cette politique est dangereuse pour le secteur des ressources naturelles, particulièrement celui de l'industrie pétrolière : « Just when there starts to be a glimmer of hope that prices might start to recover, the Liberals are coming along with a plan to tax the sector back into submission » (13 juin 2016). Selon lui, avec cette mesure, le gouvernement libéral assène le coup de grâce à un secteur qui connaît déjà des difficultés : « The Liberals see that the energy sector is hurting, and they want to kick it while it is down. » (14 juin 2016) Il ajoute aussi que cela aura des effets négatifs sur l'industrie automobile au pays : « the Prime Minister's policies that are transitioning the auto sector right out of our country » (28 novembre 2018). Dans la continuité, le chef conservateur plaide que la tarification du carbone va nuire au secteur des affaires partout au pays et que cela pourrait engendrer des risques de délocalisation : « When businesses are forced to raise their prices, it becomes harder to do business » (9 mai 2018), « it will devastate jobs and opportunities here in Canada » (13 juin 2018), « the carbon tax is making it more difficult to invest in Canada (...) chasing jobs and investment away » (28 novembre 2018). Andrew Scheer ajoute que les entreprises nationales qui sont présentes sur les marchés internationaux seront désavantagées par rapport à leurs concurrentes étrangères qui ne sont pas soumises aux mêmes pressions. C'est donc leur compétitivité qui serait mise à mal — et les PME seront impactées : « When businesses have to raise their prices, it is harder for them to be competitive » (22 mai 2018), « make Canada less competitive » (31 octobre 2018), « small businesses trying to compete in a more competitive global economy, will pay the burden of this new carbon tax » (23 octobre 2018), « the Prime Minister is going after small

businesses [...] Small businesses, which are the backbone of this economy, will face higher fuel costs and higher heating costs » (24 octobre 2018).

Dans la même veine, Andrew Scheer assure les prix de tous les biens et services augmenteront, ce qui élèvera le coût de la vie en général : « the Prime Minister's carbon tax increases the price of everything » (9 mai 2018), « the carbon tax makes the price of everything go up. » (22 mai 2018), « His Liberal carbon tax will make everything more expensive, including groceries, gas and heating » (23 octobre 2018) Plus spécifiquement, le chef conservateur explique que les factures qui augmenteront le plus seront celles en énergie : « [this government] is telling us is that we will all have to pay more for our home heating and fuel for our cars to bring our kids to school, to travel to work, and to buy groceries » (28 mars 2018), « We do know that home heating and gasoline prices will go way up under his scheme. » (18 juin 2018), « rising fuel and home heating costs » (24 octobre 2018). Andrew Scheer défend que les prix subiront une hausse drastique : « driving up gas prices another whopping 70¢ a litre and home heating by another \$1,000 a year » (12 décembre 2018).

Par ailleurs, le chef conservateur cadre cette politique comme ayant des effets néfastes pour les emplois. Alors que le premier ministre Trudeau défend que la tarification du carbone permettra de créer de nouveaux emplois, Andrew Scheer pense tout à fait le contraire : « New taxes will kill jobs, not create them » (13 juin 2016), « that hurts the economy and kills jobs » (9 mai 2018), « it will devastate jobs and opportunities here in Canada » (13 juin 2018).

Dans l'ensemble, le chef conservateur met de l'avant que la tarification du carbone aura des effets désastreux sur l'économie canadienne : « the Liberal carbon tax is going to destroy the Canadian economy [...] there is evidence that a carbon tax will damage the Canadian economy » (23 avril 2018), « When our businesses are disadvantaged in that way, the entire economy suffers. » (22 mai 2018) Selon lui, cette mesure aura notamment des effets à la baisse sur la croissance canadienne : « The math is simple : as the Liberal carbon tax goes up, economic growth goes down » (23 avril 2018).

Cadres reliés à la légitimité de l'État

Lorsqu'Andrew Scheer utilisait des cadres reliés à la légitimité de l'État pour parler de la tarification du carbone, celui-ci faisait surtout des références à l'équité (48%) mais aussi aux

motivations fiscales (34%). Plus rarement, il a fait des références au leadership national (11%) et à la rationalité (7%). Il a omis de faire des références au leadership international (0%) ainsi qu'à la responsabilité de l'État (0%). **(Pour le détail des cadres reliés à la légitimité de l'État utilisés par Andrew Scheer, voir Annexe 13)**

Andrew Scheer insiste énormément pour cadrer le plan libéral de tarification du carbone comme un système injuste ou inéquitable, en ce sens qu'il « exonère » les gros pollueurs mais fait payer les individus : « Why is the Prime Minister giving a **big break for polluters and a big tax for commuters?** » (31 octobre 2018). Le chef va jusqu'à dire que le premier ministre Trudeau offre une « exemption complète » pour les grands émetteurs de GES :

Mr. Speaker, Halloween has come early for this Prime Minister. He was in Toronto earlier this morning trick or treating. For hard-working Canadian families, he is going to raise the cost of gas and home heating. That is the trick. For large industrial polluters, they will get a complete exemption from the new carbon tax plan. That is the treat. Why is it that under this Prime Minister, every time he comes up with a new scheme, there are **treats for large corporate polluters and tricks for hard-working Canadians?**

[...] this Prime Minister's plan that has made pollution free for large industrial polluters who can afford well-paid government relations experts, but do we know who cannot? It is **hard-working Canadian families, moms and dads** (...)
(23 octobre 2018)

En insistant sur le contraste entre les « grands » émetteurs capables de se payer les services de lobbys et les humbles citoyens, le chef conservateur renforce le cadre selon lequel cette mesure est injuste.

De plus, le chef conservateur martèle que le gouvernement Trudeau cherche à masquer aux Canadiens le « vrai coût » de sa tarification carbone, allant jusqu'à qualifier cela de « **Liberal shell game** » (23 octobre 2018). En ce sens, le prétendu manque de transparence du gouvernement Trudeau soulèverait des questions sur ses réelles motivations : « Why does the Prime Minister keep hiding the real cost of the carbon tax? (...) he is deliberately hiding that cost from Canadians » (22 mai 2018), « he is going to great lengths to **hide the information from Canadians** » (13 juin 2018), « he is going to great lengths to hide the information from Canadians. He still, after weeks and months, refuses to tell

Canadians the true cost of his carbon tax. Will the Prime Minister finally do the right thing today, end the carbon tax cover-up (...)? » (13 juin 2018) Andrew Scheer questionne ainsi la légitimité du gouvernement Trudeau d'aller de l'avant avec la tarification du carbone, en ajoutant qu'il s'agit d'un vol d'argent et d'une source de revenu lucrative pour les politiciens qui la mettent en place : « a massive **federal cash grab** » (13 juin 2016), « a tax grab » (12 décembre 2018), « carbon taxes may be lucrative sources of revenue for politicians » (14 juin 2016). Pour le chef conservateur, il s'agit ni plus ni moins d'une manigance et d'un piège de la part du gouvernement : « The Minister of Finance and his cabinet colleagues are scheming to impose a carbon tax » (14 juin 2016). Notamment, il réplique que les remises d'argent aux contribuables qui sont promises par le gouvernement Trudeau sont un leurre : « The Liberals are trying to **trick Canadians into thinking that somehow they will be better off with a new tax** » (23 octobre 2018), « Why is the Prime Minister trying to fool Canadians by giving them a cheque before the next election and then an ever-bigger bill after ? » (30 janvier 2019) Il va même jusqu'à se moquer du plan en prétendant que ce genre de promesse est digne d'un « prince nigérien » :

(...) former premier Brad Wall said it best when he said, “**Usually when someone tells you to send in money but you'll get more back in return, it's a Nigerian prince.**” The bad news for Canadians is that is actually coming from their Prime Minister (Scheer, 24 octobre 2018).

Le chef conservateur met de l'avant que de plus en plus de gens s'opposent à cette mesure et donc que de plus en plus de provinces se retirent des mécanismes de tarification du carbone qu'elles avaient mis en place : « More and more people in Canada are rejecting the idea of a carbon tax. » (13 juin 2018) Andrew Scheer rappelle notamment que la coalition d'appuis dont bénéficiait le gouvernement Trudeau est en train de voler en éclats avec l'arrivée au pouvoir de Doug Ford en Ontario et de Jason Kenney en Alberta : « his carbon tax coalition falling apart in tatters » (18 septembre 2018), « [The Liberals] are not listening to the fact that people of Ontario rejected Kathleen Wynne's approach (...) The Prime Minister is following the exact same playbook that Ontario has rejected. Saskatchewan opposed the carbon tax, and soon Alberta will join the fight against the carbon tax » (13 juin 2018). Ainsi Andrew Scheer réclame que le fédéral laisse les provinces choisir si elles veulent faire partie ou non du système

fédéral plutôt que de se le faire imposer : « will the government allow them to opt out or will the Liberals impose their “Ottawa knows best” approach ? » (13 juin 2016)

Par ailleurs, Andrew Scheer remet en cause la rationalité de la tarification carbone sur laquelle le gouvernement Trudeau s'appuie pour justifier sa mise en place : « bad idea » (13 juin 2016), « the worst logic » (28 mars 2018), « only to a Liberal would increasing taxes result in lower costs. It makes no sense » (14 juin 2016).

Cadres reliés à l'environnement

Lorsqu'Andrew Scheer utilisait des cadres reliés à l'environnement pour parler de la tarification du carbone, celui-ci a uniquement abordé la question de l'efficacité et des bénéfices environnementaux de cette mesure (100%). Il n'a fait aucune références aux impacts et menaces des changements climatiques (0%), ni de mention de la preuve scientifique du réchauffement planétaire (0%). **(Pour le détail des cadres reliés à l'environnement utilisés par Andrew Scheer, voir Annexe 14)**

Malgré le fait que les experts s'entendent sur l'efficacité de la tarification carbone pour réduire les émissions de GES, le chef du Parti conservateur cherche à cadrer cette mesure comme étant absolument inefficace : « they do not actually do anything to reduce emissions » (14 juin 2016), « [this government] cannot tell Canadians how much greenhouse gases will be reduced by their carbon tax » (28 mars 2018), « the Prime Minister's carbon tax will not make a significant difference to global emissions » (13 juin 2018), « we know it will not reduce emissions. » (12 décembre 2018) Toutefois, si Andrew Scheer remet en cause la capacité de la tarification carbone à réduire la pollution atmosphérique, celui-ci ne propose pas d'alternative — si ce n'est une fois, le 14 juin 2016 : « Across the oil sector lie countless decommissioned oil and gas wells; out-of-work Canadians in the energy sector have the skills to clean up these abandoned wells. This is a practical idea that would actually clean up the environment. »

4.3.3. Comparaison du contenu des allocutions

En comparant le contenu des allocutions de Justin Trudeau et d'Andrew Scheer, on s'aperçoit que le premier ministre libéral a privilégié la stratégie visant à cadrer la tarification carbone comme étant un enjeu économique, tout comme son opposant conservateur. (Voir tableau ci-dessous)

Tableau 9. Catégories de cadres utilisés par Justin Trudeau et Andrew Scheer

Catégories de cadres	Trudeau	Scheer
Économie	38%	50%
Environnement	35%	7%
Légitimité de l'État	27%	43%

On remarque que Justin Trudeau a utilisé les trois catégories de cadres de façon plutôt équilibrée — c'est-à-dire qu'il a presque autant mobilisé des cadres économiques (38%), que ceux reliés à l'environnement (35%) et ceux reliés à la légitimité de l'État (27%). Or son opposant Andrew Scheer s'est uniquement concentré sur les cadres économiques (50%), et sur ceux reliés à la légitimité de l'État (43%). Il n'a presque pas fait usage de cadres reliés à l'environnement (7%).

Cadres reliés à l'économie

Lorsqu'ils ont fait appel à des cadres économiques, on remarque que Justin Trudeau a privilégié ceux reliés aux impacts de la tarification carbone sur l'économie nationale, les entreprises et l'industrie (56%) par rapport à ceux reliés aux impacts sur les individus, les emplois et les prix (44%) — tandis qu'Andrew Scheer a préféré la stratégie inverse (37% vs. 63%). (Voir tableau ci-dessous)

Tableau 10. Cadres économiques utilisés par Justin Trudeau et Andrew Scheer

Cadres économiques	Trudeau	Scheer
Économie nationale ; Entreprises ; Industrie	56%	37%
Individus ; Emplois ; Prix	44%	63%

Le chef libéral Justin Trudeau a beaucoup insisté pour cadrer sa politique comme étant une mesure positive pour l'économie canadienne. Notamment, il a jalonné ses allocutions de références au fait que sa mesure est essentielle dans la mesure où « le développement économique et la protection de l'environnement sont indissociables. » Ainsi, il défend que l'imposition d'un prix sur le carbone sera positif pour la croissance et l'économie « de demain », stimulera l'innovation tout en encourageant le virage de l'économie grâce à une transition vers des énergies propres. Avec l'utilisation de termes à connotation positive comme « un avenir économique plus solide », « une économie forte », « une économie plus verte », Justin Trudeau cherche à déclencher un effet positif chez les récepteurs du message. Toutefois, la promesse de ces récompenses s'inscrit dans le moyen à long terme (ex : économie « de demain », besoins « du futur »). En ce sens, leur effet positif est à nuancer car les individus sont peu enclins à faire des sacrifices personnels à court terme pour des avantages incertains dans le futur. De plus, il se peut que les individus se sentent moins concernés par ces cadres puisqu'il s'agit de facteurs qui les touchent de façon indirecte. À l'opposé de son rival libéral, le chef conservateur Andrew Scheer défend que cette politique aura des effets désastreux sur l'économie, et plus particulièrement sur les PME qui ne seront pas en mesure de faire face à la montée des prix et qui souffriront donc d'un manque de compétitivité. Cette stratégie de cadrage peut être efficace dans la mesure où les risques d'une récession économique ne sont pas complètement exclus — mais cela reste à nuancer car les signaux économiques canadiens ont été au beau fixe sous le premier mandat de Justin Trudeau.

Par ailleurs, lorsque Trudeau mentionne l'impact direct de la tarification carbone sur les individus, celui-ci met surtout de l'avant la redistribution des revenus de cette mesure pour les ménages canadiens via des retours d'impôts. Il martèle notamment que ces ménages « recevront plus d'argent sous forme d'incitatif à agir pour le climat qu'ils n'en paieront sous forme de tarification de la pollution » (12 décembre 2018). Ce faisant, Justin Trudeau cherche à gagner les faveurs de l'électorat en faisant appel à l'appât du gain chez les individus. Toutefois, cette stratégie est contre-cadrée par le chef conservateur qui stipule que l'instauration de la tarification carbone engendrera une montée générale des prix, avec notamment une augmentation du coût de l'énergie. Il ajoute que seuls les riches peuvent se le permettre : « We know that millionaires like the Prime Minister can afford to pay higher gas prices » (9 mai 2018). Ainsi, avec ces cadres, le chef conservateur stimule l'aversion au risque

des individus. Il active également ce même mécanisme lorsqu'il cadre la tarification carbone comme une taxe tueuse d'emplois : « New taxes will kill jobs, not create them » (13 juin 2016). Pour contre-cadrer cette stratégie, le chef libéral insiste sur le fait que sa mesure créera « des centaines de milliers de bons emplois bien rémunérés » (3 octobre 2016). Toutefois, lorsqu'il fait référence à ce cadre, il projette les promesses de retombées positive sur l'emploi dans le long terme : « en créant des emplois pour les Canadiens des générations futures. » (17 septembre 2018), ce qui peut donc diminuer l'efficacité du cadre.

Cadres reliés à l'environnement

Justin Trudeau a bien plus souvent fait référence à des cadres environnementaux que son opposant Andrew Scheer (Trudeau : 35%, Scheer : 7%). Le chef du Parti libéral a cadré cette politique comme étant un moyen concret et la façon la plus efficace de réduire les émissions de gaz à effet de serre et ainsi lutter contre les changements climatiques. En utilisant ces cadres — « moyen le plus efficace », « plan concret » — il démontre à la population sa réelle intention d'agir pour protéger l'environnement. Ainsi il veut se positionner en contraste avec les autres partis politiques qui n'agissent pas. À l'opposé, Andrew Scheer martèle que ce plan n'est pas efficace et qu'il ne permettra pas de réduire les émissions de GES du Canada, mais il ne propose pas de réelle alternative à la tarification du carbone. Toutefois, celui-ci ne remet pas pour autant en question la véracité des changements climatiques et leur preuve scientifique. Il se contente de ne pas aborder ces aspects. Quant à Justin Trudeau, celui-ci brandit à quelques reprises le spectre des menaces climatiques, en rappelant qu'il s'agit d'un enjeu grave avec des effets dévastateurs — notamment en compromettant la qualité de l'eau et de l'air, en augmentant les probabilités d'inondations, de sécheresses et de feux de forêt, ainsi qu'en entraînant des risques pour la santé publique.

Cadres reliés à légitimité de l'État

Si Justin Trudeau et Andrew Scheer ont tous les deux utilisé des cadres reliés à la légitimité de l'État, le chef conservateur l'a fait dans des proportions plus importantes que son rival libéral (Trudeau 27% ; Scheer 43%). Lorsqu'il l'a fait, Andrew Scheer a principalement

cadre cette politique comme étant inéquitable, en martelant à plusieurs reprises que cette mesure exonère les gros pollueurs mais fait payer les contribuables : « Why is the Prime Minister giving a big break for polluters and a big tax for commuters? » En insistant sur la différence de traitement entre les grands émetteurs de GES et les citoyens, le chef conservateur mobilise le cadre de pensée de l'iniquité chez les individus. Cela peut être une stratégie particulièrement efficace puisque l'équité est une valeur associée aux partis progressistes. En ce sens, Andrew Scheer ne s'adresse pas seulement à son électorat avec ce genre de rhétorique mais également à la base électorale de Justin Trudeau. Ce dernier a moins souvent cadré sa politique selon l'angle de l'équité, mentionnant à quelques reprises que les retombées positives de ce système bénéficieraient à « tout le monde ».

Pour sa part, lorsque Justin Trudeau a utilisé des cadres reliés à la légitimité de l'État pour défendre sa politique, celui-ci a surtout mis de l'avant la responsabilité d'agir. Il a ainsi cadré la tarification du carbone comme une mesure qui découle de la nécessité de poser des actions pour endiguer les changements climatiques et protéger l'avenir des prochaines générations. Il clame notamment que la volonté d'action émane de la population, qui réclame des gestes concrets « après des années d'inaction » sous le gouvernement Harper. Le chef conservateur n'a, quant à lui, pas utilisé de cadres reliés à la responsabilité de l'État.

Sur la question du leadership national, le chef libéral a souvent insisté sur le fait que le fédéral souhaitait collaborer de bonne volonté avec les provinces et territoires en leur offrant la flexibilité de choisir leur propre système, en autant qu'il réponde aux exigences du fédéral. Le chef conservateur a, quant à lui, tenté de cadrer le système fédéral de tarification carbone comme une entrave aux compétences des provinces, en sommant le premier ministre de laisser les provinces choisir si elles souhaitent faire partie ou non du système fédéral.

Andrew Scheer a aussi cherché à cadrer la tarification du carbone comme étant un piège fiscal libéral pour « voler » l'argent des citoyens et remplir les coffres de l'État. Dans la même veine, il a aussi insisté sur le fait que cette politique comporte des coûts cachés. Pour contre-cadrer la rhétorique conservatrice sur le plan des motivations fiscales, Justin Trudeau a rappelé que son plan était « ouvert et transparent » et qu'il s'agissait d'une politique peu coûteuse pour l'État.

Étonnamment, Justin Trudeau a peu fait appel au cadre de la rationalité pour légitimer l'instauration de sa politique de tarification du carbone. Il a toutefois mentionné à quelques

reprises que ce mécanisme était appuyé par un consensus d'experts — ce à quoi Andrew Scheer a répliqué en cadrant cette politique comme étant « illogique » et « une mauvaise idée ».

En conclusion, Andrew Scheer a surtout cherché à stimuler l'aversion à la perte des électeurs en mettant l'emphase sur les *coûts* de cette politique et sur le manque de *légitimité* du gouvernement à instaurer une telle mesure, tandis que Trudeau a cadré sa politique comme étant *bonne pour l'économie et l'environnement*. Dès le mois de décembre 2018, Andrew Scheer pensait que la tarification du carbone deviendrait l'enjeu de l'urne : « The Conservatives are ideologically opposed to a tax that raises the cost of living for Canadians. That will be the choice in the next election. » Dans la même veine, Justin Trudeau soutenait que ce serait la question des changements climatiques dans leur ensemble qui influencerait le choix des électeurs : « Les Canadiens devront répondre à une question très simple au cours des 12 prochains mois. Veulent-ils ou non agir par rapport aux changements climatiques et protéger les futures générations? » (24 octobre 2018). Dans les faits, si l'enjeu de l'environnement a été important durant la campagne électorale de 2019, l'enjeu spécifique de la tarification carbone n'a pas été très présent dans les débats. On peut supposer que la raison à cela est que Justin Trudeau a préféré éviter un débat houleux alors qu'Andrew Scheer, qui devait gagner des sièges en Ontario et au Québec, savait qu'aborder cet enjeu serait périlleux dans la première province et inutile dans la deuxième — puisqu'en Ontario cela aurait réveillé le spectre de Doug Ford qui était fortement impopulaire dans sa province, et puisque le Québec n'est pas soumis au système fédéral de tarification carbone.

Conclusion

Les changements climatiques et les politiques qui s’y rattachent — comme la tarification du carbone — constituent un domaine privilégié pour l’étude des stratégies de cadrage. Si l’opinion publique est forgée à partir du discours des élites (Zaller 1992; Nisbet et Kotcher 2009), il est essentiel de s’y intéresser puisque cela peut avoir une influence sur les individus par rapport à l’adhésion ou au rejet des politiques climatiques.

Certains politiciens opposés à la tarification du carbone exacerbent ses limites pour attiser les réticences de la population, tandis que d’autres mettent l’accent sur ses atouts pour obtenir le soutien de l’électorat. Du côté des opposants, les politiciens conservateurs cadrent cette mesure comme « une taxe sur tout » et comme un fardeau pour les travailleurs, les familles ainsi que les petites entreprises (MacNeil 2016), stimulant ainsi leur aversion à la perte. Du côté des promoteurs, la stratégie a longtemps été de fournir toujours plus de *données* et de *statistiques probantes* sur les changements climatiques pour que la population accepte les politiques pour y faire face — or de plus en plus d’auteurs ont soulevés les limites de cette approche (Hulme 2009; Lakoff 2010; Moser 2010; Norgaard 2011; Stoknes 2014; 2015; Marshall 2017; Gunster 2018). Toutefois les experts ne s’entendent sur les cadres les plus efficaces pour favoriser l’acceptabilité publique des politiques environnementales. Certains privilégient l’utilisation de cadres environnementaux (Gunster 2010; 2018), faisant de la lutte contre les changements climatiques un impératif moral (Arnold 2018 ; Wilson 2006). D’autres estiment que la meilleure stratégie est d’utiliser des cadres économiques *positifs* pour faire face aux cadres économiques *négatifs* des opposants, faisant ainsi des changements climatiques une opportunité de croissance et de prospérité économique durable (Nordhaus et Shellenberger, 2007) et en mettant de l’avant les bénéfices publics pour les individus et la société dans son ensemble (Raymond 2016; 2019). Le cadrage économique pourrait ainsi convaincre les conservateurs, qui pensent principalement en termes d’opportunités de marché, de croissance et d’emplois (Nordhaus et Shellenberger 2007).

Dans notre étude, on a voulu tester comment les élites politiques — en Australie et au Canada — ont cadré la tarification du carbone (au moyen d’une étude descriptive) pour observer si leurs stratégies sont cohérentes avec les observations et les recommandations des chercheurs.

Vérification des hypothèses

(H1) Dans notre première hypothèse, on cherchait à démontrer que les promoteurs de la tarification du carbone évitent l'utilisation du mot « taxe » et lui préfèrent les expressions « tarification carbone » ou « prix sur le carbone » ou « prix sur la pollution » alors que les opposants emploient presque exclusivement le terme « taxe » pour décrire cette politique publique. Cette hypothèse a été vérifiée dans les deux études de cas de l'Australie et du Canada.

Tableau 11. Terminologies utilisées par Julia Gillard et Tony Abbott

Terminologies	Gillard	Abbott
Carbon pricing / Price on carbon	95%	19%
Carbon tax	1%	77%
Emissions trading scheme	4%	4%

Tableau 12. Terminologies utilisées par Justin Trudeau et Andrew Scheer

Terminologies	Trudeau	Scheer
Tarification / Prix sur la pollution carbone	93%	1%
Taxe carbone	4%	99%
Marché du carbone	1%	0%
Système de plafonnement et d'échange	1%	0%
Plancher pour la pollution	1%	0%

D'une part, la chef du Parti travailliste australien Julia Gillard et le chef du Parti libéral canadien Justin Trudeau, tous les deux des promoteurs de la tarification du carbone, ont presque exclusivement utilisé la terminologie *prix* ou *tarification de la pollution causée par le carbone* (Gillard 95% ; Trudeau 93%) — et ont très rarement fait mention de la terminologie *taxe* (Gillard 1% ; Trudeau 4%). D'autre part, le chef du Parti libéral australien Tony Abbott et le chef du Parti conservateur canadien Andrew Scheer ont privilégié la terminologie *taxe carbone* (Abbott 77%, Scheer 99%) — plutôt que les termes *prix* ou *tarification de la pollution*

causée par le carbone (Abbott 19% ; Scheer 1%). On note toutefois que Tony Abbott a fait preuve d'un peu plus de souplesse dans les termes qu'il a utilisés par rapport aux autres politiciens étudiés — en empruntant à quelques reprises la terminologie de sa rivale.

En somme, cela confirme que compte tenu de l'aversion du public pour les taxes, les promoteurs de la tarification carbone évitent coûte que coûte l'utilisation du mot « taxe » alors que les opposants à cette politique le martèlent (Rabe & Borick 2012; Lachapelle 2017; Hardisty & al 2017).

(H2) Dans notre deuxième hypothèse, on a voulu prouver que les cadres les plus utilisés par les opposants de la tarification carbone sont reliés à l'économie — tandis que du côté des promoteurs, les cadres les plus employés sont ceux reliés à l'environnement. Cette hypothèse n'a pas été vérifiée pour l'Australie mais elle a été partiellement vérifiée pour le Canada.

Tableau 13. Catégories de cadres utilisés par les promoteurs et les opposants

Catégories de cadres	Promoteurs		Opposants	
	Gillard	Trudeau	Abbott	Scheer
Économie	42%	38%	41%	50%
Environnement	26%	35%	15%	7%
Légitimité de l'État	32%	27%	44%	43%

Dans le cas de l'Australie, l'opposant à la tarification du carbone Tony Abbott a principalement cadré cet enjeu par rapport à la légitimité de l'État (44%), bien qu'il ait quand même souvent utilisé des cadres économiques (41%). La promotrice de ce système, Julia Gillard, a quant à elle surtout utilisé des cadres économiques (42%) et elle a assez peu mobilisé de cadres environnementaux (26%). Dans le cas de l'Australie, on voit que la stratégie principale de Tony Abbott a été d'accuser le gouvernement travailliste, et en particulier la première ministre Gillard, d'introduire une *taxe sur le carbone contre la volonté du peuple* en martelant la promesse de campagne de son opposante : « There will be no carbon tax under the government I lead ». Ainsi, il a présenté Julia Gillard comme étant une *menteuse* ne respectant pas sa promesse. Considérant que la confiance envers les politiciens influence

l'acceptabilité publique de la tarification du carbone (cf. Hammar et Jagers 2006; Banque Mondiale 2018; Klenert et al. 2018), cette stratégie s'est avérée payante pour Tony Abbott. De son côté, Julia Gillard a préféré se concentrer sur les impacts économiques positifs de sa réforme (stratégie prescrite par : Nordhaus et Shellenberger 2007; Raymond 2016; 2019) plutôt que de défendre la légitimité de son gouvernement d'introduire cette mesure. Toutefois, cette stratégie ne lui a pas permis de contre-cadrer celle de son opposant qui l'a dépeinte comme une *menteuse*, à qui l'on ne peut pas faire confiance.

Dans le cas du Canada, l'opposant à la tarification du carbone Andrew Scheer a bel et bien privilégié des cadres économiques (50%) pour dépeindre cette politique, tel que prévu dans notre hypothèse. Toutefois, le promoteur de la tarification du carbone Justin Trudeau a lui aussi fait plus souvent fait appel à des cadres économiques (38%) plutôt qu'à des cadres environnementaux (35%). D'un point de vue relatif, on remarque tout de même que Scheer a bien plus souvent utilisé des cadres économiques que Trudeau. Pour sa part, Trudeau a privilégié une stratégie de cadrage équilibrée en utilisant presque autant de cadres économiques (stratégie prescrite par : Nordhaus et Shellenberger 2007; Raymond 2016; 2019) que de cadres reliés à l'environnement (stratégie prescrite par : Gunster 2010; 2018; Arnold 2018; Wilson 2006) plutôt que de faire un choix entre les deux options.

Si on remarque qu'en Australie et au Canada, aucun des promoteurs de cette politique n'a privilégié les cadres environnementaux par rapport aux autres catégories de cadres, on remarque toutefois qu'ils y ont plus souvent fait appel que les deux opposants (Gillard 26% vs. Abbott 15% ; Trudeau 35% vs. Scheer 7%). On remarque aussi que Tony Abbott a plus souvent fait appel à genre de cadres qu'Andrew Scheer. Il se peut que cet élément ait joué en la faveur du chef libéral australien et pénalisé le chef conservateur canadien. En effet, en proposant des alternatives à la tarification du carbone, Tony Abbott a tendu la main à ceux qui réclament plus d'actions pour la protection de l'environnement mais craignent des répercussions sur leur bien-être matériel. De cette façon, il est possible qu'il soit allé gruger des voix au Parti travailliste. Or Andrew Scheer n'a pas répété cette stratégie — qui aurait pu s'avérer gagnante, surtout dans un contexte de conscientisation croissante aux changements climatiques. En effet, lors de l'élection canadienne fédérale de 2019, « l'environnement a dépassé l'économie comme première préoccupation des électeurs » (Meloche-Holubowski et Shiab 2019).

(H3) Dans notre troisième hypothèse, on a voulu démontrer que lorsque les politiciens font appel à des cadres économiques, les opposants insistent sur les impacts négatifs pour les individus, les emplois et les prix (ex : baisse de pouvoir d'achat ou pertes d'emplois) alors que les promoteurs mettent de l'avant les impacts positifs pour l'économie nationale, l'industrie et les entreprises (ex : création de nouveaux marchés ou incitation à l'innovation). Cette hypothèse a été partiellement vérifiée pour l'Australie et elle a été vérifiée pour le Canada.

Tableau 14. Cadres économiques utilisés par les promoteurs et les opposants

Cadres reliés à l'économie	Promoteurs		Opposants	
	Gillard	Trudeau	Abbott	Scheer
Économie nationale ; Entreprises ; Industrie	48%	56%	30%	37%
Individus ; Emplois ; Prix	52%	44%	70%	63%

Dans le cas de l'Australie, on constate que Tony Abbott a beaucoup plus utilisé de cadres reliées aux impacts négatifs sur les individus, les emplois et les prix (70%) par rapport aux impacts négatifs sur l'économie nationale, l'industrie et les entreprises (30%). Si Julia a privilégié les mêmes cadres que son opposant, elle l'a fait dans des proportions bien plus équilibrées (52% vs. 48%). Dans le cas du Canada, on constate qu'Andrew Scheer a, lui aussi, davantage insisté sur les cadres reliées aux impacts négatifs sur les individus, les emplois et les prix (63%) par rapport aux impacts négatifs sur l'économie nationale, l'industrie et les entreprises (37%) — alors que Justin Trudeau a surtout misé sur ces derniers cadres (56% vs. 44%).

De façon générale, on constate ainsi que les opposants privilégient largement les cadres économiques reliés aux individus, aux emplois et aux prix (ex : risques de pertes d'emplois, montée des prix, etc.) par rapport aux cadres qui touchent l'économie nationale, les entreprises et l'industrie. On remarque aussi que les promoteurs utilisent plus souvent que les opposants des cadres qui touchent l'économie nationale, les entreprises et l'industrie (Gillard 48% vs. Abbott 30% ; Trudeau 56% vs. 37%) — mais cela ne veut pas nécessairement dire qu'ils privilégient ce genre de cadres par rapport à ceux qui touchent les individus, les emplois

et les prix (ex : ce n'est pas le cas pour Julia Gillard). S'il est bon pour les promoteurs de mettre de l'avant les bénéfices publics de la tarification du carbone (Raymond 2019) ainsi que ses effets positifs pour encourager le virage énergétique et une économie propre (Nisbet 2009), il est important de ne pas négliger de répondre aux préoccupations qui touchent directement le public, comme la hausse des prix de l'énergie ou les pertes d'emplois à court terme (Raymond 2019). On constate qu'en Australie comme au Canada, Trudeau et Gillard ont tenu compte de ce conseil.

Interprétations des résultats croisés

En Australie, plusieurs raisons peuvent expliquer l'échec de la tarification carbone du gouvernement de Julia Gillard : soit une mauvaise stratégie de communication de l'ALP, le climato scepticisme, le lobbying de l'industrie des énergies fossiles ou un sentiment « anti-politique » généralisée en Australie (Copland 2019). Selon Simon Copland, il existe un sentiment de méfiance de plus en plus partagé au sein du grand public à l'égard des acteurs politiques et des institutions — et les opposants à la tarification du carbone s'en sont servi (2019). Tony Abbott et son parti ont exacerbé ce sentiment de méfiance envers l'élite politique, en insistant sur la promesse rompue de Julia Gillard de ne pas instaurer ce système (« *There will be no carbon tax under the government I lead* ») et en mettant l'emphase sur le fardeau financier pour les Australiens (Pearse 2016; Copland 2019). Tony Abbott a ainsi utilisé un discours populiste (Pearse 2016) en cadrant la tarification du carbone comme étant une « nouvelle taxe » promue une « élite de gauche », déconnectée de la réalité des citoyens, et opérant au détriment des travailleurs (Copland 2009, 9). Selon Philip Chubb, l'échec de Gillard à contrer immédiatement l'attaque d'Abbott sur « le mensonge de la taxe sur le carbone » a sapé sa légitimité (2014). De plus, le discours *technocrate* de la première ministre Gillard et la campagne *Say Yes* de l'ALP — mettant de l'avant des célébrités comme Cate Blanchett et Michael Caton pour promouvoir la tarification du carbone³³ — n'ont en rien aidé à affaiblir la stratégie de cadrage des opposants, puisqu'ils ont contribué à ce sentiment d'opposition entre l'élite et le peuple (Copland 2019).

³³ Par leur richesse, les acteurs Michael Caton et Cate Blanchett incarnaient cette élite déconnectée du *commun des mortels*. Cela a donc envoyé le message qu'ils seraient capables de supporter les coûts engendrés par l'instauration d'un prix sur le carbone — contrairement à une majorité d'Australiens. (Copland 2009)

Au Canada, le contexte a été différent de celui de sa partenaire du Commonwealth. Selon le professeur Douglas MacDonald (2020), la difficulté pour le Canada d'instaurer des politiques climatiques efficaces tient au fait que les provinces de l'Ouest et de l'Est ont des intérêts énergétiques drastiquement opposés. Il résume ainsi qu'au Canada : « *climate, energy, and national unity form a toxic mix.* » Dans ce contexte, Andrew Scheer a cadré son opposition à la tarification du carbone en mettant l'emphase sur les coûts économiques de cette politique et sur le manque de légitimité du gouvernement à instaurer une telle mesure — alors que Justin Trudeau a insisté sur le fait que son plan serait « bon pour l'économie et l'environnement. » Trudeau a ainsi misé tant sur l'économie que l'environnement pour calmer les inquiétudes par rapports aux impacts économiques et financiers de cette mesure (ex : coûts pour les ménages, impact sur l'économie qui est fortement dépendante du pétrole, etc.) et pour rassurer par rapport aux bénéfices environnementaux de sa réforme (à noter : durant la campagne électorale de 2019, il y a eu un pic de conscientisation aux changements climatiques, notamment avec la multiplication de marches pour le climat avec Greta Thunberg). Pourtant, sans que le plan de Justin Trudeau n'offre de garantie d'atteindre les cibles de réduction d'émissions de GES du Canada, sa réforme a mis à mal l'unité nationale (MacDonald 2020) dans un pays où, suite à l'élection de Jason Kenny en Alberta en 2019, ce programme devait alors faire face à l'opposition de « la moitié des provinces, représentant plus de la moitié de la population, et les trois quarts des émissions totales » (MacDonald 2020, 233). Étonnement, l'enjeu de la tarification du carbone a été peu présent lors de la campagne électorale fédérale de 2019, et Andrew Scheer n'a pas saisi l'opportunité de le mettre de l'avant — contrairement à Stephen Harper au Canada en 2008 ou Tony Abbott en Australie en 2013. D'un côté, on suppose que Justin Trudeau a préféré éviter un débat houleux — qui aurait pu lui coûter la victoire, comme pour son prédécesseur Stéphane Dion en 2008. De l'autre, on peut supposer que Andrew Scheer a évalué que miser sur cet enjeu ne serait pas payant pour sa campagne puisqu'une bonne partie de l'électorat récalcitrant à la tarification du carbone est située dans l'ouest — or, les prairies sont déjà fortement conservatrices. Pour remporter l'élection, les candidats conservateur et libéral avaient besoin de maintenir ou gagner des sièges en Ontario et au Québec. Ainsi, pour courtiser l'électorat de ces deux provinces, Scheer a probablement consciemment éviter de parler de la tarification du carbone — car dans le cas l'Ontario, cela aurait évoqué le spectre de Doug Ford (qui est contre la «

taxe » carbone et qui était fortement impopulaire) — et car dans le cas du Québec, cela aurait été inutile puisque le plan fédéral ne s'y applique pas. Toutefois, Andrew Scheer aurait peut-être gagné à parlé davantage d'environnement — comme l'a fait Tony Abbott en Australie en 2013 — et à offrir des alternatives à la tarification du carbone dans un contexte où l'environnement est devenu « la première préoccupation des électeurs » lors de l'élection fédérale (Meloche-Holubowski et Shiab 2019).

Ainsi, à la lecture des résultats obtenus dans notre étude, on s'aperçoit que la stratégie de cadrage de l'élite politique peut varier selon le contexte — par exemple, Tony Abbott a saisi l'opportunité de cadrer cette mesure comme étant un enjeu de démocratie en rappelant *le mensonge* de Julia Gillard par rapport à ses déclarations durant la campagne électorale. D'ailleurs, la Banque Mondiale souligne que la stratégie de communication dépend du contexte national d'implantation et doit être adaptée aux circonstances locales (2018). Toutefois, il n'en demeure pas moins que certaines tendances de cadrage se dégagent des allocutions que nous avons étudiées. D'abord, les promoteurs de cette politique privilégient les étiquettes *tarification carbone* ou *prix sur le carbone* tandis que les opposants la décrivent comme une *taxe*. Ensuite, les promoteurs de cette politique font plus souvent appel aux cadres environnementaux que leurs opposants — même si les cadres environnementaux ne sont pas les cadres les plus utilisés par les promoteurs. Enfin, on remarque que les opposants privilégient largement les cadres économiques reliés aux individus, aux emplois et aux prix par rapport aux cadres qui touchent l'économie nationale, les entreprises et l'industrie. De plus, les promoteurs utilisent plus souvent que les opposants des cadres qui touchent l'économie nationale, les entreprises et l'industrie. Il est toutefois important de noter que les tendances observées s'appliquent au deux cas étudiés et qu'il est difficile de les généraliser puisque les stratégies de cadrage varient selon le contexte social, politique et économique. Il serait pertinent de reproduire cette recherche avec d'autres études de cas afin de mieux comprendre les grandes tendances de cadrage chez les promoteurs et les opposants à la tarification du carbone à travers le monde.

Limites de notre étude

Si nous avons pu tirer plusieurs conclusions intéressantes de notre recherche, il nous faut toutefois rappeler que celle-ci comporte quelques limites.

D'abord, notre champ d'étude est plutôt limité. Bien que les exemples de l'Australie et du Canada soient célèbres, notre recherche se restreint toutefois à deux études de cas. Ainsi, on ne peut pas généraliser nos résultats à l'ensemble des pays (ou entités gouvernementales) ayant instauré un prix sur le carbone, surtout étant donné que l'on a montré que le contexte socio-politique peut influencer la stratégie de cadrage des politiciens. Par ailleurs, pour l'étude de cas de l'Australie, nous avons procédé à une étude par échantillonnage alors que nous avons réalisé une étude exhaustive pour le cas du Canada. Cela s'explique par le fait que le volume et la densité des allocutions recensées étaient beaucoup plus lourds pour l'Australie que pour le Canada. Ainsi pour justifier notre échantillon, nous avons pris soin de sélectionner des moments clés de l'élaboration et de l'instauration de la tarification du carbone en Australie — et ce, à des moments espacés dans le temps afin que l'échantillon soit le plus représentatif possible.

D'autre part, notre recherche se limite à l'étude des allocutions des chefs de gouvernements et des chefs de partis d'opposition. On n'étudie pas la façon dont les autres partis traitent de la question de la tarification du carbone, ce qui aurait pu bonifier l'analyse. Par exemple, deux partis différents qui appuient tous deux le mécanisme d'un prix sur le carbone peuvent être en opposition au parlement — par exemple, le PLC et le NPD au Canada — et défendre cette politique différemment. Il est également difficile de délimiter si un parti d'opposition critique le gouvernement pour des raisons stratégiques, c'est-à-dire son rôle d'opposition, ou pour des raisons idéologiques. En ce sens, il est parfois possible de confondre opposition et idéologie.

Par ailleurs, notre étude se limite à des inférences descriptives. De ce fait, notre recherche ne permet pas de mesurer l'efficacité des différentes stratégies de cadrage utilisées par les élites politiques australienne et canadienne bien qu'elle ait pu fournir des pistes pour des recherches futures sur cette question. Suivant la logique de King Keohan et Verba (1994) sur l'importance fondamentale des inférences descriptives, on s'est concentré sur l'identification des cadres utilisés par ces élites pour influencer les perceptions de leur électorat

en ce qui a trait à cette politique publique — dans la mesure où l'opinion publique est forgée par le discours des élites (Zaller 1992; Nisbet et Kotcher 2009). Sur la base d'une méthode quantitative de recension des différents cadres utilisés par les politiciens ciblés dans notre étude (Gillard vs. Abbott ; Trudeau vs. Scheer), on a pu déterminer les grandes tendances dans leurs stratégies de cadrage de la tarification du carbone — et vérifier comment cela se compare avec les recommandations et les tendances décelées par les experts. De prochaines études pourraient aller au-delà d'une étude descriptive et se pencher sur l'efficacité des différents cadres, afin de comparer leurs différents effets sur l'auditoire. En effet, après avoir déterminé quelles sont les grandes stratégies de cadrage de l'élite politique par rapport à la tarification carbone, il importe désormais de comprendre leur efficacité pour savoir comment les promoteurs peuvent influencer positivement l'acceptabilité publique de ce type de politique.

Enfin, la dernière limite de notre recherche repose sur la fiabilité inter-codeurs. Le recensement des cadres au moyen du logiciel NVivo n'a pas été testé par un ou d'autres chercheurs. Cependant, le fait d'assigner un code à un segment de texte n'est pas toujours évident et il se peut que plusieurs chercheurs ne codent pas des passages similaires exactement de la même manière. C'est pour cette raison que la question de la fiabilité du codage se pose. Une façon d'améliorer la fiabilité du codage aurait été de faire appel à d'autres codeurs (c'est-à-dire à d'autres chercheurs) et de calculer un indice d'inter-codage afin de s'assurer que les résultats obtenus concluent dans le même sens. Une prochaine étude sur le sujet pourrait s'adonner à l'exercice afin d'obtenir des résultats plus précis et fiables.

Avenues de recherche

Si le gouvernement Trudeau est parvenu à se maintenir au pouvoir en octobre 2019, permettant ainsi au plan fédéral de tarification du carbone de subsister, il reste que ce type de politique reste extrêmement difficile à instaurer et sa mise en place demeure fragile et soumise aux aléas politiques — comme en atteste le cas de l'Australie. Pour cette raison, il paraît primordial d'accroître la recherche par rapport aux stratégies de communication et de cadrages qui peuvent être utilisées par les promoteurs de la tarification carbone pour

augmenter l'adhésion du public envers cette politique et assurer sa pérennité. Comme le souligne Hanson et al. (2018) :

Un nombre croissant d'activistes et d'universitaires soulignent les limites de cette approche [privilégiant uniquement un cadrage scientifique] pour faire face aux changements climatiques et la nécessité de fournir des cadres alternatifs à l'attention du public.

L'ancienne première ministre Julia Gillard, qui a réfléchi sur les causes de sa défaite en 2013, abonde dans le même sens :

Letting the facts speak for themselves is so last century. Every complex public policy endeavour will only break through to public acceptance, including action on climate change, if the facts are trumpeted loudly. I have every confidence that we, alongside others, who respect facts and reason can better find our voice. I also have every confidence that we, people of progressive ideals, can be better persuaders and campaigners (Wherry 2014).

La recherche pourrait notamment s'intéresser à l'efficacité pour les promoteurs de la tarification carbone (souvent des progressistes) de miser sur des cadres stimulant les valeurs de leurs opposants (souvent des conservateurs). La Banque mondiale (2018) recommande d'ailleurs que dans les pays où la polarisation politique est forte et où les changements de gouvernements sont fréquents, les promoteurs doivent utiliser un langage qui surmonte les barrières idéologiques et ne doivent pas s'adresser à un seul pan de l'électorat (ex : progressiste). Ainsi, il pourrait être intéressant pour les promoteurs de stimuler des valeurs conservatrices telles que le respect des traditions, de la patrie et de la famille — par exemple en évoquant la nécessité de « protéger nos familles » des menaces climatiques ; de « conserver » notre patrimoine environnemental ; ou de « défendre notre pays des dérèglements du climat ». La difficulté avec cet exercice resterait ainsi de trouver un équilibre grâce à des cadres qui stimuleraient les valeurs de l'électorat conservateur, sans affaiblir l'appui de l'électorat progressiste et sans sombrer dans l'alarmisme qui pourrait avoir des effets contre-productifs.

Si les experts s'entendent sur le fait que les promoteurs de la tarification du carbone doivent éviter d'utiliser l'expression « taxe carbone » et proscrire les jargons scientifique et

économique complexes (Banque mondiale 2018), il n'y a toujours pas de consensus chez les chercheurs par rapport à la meilleure approche à adopter pour cadrer la tarification du carbone et vanter ses mérites. Si certains défendent que les promoteurs doivent mettre de l'avant ses atouts pour l'environnement (Gunster 2010; 2018) et la présenter comme un enjeu moral (Arnold 2018; Wilson 2006), d'autres pensent qu'il faut mettre de l'avant ses bénéfices publics (Raymond 2016; 2019) ou ses atouts pour l'économie et le virage énergétique (Nordhaus et Shellenberger 2007). Il est donc plus que primordial de tester ces différentes approches afin de voir lesquelles ont les meilleures répercussions sur l'auditoire, et ainsi améliorer le support public envers cette politique.

Bibliographie

- Aldy, Joseph et Robert Stavins. 2011. « The Promise and Problems of Pricing Carbon: Theory and Experience. » *Journal of Environment and Development*, 21 (2), pp.152-180.
- Anderson, Kevin et Alice Bows. 2012. A new paradigm for climate change. *Natural Climate Change*, Vol. 2, Septembre 2012, pp. 639-640.
- Angus Reid Institute. 2019. « Balancing act: Majorities say both climate action, oil & gas growth should be top priorities for next government. » En ligne.
<http://angusreid.org/election-2019-climate-change/> (Page consultée le 1er juin 2020)
- Arnold, Annika. 2018. *Climate Change and Storytelling*. 142p.
- Bailey, Ian et Shawn McCarthy. 2016. Premiers ready to work with Trudeau on climate, but wary of carbon tax. *The Globe and Mail*. 3 mars 2016. En ligne.
<https://www.theglobeandmail.com/news/politics/premiers-ready-to-work-with-trudeau-on-climate-but-wary-of-carbon-tax/article29010730/> (Page consultée le 1er juin 2020)
- Banque mondiale. 2014a. CO2 emissions (metric tons per capita) – Canada. En ligne.
https://data.worldbank.org/indicator/EN.ATM.CO2E.PC?locations=CA&name_desc=false (Page consultée le 1er juin 2020)
- Banque mondiale. 2014b. La tarification du carbone soutenue par 73 pays et plus d'un millier d'entreprises. Communiqué de presse. En ligne.
<https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2014/09/22/73-countries-1000-companies-investors-support-price-carbon> (Page consultée le 1er juin 2020)
- Banque mondiale 2017. Total natural resources rents (% of GDP). En ligne.
<https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.TOTL.RT.ZS> (Page consultée le 1er juin 2020)
- Banque mondiale. 2018. *Guide to communicating carbon pricing*. Washington. 104p.
- Banque mondiale. 2019. *State and Trends of Carbon Pricing 2019*. Washington. 97p.
- Baranzini, Andrea et Stefano Carattini. 2017. Effectiveness, earmarking and labeling: Testing the acceptability of carbon taxes with survey data. *Environmental Economics and Policy Studies*. 19 (1). pp. 197–227.
- Baranzini, Andrea, Jeroen C.J.M. van den Bergh, Stefano Carattini, Richard B. Howarth, Emilio Padilla et Jordi Roca. 2017. Carbon pricing in climate policy: Seven reasons, complementary instruments, and political economy considerations. *WIREs Climate Change*, 8 (4), pp. 1–17.

- Barde, Jean-Philippe et Boris Cournède. 2002. Les taxes environnementales: un instrument d'incitation ou de financement ? *Revue d'Économie Financière*, 66 (2), pp. 119-134.
- Benford, Robert et David Snow. 2000. Framing processes and social movements: An overview and assessment. *Annual Review of Sociology*, 26, pp. 611–639.
- Bergeron, Patrice. 2015. COP21: accord historique pour sauver la planète. *La Presse*. 12 décembre 2015. En ligne.
<https://www.lapresse.ca/environnement/dossiers/changements-climatiques/201512/12/01-4930532-cop21-accord-historique-pour-sauver-la-planete.php>
 (Page consultée le 1er juin 2020)
- Beuermann, Christiane et Tilman Santarius. 2006. Ecological tax reform in Germany: Handling two hot potatoes at the same time. *Energy Policy*, 34 (8), pp. 917–929.
- Blue, Gwendolyn et Jacquie Dale. 2016. Framing and power in public deliberation with climate change: Critical reflections on the role of deliberative practitioners. *Journal of Public Deliberation*, 12 (1), 22p.
- Bolsen, Toby et Matthew A. Shapiro. 2017. Strategic Framing and Persuasive Messaging to Influence Climate Change Perceptions and Decisions. *Oxford Research Encyclopedia of Climate Science*. 29p.
- Bureau, Benjamin. 2011. Distributional effect of a carbon tax on car fuels in France. *Economics*, 33 (1), pp. 121-130.
- Callan, Tim, Sean Lyons, Susan Scott, Richard Tol et Stefano Verde. 2009. The distributional implications of a carbon tax in Ireland. *Energy Policy*, 37 (2), pp. 407-412.
- Cappella, Joseph N. et Kathleen H. Jamieson. 1997. *Spiral of cynicism; the press and the public good*. New York : Oxford University Press. 336p.
- Carattini, Stefano, Maria Carvalho et Sam Fankhauser. 2018. Overcoming public resistance to carbon taxes. *Wiley Interdisciplinary Reviews: Climate Change*. London School of Economics and Political Science. 26p.
- Carattini, Stefano, Steffen Kallbekken et Anton Orlov. 2019. How to win public support for a global carbon tax. *Nature*, 565 (7739), pp. 289–291.
- Castree, Noel et al. 2014. Changing the intellectual climate. *Nature Climate Change*, 4 (9), pp. 763-768.
- Chong, Denis et James N. Druckman. 2007a. Framing Theory. *Annual Review of Political Science*. Department of Political Science. Northwestern University. pp. 103-126.

- Chong, Denis et James N. Druckman. 2007b. A theory of framing and opinion formation in competitive elite environments. *Journal of Communication* 57. pp. 99–118
- Chong, Denis et James N. Druckman. 2013. Counterframing Effects. *The Journal of Politics*, 75 (1), pp. 1-16
- Chong, Denis et Yael Wolinsky-Nahmias. 2003. Framing the growth debate. Paper presented at the Annual Meeting of the American Political Science Association. Philadelphia, August. pp. 28–31
- Chubb, Philip. 2014. *Power failure: the inside story of climate politics under Rudd and Gillard*. Melbourne: Black. 320p.
- Clean Energy Act. 2011. Australian Government. En ligne. <https://www.legislation.gov.au/Details/C2011A00131> (Page consultée le 1er juin 2020)
- Clark, Anna M. 2013. George Lakoff to green marketers: use the F-word. *The Guardian*. 27 août 2017. En ligne. <https://www.theguardian.com/sustainable-business/george-lakoff-green-marketing> (Page consultée le 1er juin 2020)
- Climate Leadership Council. 2017. The consensus climate solution. Publié dans le *Wall Street Journal*. 20 juin 2017. En ligne. <https://www.wsj.com/articles/big-oil-steps-up-support-for-carbon-tax-1497931202> (Page consultée le 1er juin 2020)
- Climate Leadership Council. 2019. The four pillars of our carbon dividends plan. Mis à jour en septembre 2019. En ligne. <https://clcouncil.org/our-plan/> (Page consultée le 1er juin 2020)
- Copland, Simon. 2019. *Anti-politics and Global Climate Inaction: The Case of the Australian Carbon Tax*. *Critical Sociology*. Australian National University. 19p.
- Crabb, Annabel. 2018. Australia's recent climate change policy: A brief history of seven killings. *Abc News*. En ligne. <https://www.abc.net.au/news/2018-08-23/climate-change-policy-a-brief-history-of-seven-killings/10152616> (Page consultée le 1er juin 2020)
- Cremer, Helmuth et Firouz Gahvari et Norbert Ladoux. 1999. La taxation des biens polluants. *Revue française d'économie*. 14 (2). pp. 33-60
- Croteau, Martin. 2011. Le Canada se retire du protocole de Kyoto. *La Presse*. 12 décembre 2011. En ligne. <https://www.lapresse.ca/environnement/2011/12/12/01-4477179-le-canada-se-retire-du-protocole-de-kyoto.php> (Page consultée le 1er juin 2020)
- Crowley, Kate. 2012. *Climate Policy Failure: Was Australia's CPRS more politics than policy?* *Environmental Policy Failure: The Australian Story*. Tilde University Press. pp. 29-43

- Crowley, Kate. 2013a. Irresistible Force? Achieving Carbon Pricing in Australia. *Australian Journal of Politics & History*, 59 (3), pp. 368–381.
- Crowley, Kate. 2013b. Pricing carbon: the politics of climate policy in Australia. *Wiley Interdisciplinary Reviews: Climate Change*, 4(6), pp. 603–613.
- Crowley, Kate. 2017. Up and down with climate politics 2013-2016: the repeal of carbon pricing in Australia. *Wiley Interdisciplinary Reviews: Climate Change*, 8(3), pp. 1-12.
- De Groot, Judith et Geertje Schuitema. 2012. How to make the unpopular popular? Policy characteristics, social norms and the acceptability of environmental policies. *Environmental Science and Policy*, 19(20), pp. 100–107.
- Déclaration de Vancouver. 2016. Déclaration de Vancouver sur la croissance propre et les changements climatiques. Réunion des premiers ministres du Canada. 3 mars 2016.
- Demeritt, David. 2006. Science studies, climate change and the prospects for constructivist critique. *Economy and Society*, 35, pp.453–479.
- Department of the Environment and Energy. 2019. Quarterly Update of Australia’s National Greenhouse Gas Inventory: March 2019. Australian Government, Canberra.
- Desrosiers, Eric. 2019. La source des difficultés du pétrole albertain. *Le Devoir*. En ligne. 12 avril 2019. <https://www.ledevoir.com/economie/552049/analyse-la-source-des-difficultes-du-petrole-albertain> (Page consultée le 1er juin 2020)
- Dietz, Thomas, Amy Dan et Rachael Shwom. 2007. Support for climate change policy: Social psychological and social structural influences. *Rural Sociology*, 72(2), 185–214.
- Dion, Stéphane. 2013. Carbon Taxes: Can a Good Policy Become Good Politics?, *Tax Is Not a Four-Letter Word : A Different Take on Taxes in Canada*, 10, pp.171-189.
- Dion, Stéphane. 2015. Un prix mondial du carbone, condition nécessaire à un accord international efficace sur le climat. *Harvard International Review*. Printemps 2015. 10p.
- Directeur Parlementaire du Budget. 2019. Comblent l'écart : tarification du carbone pour atteindre la cible de l'Accord de Paris. Juin 2019.
- Dreyer, Stacia J. et Ian Walker. 2013. Acceptance and support of the Australian carbon policy. *Social Justice Research*. 26(3). pp. 343–362.
- Dreyer, Stacia J., Ian Walker, Shannon K. McCoy et Mario F. Teisl. 2015. Australians’ views on carbon pricing before and after the 2013 federal election. *Nature Climate Change*, 5(12), pp.1064–1067.

- Durand, Anne-Aël. 2018. Le Monde. Comprendre la taxe carbone en huit questions. En ligne. https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2018/12/07/comprendre-la-taxe-carbone-en-huit-questions_5394292_4355770.html (Page consultée le 1er juin 2020)
- Entman, Robert M. 1993. Framing : Toward clarification of a fractured paradigm. *Journal of communication*, 43(4), pp. 51-58.
- Environnement et Changement Climatique Canada. 2020. Émissions de gaz à effet de serre : indicateurs canadiens de durabilité de l'environnement. Gouvernement du Canada. Avril 2020. 24p.
- Ferraris, Florence Sara. 2016. Le fédéral imposera l'adhésion au marché du carbone. *Le Devoir*. 19 septembre 2016. En ligne. <https://www.ledevoir.com/politique/canada/480313/environnement-le-federal-imposera-l-adhesion-au-marche-du-carbone> (Page consultée le 1er juin 2020)
- Field, Barry et Nancy Olewiler. 2011. *Environmental Economics*, 3rd Canadian Edition, Publisher : McGraw-Hill Ryerson. Toronto. 416p.
- FMI. 2019. Agir concrètement pour tenir les engagements de Paris concernant le changement climatique. 6 mai 2019. En ligne. <https://www.imf.org/fr/News/Articles/2019/05/03/blog-getting-real-on-meeting-paris-climate-change-commitments> (Page consultée le 1er juin 2020)
- Gamson William et Andre Modigliani. 1987. The changing culture of affirmative action. In *Research in Political Sociology*. pp.137–177.
- Gillard, Julia. 2013. Julia Gillard writes on power, purpose and Labor's future. *The Guardian*. 14 septembre 2013. En ligne. <https://www.theguardian.com/world/2013/sep/13/julia-gillard-labor-purpose-future> (Page consultée le 1er juin 2020)
- Gobeil, Mathieu. 2019. Une taxe sur le carbone, ça fonctionne? *Radio-Canada*. En ligne. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1171260/taxe-carbone-alberta-federal-effet-ges-co2-diminution-emission-mecanisme> (Page consultée le 1er juin 2020)
- Goffman, Erving. 1974. *Frame analysis : an essay on the organization of experience*. Harvard University Press. 586p.
- Gouvernement de l'Australie. 2014. *Repealing the Carbon Tax*. Canberra: Department of the Environment. En ligne. <http://www.environment.gov.au/climate-change/repealing-carbon-tax> (Page consultée le 1er juin 2020)
- Gouvernement de l'Australie. 2019. *Quarterly Update of Australia's National Greenhouse Gas Inventory: December 2018*, Department of the Environment and Energy. Australia's National Greenhouse Accounts.

- Gunster, Shane. 2010. Self-interest, sacrifice, and climate change: (Re-)framing the British Columbia carbon tax. pp. 187-215.
- Gunster, Shane. 2018. Engaging climate communication: Audiences, frames, values and norms. Simon Fraser University. Canadian Journal of Communications. 22p.
- Green, Leonard, Astrid F. Fry et Joel Myerson. 1994. Discounting of delayed rewards: A lifespan comparison. Psychological Science, 5(1), pp. 33–36.
- Hacker, Jacob et Paul Pierson. 2006. The Republican Revolution and the Erosion of American Democracy. New Haven, CT: Yale University Press. 272p.
- Hajer, Maarten et Wytske Versteeg. 2005. A decade of discourse analysis of environmental politics: Achievements, challenges, perspectives, Journal of Environmental Policy & Planning, 7(3), 175-184
- Hamilton, Kirk et Grant Cameron. 1994. Simulating the Distributional Effects of a Canadian Carbon Tax. Canadian Public Policy / Analyse De Politiques, 20(4), pp. 385-399.
- Hammar, Henrik & Sverker C. Jagers. 2006. Can trust in politicians explain individuals' support for climate policy? The case of CO2 tax. Climate Policy, 5(6), pp. 613-625.
- Hannam, Peter. 2019. Australia's greenhouse gas emissions up for four years in a row. The Sydney Morning Herald. 29 mai 2019. <https://www.smh.com.au/environment/climate-change/australia-s-greenhouse-gas-emissions-up-for-four-years-in-a-row-20190529-p51s6u.html> (Page consultée le 1er juin 2020)
- Hanson, Lorelei L. 2018. Public Deliberation on Climate Change Lessons from Alberta Climate Dialogue. AU Press, Athabasca University. 248p.
- Hardin, Garrett. 1968. The Tragedy of the Commons. Science. 162(3859). pp. 1243-1248
- Hardisty, David J, Eric J. Johnson et Elke U. Weber. 2010. A dirty word or a dirty world? Attribute framing, political affiliation, and query theory. Psychological Science, 21(1), pp. 86–92.
- Hardisty, David, Alec Beal, Ruben Lubowski, Annie Petsonk et Rainer Romero-Canyas. 2017. A Carbon Price By Another Name May Seem Sweeter: Consumers Prefer Upstream Offsets to Equivalent Downstream Taxes, in NA - Advances in Consumer Research Volume 45, Duluth, MN : Association for Consumer Research, pp. 654-654.
- Harrison, Kathryn. 2007. The Road not Taken: Climate Change Policy in Canada and the United States. Global Environmental Politics, 7(4), pp. 92-117
- Harrison, Kathryn. 2013. The Political Economy of British Columbia's Carbon Tax, OECD Environment Working Papers. No. 63. OECD Publishing. 22p.

- Helm, Dieter. 2010. A carbon border tax can curb climate change. Financial Times. 5 septembre. En ligne. <https://www.ft.com/content/a68bfc80-b915-11df-99be-00144feabdc0> (Page consultée le 1er juin 2020)
- Hills, Brenden. 2011. Cate Blanchett, Michael Caton in TV ads to push Gillard Government's carbon tax. The Courier Mail. En ligne, <https://www.couriermail.com.au/archive/entertainment/cate-blanchett-michael-caton-in-tv-ads-to-push-gillard-governments-carbon-tax/news-story/6cab92f731df557798584993ce3034b2> (Page consultée le 1er juin 2020)
- Houle, David. 2014. Marketing politique et changements climatiques. PMP Canada. Hiver. pp. 11-14.
- Hulme, Mike. 2009. Why we disagree about climate change: Understanding controversy, inaction and opportunity. Cambridge University Press. 436p.
- Hsu, Shi-Ling, Joshua Walters et Anthony Purgas. 2008. Pollution tax heuristics: An empirical study of willingness to pay higher gasoline taxes. Energy Policy, 36(9), pp. 3612–3619.
- Irigoyen, Claudia. 2017. The Carbon Tax in Australia. Centre for Public Impact. 5 mai 2017. En ligne. <https://www.centreforpublicimpact.org/case-study/carbon-tax-australia/> (Page consultée le 1er juin 2020)
- Jaccard, Mark. 2012. The political acceptability of carbon taxes: Lessons from British Columbia. Handbook of Research on Environmental Taxation. pp. 175-191.
- Jagers, Sverker C. et Henrik Hammar. 2009. Environmental taxation for good and for bad: The efficiency and legitimacy of Sweden's carbon tax. Environmental Politics, 18(2), pp. 218–237.
- Joly, François. 2018. Le détour vert : changements climatiques et cadrage pendant la campagne électorale fédérale canadienne de 2008. Mémoire de maîtrise. Université de Montréal. 119p.
- Kahneman, Daniel et Amos Tversky. 1984. Choices, values, and frames. American Psychologist, 39(4), pp. 341–350.
- Kallbekken, Steffen et Marianne Aasen. 2010. The demand for earmarking: Results from a focus group study. Ecological Economics, 69(11), 2183–2190.
- Kallbekken, Steffen et Håkon Sælen. 2011. Public acceptance for environmental taxes: Self-interest, environmental and distributional concerns. Energy Policy, 39(5), pp. 2966–2973.

- King, Gary, Robert O. Keohane et Sidney Verba. 1994. *Designing Social Inquiry: Scientific Inference in Qualitative Research*. Princeton University Press. 264p.
- Klenert, David, Linus Mattauch, Emmanuel Combet, Ottmar Edenhofer, Cameron Hepburn, Ryan Rafaty et Nicholas Stern. 2018. Making carbon pricing work for citizens. *Nature Climate Change* 8, pp. 669–677.
- Klok, Jacob, Anders Larsen, Anja Dahl et Kirsten Hansen. 2006. Ecological tax reform in Denmark: History and social acceptability. *Energy Policy*, 34(8), pp. 905–916.
- Kosonen, Katri et Gaetan Nicodeme. 2009. The Role of Fiscal Instruments in Environmental Policy, July, CESifo Working Paper Series No. 2719, 37p.
- Lachapelle, Erick. 2017. Communicating about Carbon Taxes and Emissions Trading Programs. *Oxford Research Encyclopedia of Climate Science*. Oxford University Press. 44p.
- Lakoff, George. 2010. Why it Matters How We Frame the Environment, *Environmental Communication*, 4(1), pp. 70-81
- Le Devoir. 2007. Harper a déjà qualifié Kyoto de «complot socialiste». 31 janvier 2007. En ligne. <https://www.ledevoir.com/politique/canada/129295/harper-a-deja-qualifie-kyoto-de-complot-socialiste> (Page consultée le 1er juin 2020)
- Le Grand Débat. 2019. Traitement des données « La transition écologique ».
- Le Monde. 2014. L'Australie sacrifie de plus en plus l'environnement au profit de l'économie, En ligne. https://www.lemonde.fr/planete/article/2014/01/31/l-australie-sacrifie-de-plus-en-plus-l-environnement-au-profit-de-l-economie_4357839_3244.html (Page consultée le 1er juin 2020)
- Lemariier-Saulnier, Catherine. 2016. Cadrer les définitions du cadrage : une recension multidisciplinaire des approches du cadrage médiatique. *Canadian Journal of Communication*, Vol. 41, pp. 65-73
- Loynes, Kate. 2013. *Carbon Price Repeal Bills: Quick Guide*. Australian Parliamentary Library: Canberra; 2013.
- MacDonald, Douglas. 2020. Carbon Province, Hydro Province: The Challenge of Canadian Energy and Climate Federalism. 336p.
- MacDonald, Matt. 2015. Climate security and economic security: The limits to climate change action in Australia? *International Politics*, 52(4), pp. 484–501
- MacNeil, Robert. 2016. Death and Environmental Taxes: Why Market Environmentalism Fails in Liberal Market Economies. *Global Environmental Politics*, 16(1), pp. 21-37.

- Marks, Russell. 2013. Redefining the lie: politics and porkies. *The Conversation*. En ligne. 6 août 2013. <https://theconversation.com/redefining-the-lie-politics-and-porkies-14685> (Page consultée le 1er juin 2020)
- Marshall, George. 2017. Le syndrome de l'autruche : pourquoi notre cerveau veut ignorer le changement climatique. *Actes sud*. 406p.
- Marx, Paris. 2019. Canada can learn from Australia's carbon pricing mistakes. *CBC News*. May 1st. En ligne. <https://www.cbc.ca/news/opinion/australia-carbon-price-1.5117532> (Page consultée le 1er juin 2020)
- McCarthy, Shawn. 2019. Tarification du carbone au Canada. *Encyclopédie canadienne*. En ligne. <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/carbon-pricing-in-canada#> (Page consultée le 1er juin 2020)
- McDonald, Matt. 2015. Climate security and economic security: The limits to climate change action in Australia? *International Politics*, 52(4), 484–501.
- McKie, Robin. 2019. Climate change deniers' new battlefield attacked. *The Guardian*. 9 novembre 2019. En ligne. <https://www.theguardian.com/science/2019/nov/09/doomism-new-tactic-fossil-fuel-lobby> (Page consultée le 1er juin 2020)
- Meloche-Holubowski, Mélanie et Naël Shiab. 2019. Environnement : voici ce que réclament 113 000 utilisateurs de la Boussole électorale. *Radio-Canada*. 20 septembre 2019. En ligne. <https://ici.radio-canada.ca/info/2019/elections-federales/boussole-electorale-environnement-petrole-plastique-taxe-carbone/index.html> (Page consultée le 1er juin 2020)
- Moser, Susanne. 2010. Communicating climate change: history, challenges, process and future directions, *Wires Climate Change*, 1(1), pp. 31-44
- Nisbet, Matthew C. 2009. Communicating Climate Change: Why Frames Matter for Public Engagement, *Environment: Science and Policy for Sustainable Development*, 51(2), pp. 12-23
- Nisbet, Matthew C. et John Kotcher. 2009. A Two-Step Flow of Influence?: Opinion-Leader Campaigns on Climate Change. *Science Communication*. Vol. 30, pp. 328-354.
- Nordhaus, Ted. & Michael Shellenberger. 2007. *Break Through: From the Death of Environmentalism to the Politics of Possibility*. New York : Houghton Mifflin, 344p.
- Nordhaus, William. 2015. Climate Clubs: Overcoming Free-riding in International Climate Policy. *American Economic Review* 2015, 105(4), pp.1339–1370.

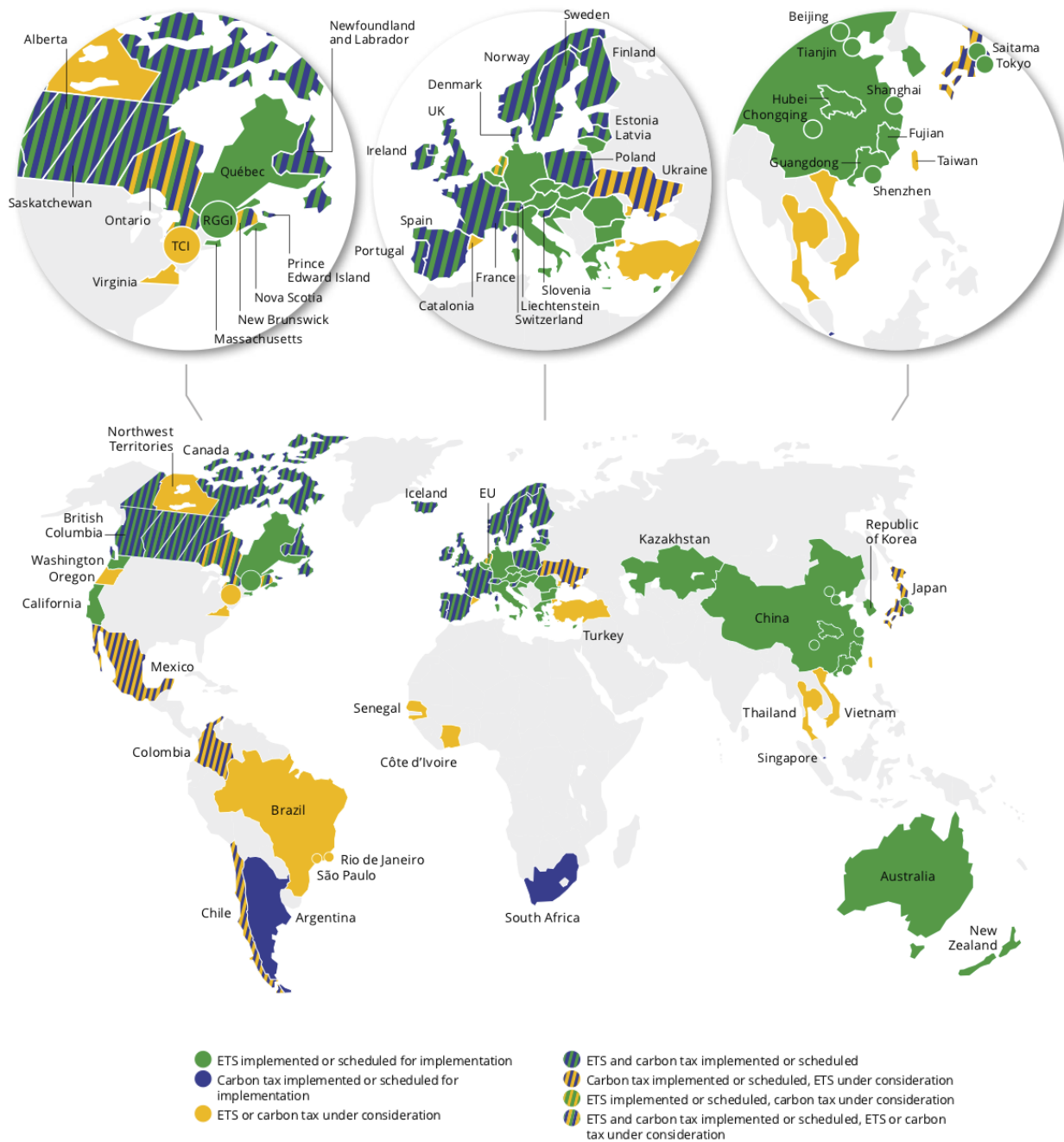
- Norgaard, Kari Marie. 2011. *Living in Denial: Climate Change, Emotions, and Everyday Life*. Cambridge, Massachusetts; London, England: MIT Press, 2011. 304p.
- Nelson, Thomas E., Zoe M. Oxley et Rosalee A. Clawson. 1997. Toward a psychology of framing effects. *Political Behavior*, 19 (3), 1997. pp. 221-246.
- OCDE. 2016. *Effective carbon rates on Energy*. Paris: OECD Publishing. 16p.
- Odeck, James et Svein Bråthen. 2002. Toll financing in Norway: The success, the failures and perspectives for the future. *Transport Policy*, 9(3), 253–260.
- Office of the Chief Economist. 2018. *Resources and Energy Quarterly—December 2018*. Australian Government, Canberra.
- Olson, Mancur. 1965. *The logic of collective action*. Harvard University Press. 186p.
- ONU. 2019. *Rapport 2019 sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière de réduction des émissions*. Programme des Nations Unies pour l'environnement. 16p.
- Parr, Ben L. 2019. *Australian Climate Policy and Diplomacy: Government-Industry Discourses*. Routledge. 138p.
- Pearse, Rebecca. 2016. Moving targets: Carbon pricing, energy markets, and social movements in Australia. *Environmental Politics*. 24p.
- Pearse, Rebecca. 2017. *Pricing Carbon in Australia: Contestation, the State and Market Failure*. Oxford: Routledge. 170p.
- Pigou, Arthur C. 1962. *The Economics of Welfare*. Macmillan. 4e édition.
- Rabe, Barry G., & Christopher P. Borick. 2012. Carbon Taxation and Policy Labeling: Experience from American States and Canadian Provinces. *Review of Policy Research*, 29 (3), pp. 358-381
- Rabe, Barry G. 2018. *Can We Price Carbon?* MIT Press, American and Comparative Environmental Policy. 376 pp.
- Radio-Canada. 2018. *Taxe carbone : Ottawa rembourserait les particuliers plutôt que les provinces*. 16 janvier 2018. En ligne. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1078311/projet-loi-federal-tarification-carbone-petrolier-emission-pollution> (Page consultée le 1er juin 2020)
- Radio-Canada. 2019. *Shell appuie la taxe carbone et accentue la pression sur le lobby pétrolier*. 2 avril 2019. En ligne. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1162048/shell-taxe-carbone-pression-lobby-petrolier-canada-acpp> (Page consultée le 1er juin 2020)

- Rathje, Steve. 2017. The power of framing: It's not what you say, it's how you say it. The Guardian. 20 juillet 2017. En ligne. <https://www.theguardian.com/science/head-quarters/2017/jul/20/the-power-of-framing-its-not-what-you-say-its-how-you-say-it> (Page consultée le 1er juin 2020)
- Raymond, Leigh. 2016. Reclaiming the atmospheric commons: The Regional Greenhouse Gas Initiative and a new model of emissions trading. Cambridge, MA: MIT Press.
- Raymond, Leigh. 2019. Policy perspective: Building political support for carbon pricing—Lessons from cap-and-trade policies. *Energy Policy*, 134, 110986.
- Reese, Stephen D. 2003. Prologue—Framing public life: A bridging model for media research. *Framing public life: Perspectives on media and our understanding of the social world*. pp. 7–31.
- Ressources naturelles Canada. 2019. Énergie et économie. Gouvernement du Canada. En ligne. <https://www.rncan.gc.ca/energie-economie/20073> (Page consultée le 1er juin 2020)
- Rhodes, Ekaterina et Mark Jaccard. 2013. A Tale of Two Climate Policies: Political Economy of British Columbia's Carbon Tax and Clean Electricity Standard. *Canadian Public Policy*, Volume 39, Numéro spécial, Août 2013, pp. S37-S51
- Rootes, Christopher. 2008. The first climate change election? The Australian general election of 24 November 2007. *Environmental Politics*, 17(3), 473–480.
- Rootes, Christopher. 2014. A Referendum on the Carbon Tax? The 2013 Australian election, the Greens and the environment. *Environmental Politics*, 23(1), pp. 166-173.
- Rosentrater, Lynn D., Ingrid Sælensminde, Frida Ekström, Gisela Böhm, Ann Bostrom, Daniel Hanss, Robert E. O'Connor. 2012. Efficacy trade-offs in individuals' support for climate change policies. *Environment and Behavior*, 45(8), pp. 935–970.
- Schuitema, Geertje, Linda Steg et Sonja Forward. 2010. Explaining differences in acceptability before and acceptance after the implementation of a congestion charge in Stockholm. *Transportation Research Part A: Policy and Practice*, 44(2), pp. 99–109.
- Schuldt, Jonathon P., Sara H. Konrath et Norbert Schwarz. (2011) "Global warming" or "climate change"? Whether the planet is warming depends on question wording, *Public Opinion Quarterly*, 75(1), pp. 115–124
- Shields, Alexandre. 2007. Kyoto, une erreur à ne pas répéter, dit Harper. *Le Devoir*. 26 novembre 2007. En ligne. <https://www.ledevoir.com/politique/canada/166099/kyoto-une-erreur-a-ne-pas-repeter-dit-harper> (Page consultée le 1er juin 2020)

- Slothuus, Rune et Claes H. de Vreese. 2010. Political Parties, Motivated Reasoning, and Issue Framing Effects. *The Journal of Politics*, 72(3), pp. 630–645.
- Sniderman, Paul M. et Sean M. Theriault. 2004. The structure of political argument and the logic of issue framing. In W. E. Saris & P. M. Sniderman (Eds.) *Studies in public opinion*. Princeton, NJ: Princeton University Press. pp. 133–165.
- Spash, Clive L. et Alex Y. Lo. 2012. Australia's carbon tax: a sheep in wolf's clothing? *Economic and Labour Relations Review*, 23(1), pp. 67-85.
- Steg, Linda, Lieke Dreijerink et Wokje Abrahamse. 2006. Why are energy policies acceptable and effective? *Environment and Behavior*, 38(1), pp. 92–111.
- Stiglitz, Joseph. 2015. Overcoming the Copenhagen Failure with Flexible Commitments, *Economics of Energy & Environmental Policy*, 4(2), 9p.
- Stoknes, Per Espen. 2014. Rethinking climate communications and the “psychological climate paradox.” *Energy Research & Social Science*, 1, 161–170.
- Stoknes, Per Espen. 2015. What We Think About When We Try Not To Think About Global Warming. 320p.
- The Economist. 2017. Pigouvian taxes. En ligne. <https://www.economist.com/news/economics-brief/21726709-what-do-when-interests-individuals-and-society-do-not-coincide-fourth> (Page consultée le 1er juin 2020)
- Tremblay-Pepin, Simon. 2013. Qu'est-ce que la tragédie des biens communs ? Institut de recherche et d'informations socioéconomiques. 8 juillet 2013. En ligne. <https://iris-recherche.gc.ca/blogue/quest-ce-que-la-tragedie-des-biens-communs> (Page consultée le 1er juin 2020)
- Trudeau, Justin. 2015. Déclaration nationale du Canada à la COP21. En ligne. 30 novembre 2015. <https://pm.gc.ca/fr/nouvelles/discours/2015/11/30/declaration-nationale-du-canada-la-cop21> (Page consultée le 1er juin 2020)
- Tversky Amos et Daniel Kahneman. 1974. Judgment under Uncertainty: Heuristics and Biases. *Science, New Series*, 185(4157), pp. 1124-1131.
- Tversky Amos et Daniel Kahneman. 1986. Rational Choice and the Framing of Decisions. *The Journal of Business*, 59(4), Part 2: The Behavioral Foundations of Economic Theory. pp. 251-278.
- Wall Street Journal. 2019. Economists' Statement on Carbon Dividends : Bipartisan agreement on how to combat climate change. 16 janvier 2019. En ligne. <https://www.wsj.com/articles/economists-statement-on-carbon-dividends-11547682910?mod=searchresults&page=1&pos=1> (Page consultée le 1er juin 2020)

- Weitzman, Martin L. 2015. Internalizing the Climate Externality: Can a Uniform Price Commitment Help?, *Economics of Energy & Environmental Policy*, International Association for Energy Economics. Number 2. 18p.
- Wherry, Aaron. 2014. Julia Gillard on a carbon tax : The former Australian prime minister explains her controversial policy. *MacLeans*. 29 mars 2014. En ligne. <https://www.macleans.ca/politics/julia-gillard-on-a-carbon-tax/> (Page consultée le 1er juin 2020)
- Wier, Mette, Katja Birr-Pedersen, Henrik Klinge Jacobsen et Jacok Klok. 2005. Are CO2 taxes regressive? Evidence from the Danish experience. *Ecological Economics*, 52(2), pp. 239–251.
- Wilson, Edward O. 2006. *The Creation: An Appeal to Save Life on Earth*. Norton, Nature, 175p.
- Young, Nathan & Aline Coutinho. 2013. Government, Anti-reflexivity, and the Construction of Public Ignorance about Climate Change : Australia and Canada Compared. *Global Environmental Politics*, 13(2), pp.89-108
- Zak, Dan. 2019. How should we talk about what's happening to our planet. *Washington Post*. En ligne. 27 août 2017. https://www.washingtonpost.com/lifestyle/style/how-should-we-talk-about-whats-happening-to-our-planet/2019/08/26/d28c4bcc-b213-11e9-8f6c-7828e68cb15f_story.html (Page consultée le 1er juin 2020)
- Zaller, John. 1992. *The Nature and Origins of Mass Opinion*. New York : Cambridge University Press. 367p.

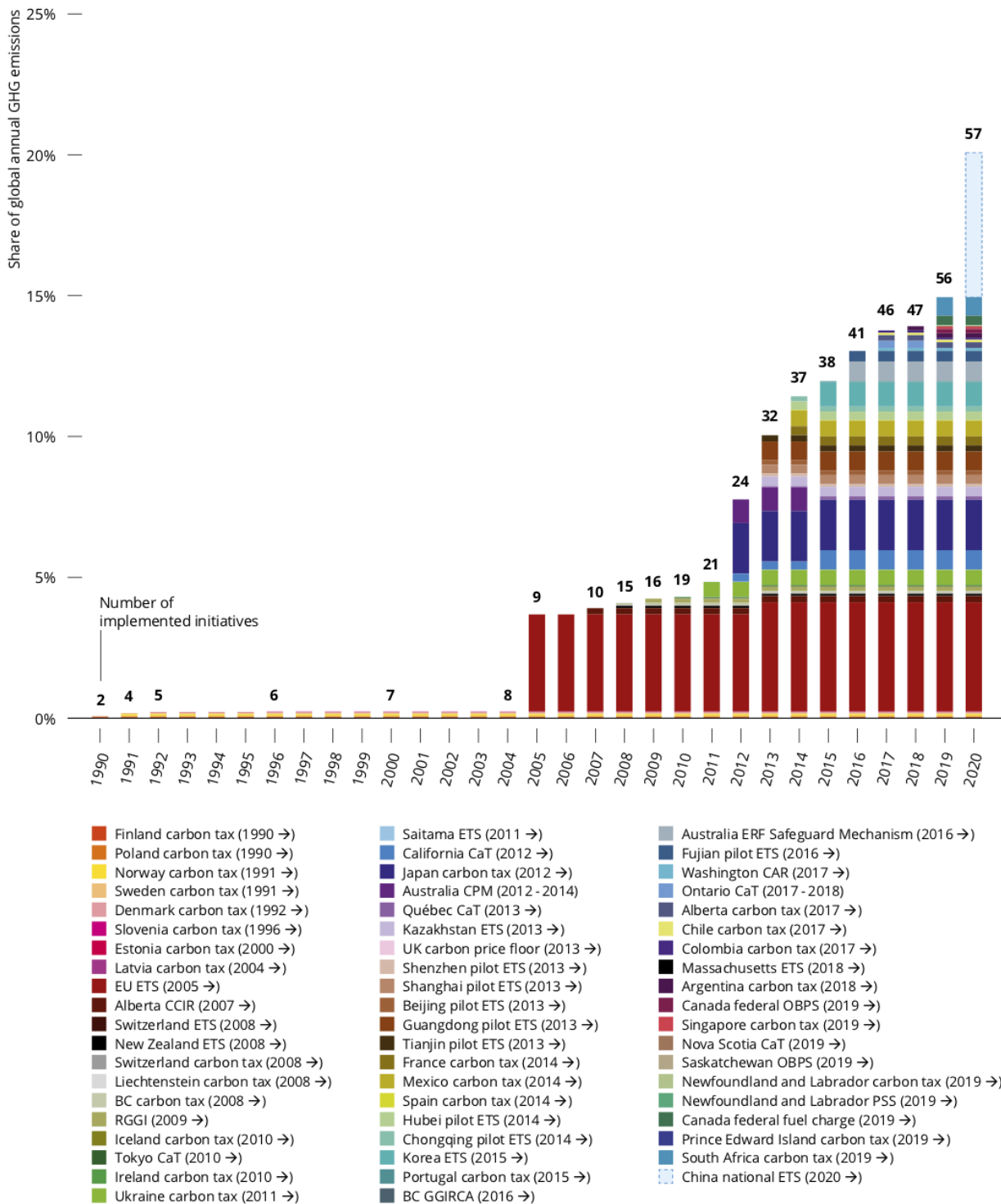
Annexe 1. Part des émissions globales de GES couvertes par des initiatives de tarification du carbone. (Banque mondiale 2019)



The large circles represent cooperation initiatives on carbon pricing between subnational jurisdictions. The small circles represent carbon pricing initiatives in cities.

Note: Carbon pricing initiatives are considered "scheduled for implementation" once they have been formally adopted through legislation and have an official, planned start date. Carbon pricing initiatives are considered "under consideration" if the government has announced its intention to work towards the implementation of a carbon pricing initiative and this has been formally confirmed by official government sources. The carbon pricing initiatives have been classified in ETSs and carbon taxes according to how they operate technically. ETS not only refers to cap-and-trade systems, but also baseline-and-credit systems as seen in British Columbia and baseline-and-offset systems as seen in Australia. The authors recognize that other classifications are possible.

Annexe 2. Part des émissions globales de GES couvertes par des initiatives de tarification du carbone. (Banque mondiale 2019)



Annexe 3. Cadres de Julia Gillard reliés à l'économie

ÉCONOMIE	Unités	Pourcent.
Impacts sur les individus	45	32%
Aide aux familles ; retours d'impôts	28	
Bon pour la classe moyenne ; ceux qui travaillent dur	7	
Aide pour les plus vulnérables	10	
Impacts sur l'économie nationale	44	31%
Bon pour la croissance et l'économie (de demain)	11	
Économie et environnement sont indissociables	1	
Favorise la sécurité énergétique	0	
Protéger sécurité énergétique	2	
Ne pas agir = mauvais pour l'économie	1	
Stimule l'innovation	5	
Transition vers énergies propres ; virage vert	24	
Impacts sur l'industrie, les entreprises	24	17%
Nouvelles opportunités de marché à saisir	1	
Meilleure stabilité et prévisibilité	4	
Grandes entreprises appuient cette politique	0	
Fait payer les entreprises polluantes	11	
Encourage les entreprises écoresponsables	0	
Aide pour les PME, les entreprises en général	5	
Il faut protéger la compétitivité des entreprises	1	
Améliore la compétitivité des entreprises	2	
Impact sur les emplois	18	13%
Il faut protéger les emplois	5	
Création de nouveaux emplois ; bons emplois	13	
Impact sur les prix	10	7%
Impact modéré sur le pouvoir d'achat	3	
Il y aura un impact sur les prix	3	
Meilleur choix pour consommateurs	1	
Bien peu polluants avantagés	1	
Met un prix sur ce qui pollue ; polluer n'est pas gratuit	2	
Total =	141	100%

Annexe 4. Cadres de Julia Gillard reliés à la légitimité de l'État

LÉGITIMITÉ DE L'ÉTAT	Unités	Pourcent.
Équité	12	11%
Juste ; équitable	12	
Retombées positives pour tout le monde	0	
Leadership international	24	23%
Tenir engagements internationaux	0	
D'autres pays agissent	13	
Monde entier se tourne vers économie propre	5	
Ne pas rester à la traîne	5	
Être leader dans la lutte aux changements climatiques	1	
Leadership national	5	5%
Collaboration avec les provinces ; flexibilité d'options	0	
Collaborer de bonne volonté avec l'opposition	5	
Revenus récoltés restent dans les provinces	0	
Des provinces tarifent déjà la pollution	0	
Environnement est une compétence partagée	0	
Motivations fiscales	12	11%
Politique peu coûteuse pour l'État	12	
Neutralité fiscale	0	
Plan ouvert et transparent	0	
Rationalité	26	24%
Principes fondamentaux de l'économie	18	
Politique rationnelle ; appuyée par experts	8	
Responsabilité	28	26%
Responsabilité d'agir ; ne pas fuir le problème	18	
Agir après des années d'inaction	1	
Agir pour les générations à venir	7	
Les citoyens veulent qu'on agisse	2	
Total =	107	100%

Annexe 5. Cadres de Julia Gillard reliés à l'environnement

ENVIRONNEMENT	Unités	Pourcent.
Efficacité, bénéfiques de cette politique	68	80%
Mesure concrète	0	
Les autres politiques ne sont pas aussi efficaces	4	
Efficace pour réduire GES ; atteindre nos objectifs	41	
Protéger notre environnement ; lutter contre les CC	19	
Actuellement, nous sommes parmi les pires pollueurs	3	
Économie et environnement sont indissociables	1	
Impacts des changements climatiques	2	2%
Menace des CC est grave	2	
Risques pour la qualité de l'eau et de l'air	0	
Inondations, sécheresses, feux de forêt	0	
Dangers pour la survie des espèces	0	
Dangers pour la santé publique	0	
Dangers pour l'agriculture	0	
Preuve scientifique	15	18%
La science des CC est irréfutable	15	
Total =	85	100%

Annexe 6. Cadres de Tony Abbott reliés à la légitimité de l'État

LÉGITIMITÉ DE L'ÉTAT	Unités	Pourcent.
Équité	0	0%
Exonère gros pollueurs, mais fait payer individus	0	
Leadership international	15	18%
Pas d'entente internationale	2	
Autres pays ne font rien ; <i>free riders</i>	13	
Leadership national, démocratie	48	56%
Provinces s'opposent à la taxe carbone	0	
Détériorer relations provinciales-fédérales	0	
Le fédéral doit laisser les provinces choisir	0	
Promesse rompue ; « <i>No carbon tax under the government I lead</i> »	43	
Désastreux pour la démocratie	5	
Motivations fiscales	13	15%
Coût caché, manque transparence	2	
L'État est trop centralisateur	5	
De plus en plus de gens rejettent taxe carbone	0	
Piège, escroquerie	3	
Source de revenu lucrative pour politiciens	0	
Vol d'argent	3	
Rationalité	8	9%
Stupide, illogique, mauvaise idée	8	
Responsabilité	2	2%
Notre pays n'est pas le pire pollueur	2	
Pas responsable de la pollution mondiale	0	
Total =	86	100%

Annexe 7. Cadres de Tony Abbott reliés à l'économie

ÉCONOMIE	Unités	Pourcent.
Impacts sur les individus	23	29%
Mauvais pour familles, classe moyenne, <i>hard-workers</i> , aînés	21	
Impacte plus durement communautés rurales	0	
Impacte plus durement les pauvres	1	
Seuls les riches peuvent se le permettre	1	
Impacts sur l'économie nationale	14	17%
Dangereux, détruit l'économie	14	
Mauvais pour la croissance	0	
N'encourage pas l'innovation	0	
Réduit la sécurité énergétique	0	
Impacts sur l'industrie, les entreprises	10	12%
Mauvais pour l'industrie automobile	0	
Mauvais pour l'industrie des ressources naturelles	4	
Mauvais pour les affaires	1	
Mauvais pour les manufactures	3	
Pénalise les petites et moyennes entreprises (PME)	1	
Réduit la compétitivité	1	
Risque de délocalisations	0	
Impact sur les emplois	7	9%
Détruit les emplois	7	
Impact sur les prix	27	33%
Augmentation du coût d'énergie	19	
Augmentation du coût de la vie en général	8	
Total =	81	100%

Annexe 8. Cadres de Tony Abbott reliés à l'environnement

ENVIRONNEMENT	Unités	Pourcent.
Efficacité, bénéfiques de cette politique	29	100%
Aucune preuve de l'efficacité	2	
D'autres politiques plus efficaces	15	
Politique inefficace	12	
Impacts des changements climatiques	0	0%
La menace des CC est minime, exagérée	0	
Preuve scientifique	0	0%
Mise en doute, réfutation de la science	0	
Total =	29	100%

Annexe 9. Cadres de Justin Trudeau reliés à l'économie

ÉCONOMIE	Unités	Pourcent.
Impacts sur les individus	64	25%
Aide aux familles ; retours d'impôts	40	
Bon pour la classe moyenne ; ceux qui travaillent dur	5	
Aide pour les plus vulnérables	19	
Impacts sur l'économie nationale	117	46%
Bon pour la croissance et l'économie (de demain)	26	
Économie et environnement sont indissociables	66	
Favorise la sécurité énergétique	0	
Stimule l'innovation	14	
Transition vers énergies propres ; virage vert	11	
Impacts sur l'industrie, les entreprises	27	11%
Nouvelles opportunités de marché à saisir	3	
Meilleure stabilité et prévisibilité	2	
Grandes entreprises appuient cette politique	2	
Fait payer les entreprises polluantes	8	
Encourage les entreprises écoresponsables	6	
Aide pour les PME	4	
Améliore la compétitivité des entreprises	2	
Impact sur les emplois	39	15%
Création de nouveaux emplois ; bons emplois	39	
Impact sur les prix	8	3%
Peu ou pas de baisse de pouvoir d'achat	0	
Meilleur choix pour consommateurs	1	
Met un prix sur ce qui pollue ; polluer n'est pas gratuit	7	
Total =	255	100%

Annexe 10. Cadres de Justin Trudeau reliés à l'environnement

ENVIRONNEMENT	Unités	Pourcent.
Efficacité, bénéfiques de cette politique	198	86%
Mesure concrète	25	
Efficace pour réduire GES ; atteindre nos objectifs	37	
Protéger notre environnement ; lutter contre les CC	70	
Économie et environnement sont indissociables	66	
Impacts des changements climatiques	25	11%
Menace des CC est grave	9	
Risques pour la qualité de l'eau et de l'air	4	
Inondations, sécheresses, feux de forêt	8	
Dangers pour la survie des espèces	0	
Dangers pour la santé publique	4	
Dangers pour l'agriculture	0	
Preuve scientifique	8	3%
La science des CC est irréfutable	8	
Total =	231	100%

Annexe 11. Cadres de Justin Trudeau reliés à la légitimité de l'État

LÉGITIMITÉ DE L'ÉTAT	Unités	Pourcent.
Équité	4	2%
Juste ; équitable	2	
Retombées positives pour tout le monde	2	
Leadership international	7	4%
Tenir engagements internationaux	3	
D'autres pays agissent	0	
Monde entier se tourne vers économie propre	3	
Être leader dans la lutte aux changements climatiques	1	
Leadership national, démocratie	59	34%
Collaboration avec les provinces ; flexibilité d'options	38	
Revenus récoltés restent dans les provinces	7	
Des provinces tarifent déjà la pollution	13	
Environnement est une compétence partagée	1	
Motivations fiscales	13	7%
Politique peu coûteuse pour l'État	3	
Neutralité fiscale	5	
Plan ouvert et transparent	5	
Rationalité	7	4%
Politique rationnelle ; appuyée par experts	7	
Responsabilité	86	49%
Responsabilité d'agir ; ne pas fuir le problème	19	
Agir après des années d'actions	26	
Agir pour les générations à venir	21	
Les citoyens veulent qu'on agisse	20	
Total =	176	100%

Annexe 12. Cadres d'Andrew Scheer reliés à l'économie

ÉCONOMIE	Unités	Pourcent.
Impacts sur les individus	27	27%
Familles, classe moyenne, <i>hard-workers</i> , aînés	21	
Impacte plus durement communautés rurales	1	
Impacte plus durement les pauvres	0	
Seuls les riches peuvent se le permettre	5	
Impacts sur l'économie nationale	10	10%
Dangereux, détruit l'économie	8	
Mauvais pour la croissance	2	
N'encourage pas l'innovation	0	
Réduit la sécurité énergétique	0	
Impacts sur l'industrie, les entreprises	27	27%
Mauvais pour l'industrie automobile	1	
Mauvais pour l'industrie des ressources naturelles	2	
Mauvais pour les affaires	5	
Pénalise les petites et moyennes entreprises (PME)	12	
Réduit la compétitivité	5	
Risque de délocalisations	2	
Impact sur les emplois	10	10%
Détruit les emplois	10	
Impact sur les prix	25	26%
Augmentation du coût d'énergie	17	
Augmentation du coût de la vie en général	8	
Total =	99	100%

Annexe 13. Cadres d'Andrew Scheer reliés à la légitimité de l'État

LÉGITIMITÉ DE L'ÉTAT	Unités	Pourcent.
Équité	41	48%
Exonère gros pollueurs mais fait payer individus	41	
Leadership international	0	0%
Autres pays ne font rien ; <i>free riders</i>	0	
Leadership national, démocratie	9	11%
Provinces s'opposent à la taxe carbone	6	
Détériore les relations provinciales-fédérales	0	
Le fédéral doit laisser les provinces choisir	1	
De plus en plus de gens rejettent taxe carbone	2	
Promesse rompue	0	
Désastreux pour la démocratie	0	
Motivations fiscales	29	34%
Coût caché, manque transparence	22	
Piège escroquerie	4	
Source de revenu lucrative pour politiciens	1	
Vol d'argent	2	
Rationalité	6	7%
Stupide, illogique, mauvaise idée	6	
Responsabilité	0	0%
Notre pays n'est pas le pire pollueur	0	
Pas responsable de la pollution mondiale	0	
Total =	85	100%

Annexe 14. Cadres d'Andrew Scheer reliés à l'environnement

ENVIRONNEMENT	Unités	Pourcent.
Efficacité, bénéfiques de cette politique	15	100%
D'autres politiques plus efficaces	1	
Politique inefficace	14	
Impacts des changements climatiques	0	0%
La menace des CC est minime, exagérée	0	
Preuve scientifique	0	0%
Mise en doute, réfutation de la science	0	
Total =	15	100%